

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
SOCIÉTÉ ANNAMITE
LES LETTRÉS - LES MANDARINS
LE PEUPLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 10 Décembre 1910, à 3 heures

PAR

Louis CURY

Avocat à la Cour d'appel
Breveté de l'École coloniale

Président : M. LESEUR, professeur

Suffragants { *MM. PERREAU, professeur*
PILLET, professeur

PARIS

JOUBE & C^{ie}, Editeurs

15, rue Racine, 15

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
SOCIÉTÉ ANNAMITE
LES LETTRÉS - LES MANDARINS
LE PEUPLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 10 Décembre 1910, à 3 heures

PAR

Louis CURY

Avocat à la Cour d'appel
Breveté de l'École coloniale



Président : M. LESEUR, *professeur*
Suffragants { MM. PERREAU, *professeur*
PILLET, *professeur*

PARIS
JOUBE & C^{ie}, Editeurs
15, rue Racine, 15

1910

LA SOCIÉTÉ ANNAMITE

INTRODUCTION

ESQUISSE DE LA SOCIÉTÉ ANNAMITE

Nous n'entreprendrons pas ici une étude détaillée de la société annamite. Nous étudierons seulement l'élite de cette société : les lettrés et les mandarins qui constituent ce qu'on peut appeler la bourgeoisie annamite.

Cette étude sera divisée en deux parties distinctes : la première consacrée aux lettrés, la seconde aux mandarins.

Le peuple annamite fera l'objet d'une troisième partie.

1° *La Forme du gouvernement*

Si les institutions démocratiques ne sont pas étrangères à la société annamite, elles ne constituent pas toutefois une démocratie pure ; on n'y rencontre, en

effet, aucune des assemblées représentatives issues du suffrage populaire qui sont à la base de toute démocratie.

La société annamite est démocratique dans ce sens qu'elle ne présente ni classes privilégiées, ni castes, ni aristocratie de naissance.

Elle se caractérise par une égalité absolue entre les citoyens qui tous, pauvres ou riches, peuvent accéder aux fonctions publiques par la voie unique et fort difficile des concours. Il n'y a pas d'autres distinctions sociales que celles qui s'attachent aux fonctions, au mérite, à la fortune, aussi n'est-il pas exceptionnel de voir le fils d'un simple paysan occuper les plus hautes fonctions de l'État.

La forme du gouvernement est la monarchie pure, sans contrepoids ni contrôle. Point de Parlement comme dans l'Europe occidentale contemporaine. Il y a bien le *comat* ou conseil secret du royaume, mais ce n'est qu'un simple comité consultatif qui se borne à donner au roi des avis que ce dernier est libre de ne pas suivre.

Il n'existe pas de noblesse héréditaire qui puisse contre-balancer la puissance du souverain. La reine-mère seule serait capable d'exercer quelque influence sur le roi, en raison du sentiment de piété filiale si développé chez les Annamites.

A vrai dire, on trouve en Annam, de même qu'en Chine, un ordre de noblesse, mais ce n'est pas là à

proprement parler une classe aristocratique héréditaire, ayant comme dans certaines monarchies européennes une part légale d'influence sur le gouvernement.

Toujours est-il que la hiérarchie nobiliaire annamite comprend cinq degrés, mais il serait tout à fait inexact de traduire par les titres français de duc, marquis, comte, vicomte et baron, les cinq titres nobiliaires annamites de *công*, *hâu*, *bà*, *tu*, *nam*. Cette assimilation rappelle un ordre d'idées tout à fait étranger à ce pays (1).

Il ne faut voir là que de simples titres honorifiques décernés par le souverain à certains de ses sujets ayant rendu à la couronne d'éminents services, quelque chose comme notre Légion d'honneur. Ces titres ne sont transmissibles qu'à un certain nombre de générations, à cinq pour le titre de *công*, à quatre pour celui de *hâu*, à trois pour celui de *bà*, à deux pour celui de *tu*. Le titre de *nam* n'est transmissible qu'à une seule génération, de telle sorte que le petit-fils d'un *nam* n'est plus noble.

Nous nous trouvons donc en présence d'une monarchie absolue que nul Parlement, nulle aristocratie ne tempèrent, mais il ne faudrait pas conclure de là à l'entier despotisme du souverain annamite.

Il est en effet responsable devant le ciel dont il est

1. Luro. *Le pays d'Annam*.

le mandataire. Il est, suivant l'expression chinoise, « le père et la mère de son peuple ». Si le roi est vertueux, s'il vit conformément à la doctrine de Confucius, le bonheur de son peuple sera sa récompense. Dans le cas contraire, il devient la cause du malheur de ses sujets : il perd le mandat du ciel, il cesse d'être le père et la mère de son peuple qui se croit dès lors autorisé à le chasser du trône. « Le seul prince qui inspire de la joie, écrit Confucius, c'est celui qui est le père et la mère du peuple. Ce que le peuple aime, l'aimer ; ce que le peuple hait, le haïr. »

Ce souverain mandataire du ciel est le grand pontife de la religion d'État ; il est le seul dans tout le royaume qui puisse offrir le sacrifice au Ciel et à la Terre.

Il apparaît à ses sujets comme un être d'essence divine, vivant mystérieusement au fond de son palais et ne devant jamais s'offrir à leurs regards.

2° *La Commune*

L'organisation politique de la société annamite se caractérise par une forte décentralisation communale. La commune annamite constitue, en effet, un petit État dans l'État et un État presque autonome.

En dehors de certaines obligations nettement déterminées (paiement de l'impôt, exécution des corvées, service militaire), auxquelles elle est tenue

vis-à-vis du pouvoir central, la commune a sa législation particulière et s'administre à sa guise.

La responsabilité de la commune placée sous la direction d'un certain nombre de notables est le caractère primordial de cette institution. Le gouvernement ignore l'individu et ne s'adresse jamais directement à lui ; la commune seule est responsable.

D'où cette conséquence que l'individu n'a pas d'existence propre en dehors de la commune à laquelle il doit nécessairement se rattacher et qui l'absorbe complètement.

Les habitants se divisent en inscrits et en non-inscrits, les premiers seuls figurent au rôle officiel (*bô dinh*) et sont soumis au paiement de l'impôt.

La commune possède certains biens (*công diên*) en dehors de ceux qui appartiennent aux particuliers (*tu diên*). Les biens communaux sont inaliénables et se partagent tous les trois ans entre les habitants de la commune, de telle sorte que le plus pauvre d'entre eux est sûr de ne pas mourir de faim, car il a toujours comme dernière ressource la part qui lui revient dans la répartition des terrains communaux.

La commune annamite est administrée par des notables majeurs et des notables mineurs (*ky muc, dich muc*). Les premiers délibèrent et les seconds sont tout spécialement chargés de l'exécution des ordres arrêtés, après délibération, par les premiers.

Les notables ne sont pas désignés de la même

façon dans toutes les communes, tantôt ils se recrutent par voie d'élection, tantôt par voie de cooptation, mais dans toutes les communes certains habitants font partie de droit du corps des notables.

Le maire de la commune (*l'ý tru'o'ng*) choisi parmi les notables, est désigné à l'élection par l'assemblée des contribuables.

Mais ce maire qui est spécialement chargé de défendre les intérêts de ses administrés auprès du pouvoir central, n'est pas comme chez nous le premier magistrat de la commune. Le véritable chef de la commune annamite c'est le *tiên chi*. C'est lui qui préside les réunions de notables, dirige les discussions et tient les archives communales.

Lorsqu'il s'agit d'une affaire importante, le corps des notables et les contribuables se rassemblent à la pagode et délibèrent en commun, ce qui donne à la décision prise le caractère de referendum.

On voit donc que les libertés locales sont assez largement développées dans la société annamite.

3° La Famille

L'organisation de la famille chez les Annamites n'est pas sans analogie avec celle de la famille romaine telle que nous l'a décrite Fustel de Coulanges dans sa *Cité antique*.

Cette organisation toute patriarcale est basée sur

le culte des ancêtres. La grande préoccupation du chef de famille est de laisser un enfant mâle qui lui rendra les honneurs funèbres, les femmes quoique très respectées ne jouissent pas de cette prérogative.

La polygamie est admise, l'homme peut épouser plusieurs femmes pour se procurer des descendants mâles, mais la première femme, seule, dite femme de premier rang (*dich mau*) est épousée officiellement, elle est l'égale du mari, c'est l'*uxor* du droit romain ; les autres, dites femmes du second rang (*vo' thu*) ont une situation inférieure, ce sont les *concubinæ*. Elles doivent le respect à la femme de premier rang et sont choisies par elle. Tandis que la femme de premier rang cohabite avec son mari, les autres sont reléguées dans un endroit fixé par celui qu'elles appellent leur maître.

Si une femme de second rang accouche d'un fils avant la femme de premier rang qui accouche à son tour d'un autre, ce dernier quoique né le second sera considéré comme l'aîné.

Le mariage peut être dissous par le divorce. Le Code annamite reconnaît sept cas de répudiation de la femme par son mari et admet en outre le divorce par consentement mutuel.

Si la femme occupe, en droit, une situation inférieure dans la société annamite, en fait, elle est loin d'être une opprimée ; elle jouit, au contraire, d'une certaine considération.

Les règles concernant la puissance paternelle se rapprochent beaucoup de la *patria potestas* romaine. Le fils qui doit respect et obéissance à son père reste toute sa vie sous la puissance de ce dernier, qui peut lui infliger des châtiments corporels, mais non le tuer, disposer de sa liberté et de son travail, le marier contre son gré ou l'empêcher de se marier. Il peut, en outre, le déshériter par testament et exiger de lui des aliments sans être tenu de lui en fournir.

L'Annamite devant à tout prix s'assurer une postérité masculine, l'adoption joue également un grand rôle dans la société annamite.

4° *La Religion. — Le Culte des ancêtres*

Si les lettrés pratiquent le bouddhisme et le confucianisme, la majorité des Annamites n'a pas, en dehors de certaines superstitions, d'autres religions que le culte des ancêtres.

Les aïeux, jusqu'à la quatrième génération, ont droit, en plus d'une sépulture convenable, à des soins posthumes incessants de la part de leurs descendants mâles pour n'être pas malheureux et tourmentés au delà du trépas, car leurs mânes survivent, pensent les Annamites.

Aussi n'est-il pas de maison, si pauvre soit-elle, qui n'ait son autel des ancêtres devant lequel, aux jours prescrits par les lois et les traditions, le chef

de famille vient rendre les honneurs funèbres aux mânes des disparus.

Ces mânes sont censés résider dans les tablettes ancestrales suspendues au-dessus de l'autel.

A l'occasion des fêtes du *Têt* (jour de l'an annamite), le culte rendu aux ancêtres revêt une solennité particulière. Sur l'autel décoré de fleurs, on place des gâteaux de riz destinés aux mânes qui sont supposés descendre dans la maison ; on fait brûler des baguettes odoriférantes et toutes les lumières sont allumées dans les flambeaux sacrés. Ces cérémonies sont renouvelées pendant trois jours.

Quelques jours avant le Têt, le chef de famille a eu soin de convoquer les plus proches parents pour procéder en commun à la mise en état des tombeaux.

Les Annamites sont fort superstitieux. C'est ainsi que chaque village a son génie tutélaire et que certains animaux sont considérés comme sacrés (Monsieur Tigre, le Seigneur Tigre).

Il nous resterait beaucoup à dire sur la société annamite dont nous venons d'esquisser rapidement les institutions fondamentales, mais c'est plus spécialement à la bourgeoisie (lettrés et mandarins) et au peuple annamite que nous entendons consacrer cette étude.

PREMIÈRE PARTIE

LES LETTRÉS

CHAPITRE PREMIER

Physionomie du lettré. — L'enseignement indigène : 1° avant l'occupation française ; 2° après la conquête de la Cochinchine et l'établissement de notre protectorat en Annam-Tonkin.

Nous avons vu que, dans la société annamite, l'accession aux fonctions publiques était ouverte à tous par la voie des concours.

Ceux qui les subissent avec succès sont désignés sous le titre de lettrés ; c'est parmi eux que se recrutent les fonctionnaires indigènes ou mandarins.

Le goût de l'étude étant fort développé chez les Annamites, l'instruction est par suite très en faveur au pays d'Annam.

C'est pourquoi les lettrés qui constituent l'élite intellectuelle de la société annamite, jouissent auprès de leurs concitoyens d'une très grande considération.

L'esprit farci de la morale de Confucius et des caractères chinois, d'allure prétentieuse, pédant, maniéré dans ses gestes et discours, le lettré nous apparaît comme fortement imbu de son importance.

Si pauvre soit-il, le lettré ne travaille jamais de ses mains ; sa dignité ne le lui permet pas et, pour bien afficher son dédain des besognes matérielles, il porte des ongles longs de plusieurs centimètres.

Les lettrés, sans emploi et sans fortune, sont les ennemis nés du gouvernement qui ne les emploie pas et qu'ils critiquent à tout propos.

Comme ils ne travaillent pas, ils sont à la charge de leur commune ; ils excitent les gens autour d'eux et fomentent des troubles, sans être personnellement capables d'action.

Les lettrés ne possèdent que des connaissances purement littéraires ; l'esprit scientifique leur fait totalement défaut. Ils connaissent les caractères chinois et la morale de Confucius qu'ils ont étudiée dans les quatre livres classiques auxquels il faut ajouter les cinq livres canoniques et le livre des annales, sorte d'histoire de la dynastie chinoise.

Leur esprit est donc exclusivement façonné de ce vieux bagage littéraire qui n'a guère varié au cours des siècles. On ne saurait mieux comparer, écrit Luro, le savoir des Annamites qu'à la science scolastique du moyen âge, tous les efforts de la pensée se

bornent à un perpétuel commentaire des livres canoniques chinois (1).

Nous nous sommes trouvé, à notre arrivée en pays d'Annam, en présence d'un système d'enseignement public et privé qui fonctionnait dans tout l'Empire

L'instruction élémentaire était donnée dans les villages par des maîtres à la solde des familles ou des communes, sans aucune intervention de l'État. Chaque famille riche avait un précepteur, mais le professeur privé généralement mal rétribué, enseignait isolément, sans régularité, suivant ses besoins d'argent ou la générosité intermittente des parents de ses élèves qui se montraient peu assidus. L'étude des caractères chinois et de la morale de Confucius formait la base de l'enseignement.

Au chef-lieu de chaque préfecture (phu) et sous-préfecture (huyen) se trouvait une école officielle confiée à des professeurs rétribués par l'État (giao-thu et huân-dao). C'est dans ces écoles que les futurs fonctionnaires préparaient les concours qui donnent accès au mandarinat. On y enseignait les matières purement littéraires inscrites au programme des concours triennaux : amplification sur des textes classiques, versification, dissertation sur des ques-

1. Luro, *op. cit.*

tions d'administration et de morale, épreuve récapitulative.

Dans chaque province était placé un inspecteur d'études (dôc-hoc) qui était chargé de surveiller les giao-thu et les huân-dao des phu et huyen. Le dôc-hoc était également professeur et dirigeait en cette qualité les candidats les plus avancés, enfin il présidait les jurys des examens provinciaux.

Cet enseignement était bien imparfait et les candidats aux fonctions publiques auxquels il était destiné, n'y puisaient aucune des connaissances nécessaires à un administrateur.

Nous allons voir ce qu'il advint de cet enseignement après notre occupation de la Cochinchine et du jour où nous eûmes, en Annam et au Tonkin, établi notre protectorat.

1^o *Cochinchine*

Lorsque nous occupâmes la Cochinchine, les mandarins qui administraient ce pays furent rappelés par la cour de Hué. Tous se retirèrent avec un ensemble parfait, refusant patriotiquement de nous servir. Les mandarins de l'enseignement ne firent naturellement pas exception à la règle.

La conquête de la Cochinchine amena donc le bouleversement de l'enseignement indigène dans ce pays. Les concours régionaux triennaux ayant dis-

paru, l'enseignement préparatoire à ces concours devint sans objet et disparut également.

Notre préoccupation fut surtout de former des indigènes, qui, sachant notre langue, pourraient tenir certains emplois tels qu'interprètes, secrétaires, copistes dans l'administration que nous avions dû organiser à la hâte pour remplacer les mandarins en fuite.

Dans ce but, tout en laissant subsister les écoles de village, on créa dans les centres les plus importants des écoles dites cantonales où l'on enseignait le français et le qu'ôc ngu' (1). Le même enseignement mais avec un programme plus étendu, fut donné dans la suite dans des écoles provinciales auxquelles s'adjoignirent bientôt des écoles complémentaires

1. C'est aux missionnaires que l'on doit l'invention du qu'ôc ngu'. Les Annamites ont une langue maternelle qui est une langue phonétique à six tons, mais, pour écrire, ils se servent des caractères chinois, signes idéographiques dont le nombre est infini.

L'Européen qui voulait correspondre avec l'Annamite se voyait donc astreint au prodigieux effort que nécessite l'étude des caractères. Ceux-ci, d'autre part, constituent une langue morte tout juste suffisante pour les rapports de la vie officielle et sociale, mais tout à fait impropre à exprimer les idées de la civilisation moderne.

C'est alors que les missionnaires créèrent une langue courante, vivante, qu'ils baptisèrent « qu'ôc ngu' ».

Au moyen de notre alphabet, à l'aide de signes supplémentaires et l'addition d'une seule lettre (le d barré), ils parvinrent à exprimer tous les sons en notant les six tons de la langue annamite.

(collège de Mytho, collège Chasseloup-Laubat à Saïgon, école normale de Gia-Dinh).

L'enseignement traditionnel chinois ne tarda pas à tomber en désuétude ; l'étude des caractères fut négligée. Les élèves de ces écoles, privés de toute instruction morale, ignorants de ce qui avait du prix aux yeux des Annamites, faisaient, comme l'a dit Luro, « le scandale de leurs familles ».

On a prétendu que la moralité avait baissé considérablement en Cochinchine, depuis que nous avons substitué à l'étude des caractères chinois l'enseignement du qu'ôc ngu' et cela à cause du rôle moral de l'enseignement chinois.

Cette ignorance des caractères par les Annamites de Cochinchine est cause, en effet, qu'ils ne peuvent plus comprendre les livres classiques chinois qui renferment la morale de Confucius.

2° *Annam-Tonkin*

Il existe entre la Cochinchine d'une part, l'Annam et le Tonkin de l'autre, une différence très sensible.

Nous occupons la Cochinchine depuis bientôt un demi-siècle ; nous y sommes chez nous et nous faisons de l'administration directe dans ce pays qui échappe complètement à la souveraineté de l'empereur d'Annam.

Il n'en est pas de même en Annam et au Tonkin,

où nous n'exerçons, depuis vingt-six ans, que notre protectorat seulement, en vertu du traité franco-annamite du 6 juin 1884.

Il ne faut donc pas s'étonner que telle mesure prise en Cochinchine ne l'ait pas été en Annam et au Tonkin.

Ce fut précisément le cas pour l'enseignement indigène. Cet enseignement a subsisté en Annam et au Tonkin tel qu'il existait avant l'établissement de notre protectorat dans ces deux pays. Nous nous en sommes désintéressé à peu près complètement.

Nos administrateurs étaient inaptes à surveiller l'éducation classique chinoise, nous ne connaissions les maîtres indigènes que d'après les rapports des mandarins provinciaux et nous ignorions leur valeur.

Nous songions aussi à notre sécurité. Pendant que les futurs lettrés qui se pressaient en foule aux concours triennaux passaient leur temps à pâlir sur les livres de morale et à s'absorber dans l'étude des caractères chinois, ils ne pensaient pas, semblait-il, à combattre notre influence. Dans notre intérêt, mieux valait les laisser travailler en paix.

Cependant, l'administration française juxtaposée à l'administration annamite avait besoin d'auxiliaires indigènes (interprètes, secrétaires, copistes) ; pour recruter ce personnel elle créa des écoles spéciales, dites franco-annamites, dans lesquelles on enseignait le français et le qu'ôc ngu'.

L'enseignement indigène subsista donc dans toute son intégralité en Annam et au Tonkin, avec ses trois degrés, son personnel de dôc-hoc, giao-thu et huân-dao. Les grands concours triennaux eurent lieu comme par le passé à Nam-Dinh pour le Tonkin, à Binh-Dinh, à Hué, à Vinh, à Thanh-hoa pour l'Annam.

Il faut reconnaître, toutefois, que cette question de l'enseignement indigène n'avait pas échappé à la perspicacité de Paul Bert qui, le premier, occupa en Annam-Tonkin les hautes fonctions de Résident général.

A peine arrivé au Tonkin, Paul Bert estima que puisqu'il existait un système d'enseignement public, nous devions intervenir dans cette organisation, la faire servir à nos fins et nous concilier les lettrés en les persuadant de l'intérêt que nous portions à la culture dont ils étaient les représentants.

Il créa tout d'abord l'académie tonkinoise qui devait faire collaborer à l'étude de la civilisation annamite les indigènes et les Français. Il se proposait, en outre, de faire entrer l'enseignement du français et du qu'ôc ngu' dans l'enseignement indigène et peu à peu d'y introduire des éléments de sciences.

Le moyen qu'il avait imaginé dans ce but était fort pratique, et consistait à inscrire dans le programme des concours triennaux les matières qu'on voulait faire pénétrer dans les écoles indigènes.

Malheureusement, Paul Bert mourut sept mois après son arrivée, le 11 novembre 1886, avant d'avoir pu réaliser la réforme qu'il projetait.

Comme nous allons le voir, cette réforme devait s'accomplir vingt ans plus tard sous le gouvernement général de M. Beau.

CHAPITRE II

Création du conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène (arrêté du 8 mars 1906).— L'ordonnance royale du 31 mai 1906 sur la réforme de l'enseignement indigène.— Les trois degrés d'enseignement.

L'idée de Paul Bert fut donc reprise par M. Beau qui créa, par arrêté du 8 mars 1906, le conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène.

M. Beau était d'avis que l'enseignement classique indigène en antinomie complète avec la vie économique actuelle, fût orienté vers une voie nouvelle.

Notre intervention était très ardue, car nous allions nous heurter à une organisation plusieurs fois séculaire, dirigée par la classe des lettrés que nous risquions peut-être de nous aliéner tout à fait.

Le conseil de perfectionnement qui comprenait des représentants français et des représentants indigènes se réunit à Hanoï, au mois d'avril 1906, sous la présidence du directeur de l'école d'Extrême-Orient.

La séance d'ouverture eut lieu en présence du gouverneur général de l'Indochine et de l'empereur

d'Annam ; ainsi, le caractère national de la réforme se trouvait nettement posé.

Les membres français du conseil furent surpris de l'ardeur réformatrice des lettrés et des hauts mandarins. Ce furent les représentants de la cour de Hué et les lettrés du Tonkin qui manifestèrent le désir le plus net d'innovations occidentales.

Bref, les diverses propositions émises par le conseil aboutirent à l'ordonnance royale du 31 mai 1906 qui consacre la réforme de l'enseignement indigène.

Les six ministres qui composent le comat, dont la présidence appartient à notre Résident supérieur à Hué, avaient émis, préalablement à la réforme, un avis favorable. « Nous estimons, disaient-ils, qu'une ère nouvelle s'ouvre aujourd'hui, le champ des connaissances devient chaque jour de plus en plus vaste ; la réforme de l'enseignement et des concours, la répartition des écoles en différents degrés et la revision des ouvrages classiques constituent des mesures de réelle urgence. Nous avons constaté que le texte proposé est tout à fait en harmonie avec ce qu'il convient de réaliser à l'heure actuelle. »

La réforme ne s'applique pas seulement à l'Annam et au Tonkin, mais elle doit s'étendre aux quatre pays qui forment l'union indochinoise (Annam, Tonkin, Cochinchine, Cambodge) (1).

1. Débris de l'ancien royaume des Khmers, le Cambodge

L'ordonnance dispose qu'il y aura trois degrés dans l'enseignement indigène :

1^o L'enseignement du premier degré qui portera en annamite le nom de au-hoc ;

2^o L'enseignement du deuxième degré, celui de tieu-hoc ;

3^o L'enseignement du troisième degré, celui de trung-hoc.

1^o *Enseignement du premier degré (au-hoc).* — Cet enseignement se donne dans la commune. Toute commune, dont le nombre des enfants de six à douze ans s'élève à 60, est tenue d'avoir une école et d'entretenir au moins un maître d'école pour 60 enfants.

Les villages trop pauvres pour avoir une école spéciale peuvent se grouper en vue de l'entretien d'une école commune.

Les maîtres d'école sont choisis par les autorités communales et doivent être ensuite agréés par l'administration française.

Les écoles du premier degré sont soumises aux inspections des giao-thu et huân-dao, le dôc-hoc peut les visiter également ainsi que les hauts fonction-

(1.332.691 hab.) quoique rattaché politiquement à l'Annam, au Tonkin et à la Cochinchine pour former l'Indochine, n'a rien de commun avec ces trois pays dont il diffère complètement au point de vue ethnologique, historique et social.

Le Cambodge reste donc étranger à notre étude.

naires de la province et les agents du service de l'instruction publique.

Les maîtres d'école jouissent de certains privilèges (exemption de l'impôt personnel et de l'impôt représentatif des corvées). S'ils se distinguent par leur zèle et les résultats obtenus, ils peuvent être pourvus de grades dans le mandarinat.

L'enseignement du premier degré comprend deux parties : une partie chinoise et une partie annamite. Si les parents le désirent, les élèves ont la faculté de ne recevoir que l'un de ces deux enseignements.

On étudie, dans la partie chinoise, les caractères les plus usuels, quelques principes de la morale traditionnelle et des notions sur l'histoire, la géographie et l'administration de l'Annam.

L'ordonnance prévoit la rédaction d'un manuel spécial en chinois qui servira à donner cet enseignement.

La partie annamite comprend des éléments de quôc ngu', quelques notions élémentaires sur l'Indochine, sur l'administration, sur les coutumes et les règles de la politesse, sur l'arithmétique, sur l'explication des phénomènes naturels, sur l'hygiène, etc.

L'ordonnance prévoit également la rédaction d'un manuel pour cette partie de l'enseignement.

L'élève a donc la faculté de choisir l'une ou l'autre des deux parties, mais s'il veut subir l'examen de fin d'études du premier degré, la connaissance des

matières inscrites à ce double programme lui est indispensable.

Cet examen de fin d'étude du premier degré porte le nom de tuyen et les candidats qui le subissent avec succès reçoivent le titre de tuyen-sinh.

2^o *Enseignement du deuxième degré* (tieu hoc). — Cet enseignement se donne dans les écoles des phu et huyen de chaque province.

L'enseignement du deuxième degré comprend deux parties obligatoires : une partie chinoise et une partie annamite. Des cours de français peuvent être adjoints à cet enseignement, mais ils sont facultatifs.

La partie chinoise comprend l'étude de la morale et de la littérature classiques, de l'histoire de la Chine et de l'Annam.

Un manuel spécial en chinois sera rédigé, dispose l'ordonnance, pour servir à l'enseignement de l'histoire de la Chine. Un second manuel également rédigé en chinois servira à l'enseignement de l'histoire de l'Annam, il contiendra en outre des notions sur l'administration, la législation, le régime fiscal de l'Indochine, etc.

Dans la partie annamite, on enseigne le quôc ngu', quelques notions d'histoire et de géographie générale et des éléments de sciences. L'ordonnance prévoit la rédaction de trois manuels en quôc ngu' qui serviront à donner cet enseignement.

L'examen de fin d'études du deuxième degré a la

forme d'un concours provincial et porte le nom de khao khoa; les candidats qui le subissent avec succès reçoivent le titre de khoa^o sinh.

Seuls peuvent se présenter à cet examen les tuyen-sinh n'ayant pas dépassé l'âge de vingt-sept ans.

L'examen de fin d'études du deuxième degré comporte trois épreuves obligatoires :

1^o Une épreuve en chinois (rédaction sur un sujet de morale classique ou d'histoire de la Chine et de l'Annam);

2^o Une épreuve en annamite (dictée et rédaction sur un sujet d'histoire et de géographie ou de sciences);

3^o Traduction en annamite d'une version chinoise et d'un thème annamite en chinois.

Les candidats ayant suivi les cours de français facultatifs peuvent demander à subir une épreuve supplémentaire de français (dictée et traduction en annamite d'un texte français facile).

Les khoa-sinh classés dans les meilleurs rangs sont exemptes, pendant trois années, de l'impôt représentatif des corvées. L'administration détermine chaque année le nombre d'exemptions à accorder. Les khoa-sinh qui sont trop jeunes pour pouvoir bénéficier personnellement de cette exemption, peuvent en faire profiter une personne de leur famille agréée par les autorités communales.

Les fonctionnaires de l'enseignement du deuxième degré doivent justifier de la connaissance du qu'ôc ngu'. Les huân-dao et giao-thu en fonctions doivent suivre des cours de qu'ôc ngu' dont l'ordonnance prévoit l'organisation au chef-lieu de chaque province.

3° *Enseignement du troisième degré (trung hoc).*

— Cet enseignement se donne au chef-lieu de chaque province, à l'école du dôc-hoc.

Le dôc-hoc est personnellement chargé de la partie chinoise de l'enseignement. La partie annamite et la partie française sont enseignées par les maîtres de l'école franco-annamite locale.

L'enseignement du troisième degré comprend, en effet, trois parties obligatoires.

1° Une partie chinoise (étude de la morale et de la littérature classiques, de l'histoire et de la littérature annamites);

2° Une partie annamite (étude plus approfondie de l'histoire, de la géographie et des sciences);

3° Une partie française (étude élémentaire de la langue française à l'aide de manuels spéciaux, dictées, traductions de textes chinois et annamites en français et de textes français en annamite et chinois; exercices de conversations).

L'examen de fin d'études du troisième degré a la forme d'un concours provincial et porte le nom de hach.

Il a lieu tous les trois ans au chef-lieu de chaque province et en présence du dôc-hoc.

Les candidats qui le subissent avec succès sont seuls admis à se présenter au prochain concours régional triennal; ils reçoivent le titre de thi-sinh.

Nul ne peut se présenter à l'examen de fin d'études du troisième degré s'il n'est pourvu du titre de khoa-sinh et s'il n'est âgé de moins de trente ans. Toutefois, par mesure transitoire, l'ordonnance autorisait à se présenter, jusqu'à l'année 1909, les candidats âgés de cinquante ans au maximum.

L'examen de fin d'études du troisième degré comporte trois épreuves obligatoires :

1° Une épreuve en chinois (rédaction sur un sujet de morale et littérature classiques ou d'histoire et administration annamites);

2° Une épreuve en annamite (composition d'ordre littéraire et rédaction sur un sujet d'histoire et géographie ou de sciences);

3° Une épreuve en français (dictée et traduction en annamite ou en chinois d'un texte français facile).

Les thi-sinh classés dans les premiers sont exemptés pendant un an de l'impôt représentatif des corvées. L'administration détermine chaque année le nombre d'exemptions à accorder.

Le thi-sinh qui échoue au concours régional triennal ne peut se présenter au concours triennal suivant, que s'il subit de nouveau avec succès l'exa-

men de fin d'études du troisième degré. Il peut renouveler la tentative tant qu'il remplit les conditions d'âge voulues.

Le nouvel enseignement indigène est donc divisé en trois degrés correspondant chacun à une étape distincte de la carrière scolaire.

A chaque degré d'enseignement on a introduit dans les programmes des éléments d'instruction pratique et scientifique.

L'étude des caractères n'est pas négligée, mais elle cesse d'être exclusive; une place très importante a été faite à l'étude du qu'ôc ngu' et aussi du français.

Il eût été impolitique de rompre brusquement avec des traditions, d'ailleurs intéressantes, cependant le maintien des anciennes méthodes de l'enseignement purement annamite n'aurait pu que faire obstacle à nos idées de progrès (1).

L'ordonnance de 1906 a donc ménagé une sage transition.

Les limites d'âge sont imposées aux candidats pour leur indiquer que les travaux scolaires, la préparation des concours sont des moyens de développer leur personnalité et de les disposer à remplir

1. Discours de M. le gouverneur général Klobukowsky à l'ouverture de la session ordinaire du Conseil supérieur de l'Indochine le 27 novembre 1909.

un rôle social, mais que les études classiques ne doivent pas, comme dans la vieille scolastique chinoise, absorber stérilement leur activité jusqu'aux extrêmes limites de la vieillesse.

CHAPITRE III

Les concours régionaux triennaux depuis la réforme de 1906. —
Le dernier concours de Nam Dinh (novembre 1909). — Les concours pour le doctorat.

L'ordonnance de 1906 dispose que les concours régionaux triennaux auront lieu aux mêmes dates, dans les mêmes villes et avec le même cérémonial que par le passé.

Ces concours (thi-huong) ont lieu tous les trois ans, dans des emplacements spéciaux désignés sous le nom de camps des lettrés.

Ces camps sont situés à Hué, Binh-Dinh, Vinh et Thanh-hoa pour l'Annam ; à Nam-Dinh pour le Tonkin.

Nous allons voir que la réforme de 1906 a apporté d'intéressantes modifications au programme de ces concours dont les lauréats étaient jusqu'alors restés étrangers au mouvement intellectuel contemporain.

Nous avons vu que les seuls candidats admis à se présenter à ces concours sont ceux qui ont subi, avec succès, l'examen de fin d'études du troisième degré

(thi-sinh). Les épreuves des concours régionaux triennaux sont au nombre de quatre :

1^o Une épreuve en langue chinoise (van-sach) composée de cinq sujets différents, les uns d'ordre moral, littéraire ou philosophique, les autres portant sur l'histoire et la géographie de la Chine et de l'Annam ou sur l'administration et la législation indochinoises.

La composition et le style de ces rédactions ne sont, toutefois, soumis à aucune règle formelle, les candidats doivent faire preuve, avant tout, de réflexion, de connaissances précises et de simplicité et de naturel dans le maniement de la langue chinoise ;

2^o Une épreuve en qu'ôc ngu' composée de trois sujets : une rédaction d'ordre littéraire destinée à montrer que les candidats manient avec aisance et habileté leur propre langue, un sujet d'histoire et de géographie et un sujet scientifique ;

3^o Une épreuve en français composée de deux sujets : une traduction en français d'un texte chinois et une traduction en annamite d'un texte français ;

4^o Une épreuve récapitulative composée de trois sujets : une rédaction en chinois, une rédaction en annamite et une traduction en chinois d'un texte français.

Chacune des trois premières épreuves est éliminatoire, seuls sont admis à subir la quatrième

épreuve les candidats non éliminés qui ont obtenu les notes « parfait » (uu') et bien (binh) aux précédentes épreuves.

Les candidats admis reçoivent, suivant leur rang, le titre de cunhon (licencié) ou tu' tai (bachelier). L'administration fixe avant chaque concours le nombre maximum de cunhon et tu' tai à recevoir.

Le titre de cunhon est donné aux candidats qui, dans la quatrième épreuve, ont obtenu les meilleurs rangs, les suivants ont le titre de tu'tai. Les uns et les autres sont exemptés à vie de l'impôt représentatif des corvées, et nul ne peut être admis dans l'administration s'il n'est pourvu d'un de ces deux titres.

La limite d'âge pour les concours régionaux a été fixée par l'ordonnance de 1906 à trente ans. Toutefois, par mesure transitoire, la limite d'âge pour les concours de 1909 était fixée à cinquante ans (1) et le programme des concours composé des quatre épreuves suivantes :

1° Une épreuve de dissertation chinoise (van sach) composée de cinq sujets ;

2° Une épreuve de poésie chinoise ;

3° Une épreuve de rédaction en quốc ngu' et au

1. Avant la réforme de 1906 il n'existait pas de limite d'âge, aussi n'était-il pas rare de voir des vieillards se mettre en ligne pour obtenir l'un des diplômes tant enviés. On cite le cas de l'un d'eux reçu il y a quelques années bachelier à soixante-dix-huit ans.

Tonkin seulement une traduction en quôc ngu' d'un texte français ;

4° Une épreuve récapitulative dont l'un des sujets devra être traité en quôc ngu'.

Tel est, depuis la réforme de 1906, le nouveau programme des concours triennaux. Les réglementations et usages relatifs à ces concours qui ne sont pas expressément visés par l'ordonnance restent en vigueur.

Les concours triennaux sont accompagnés d'un cérémonial spécial que l'ordonnance respecte. Leur ouverture ainsi que la proclamation des lauréats ont lieu avec la même solennité qu'auparavant.

Une organisation vraiment curieuse et qui mérite d'être citée, préside à l'installation des concurrents.

Une fois enfermés dans cette vaste enceinte qu'est le camp des lettrés, les étudiants n'en peuvent sortir qu'après la fin des épreuves. Avant d'y pénétrer, ils ont dû subir une fouille minutieuse afin qu'ils ne puissent introduire aucun document en fraude. La même précaution a été prise à l'égard de ceux qui les approchent, notamment le domestique chargé de dresser la paillotte qui les abritera pendant la durée des compositions. Les coolies qui ont la charge du ravitaillement des concurrents n'ont d'autre costume qu'un simple pagne, malgré l'inclémence de la température à l'époque de ces concours, qui ont généralement lieu en fin d'année.

Toutes ces mesures prises pour déjouer la fraude sont, paraît-il, justifiées en raison des tentatives, parfois couronnées de succès, de certains candidats qui vont jusqu'à introduire, avec eux, des meubles truqués dans lesquels ils ont dissimulé de précieux documents.

De nombreux gardiens surveillent les candidats du haut de leurs miradores. L'installation de chaque concurrent se compose d'une table large et très basse sur laquelle il se tient accroupi, et que recouvre un toit en paillote supporté par quatre bambous.

Les sujets de la première composition une fois donnés, chacun se met au travail après avoir extrait son papier, son pinceau et son encre de Chine d'un tube en bambou. Dès ce moment un silence religieux règne dans le camp.

Les épreuves durent plusieurs jours ; lors du dernier concours triennal qui s'est ouvert à Nam-Dinh, le 9 novembre 1909, elles ont duré exactement vingt-cinq jours. On a vu à certains concours triennaux les épreuves durer jusqu'à quarante jours, mais leur durée moyenne est d'environ une quinzaine de jours.

Les examens oraux ne sont pas usités chez les Annamites ; toutes les épreuves sont écrites. Il y aurait d'ailleurs pour les examinateurs, en raison du nombre des concurrents, une difficulté presque insurmontable à leur faire subir des épreuves orales.

Les examinateurs des concours triennaux sont des

personnages importants, écrit M. Doumer, qui les a vus à l'œuvre, ils remplissent leurs fonctions avec beaucoup de solennité, de rigidité et de conscience. Rien ne permet de croire que la faveur ait la moindre part dans les jugements qu'ils portent sur les candidats. M. Doumer a vu des fils de hauts mandarins, dont les compositions étaient bonnes, refusés impitoyablement parce que quelques points leur manquaient, quand des pauvres paysans sans protection, qui ne leur étaient pas sensiblement supérieurs, se voyaient reçus (1).

Ces concours sont présidés par une commission de mandarins nommés par décision royale, et qui comprend : un président, deux vice-présidents et des correcteurs. Le ministre de l'Instruction publique, près la cour de Hué, avait tenu l'an dernier à se rendre lui-même à Nam-Dinh à l'occasion du concours triennal qui s'est ouvert dans cette ville le 9 novembre 1909. Le résident supérieur du Tonkin, M. Simoni, se trouvait également à Nam-Dinh accompagné de Son Excellence Hoang-Cao-Khai ex-vice-roi du Tonkin et d'un grand nombre de notabilités européennes et indigènes.

M. Simoni prononça à l'ouverture du concours un discours fort intéressant en raison des allusions faites aux modifications apportées, pour la première fois,

1. Doumer, *L'Indochine*.

au programme des épreuves. C'était, en effet, le premier concours triennal institué sur le programme modernisé par la réforme de 1906.

M. le résident supérieur, après avoir exposé, dans son discours, notre programme d'enseignement, s'efforça de calmer les appréhensions des candidats que notre réforme pouvait dérouter.

« N'allez pas croire, leur dit-il, qu'en modifiant les épreuves du concours, vos gouvernants aient eu la pensée de porter atteinte aux principes de la morale que vous ont légués vos ancêtres.

» Respectueux de la tradition et des doctrines élevées qui sont la base de votre organisation sociale, ils ont voulu simplement qu'elles fussent mieux enseignées et partant mieux comprises.

» Les préceptes de morale, à notre époque, ne sauraient plus être toute l'instruction, il est indispensable d'en compléter l'étude par celle des sciences exactes qui seules fournissent des connaissances précises et utiles pour la vie pratique, arment les peuples et les individus pour les luttes pacifiques de l'existence moderne.

» Avant peu d'années, tous les Annamites cultivés auront à cœur de parler le langage de la nation qui les protège. C'est en vue de préparer cet avenir prochain, qu'une épreuve de langue française facultative a été inscrite au nouveau programme.

» En entrant dans ce camp des lettrés où s'est

assemblée pendant des siècles l'élite des générations successives qui vous ont précédés, prenez en quelque sorte l'engagement de contribuer, autant qu'il sera en votre pouvoir, à la prospérité de votre pays et d'appliquer cette devise inscrite sur vos livres classiques « *cung kinh chi rung* » ; se servir de ses connaissances dans l'intérêt général. »

Comme on devait s'y attendre, le niveau des compositions d'annamite et de français fut, en général, assez faible. Cependant, les candidats classés dans les premiers rangs ont remis des compositions très satisfaisantes, ce qui prouve qu'ils ont profité des réformes apportées à l'enseignement indigène.

Le concours triennal qui eut lieu à Nam-Dinh en 1906 avait réuni 6.121 candidats (1). Au dernier concours de 1909, il s'en présenta seulement 3.068. Cette diminution s'explique par l'insuffisance de préparation d'un assez grand nombre de candidats qui ont dû renoncer, pour cette fois, à tenter la chance et surtout par la limite d'âge imposée aux candidats qui, jusqu'à présent, n'étaient retenus par aucune prescription de cette nature.

Nous pensons qu'il y a aussi à cette diminution une cause d'ordre plus général. Autrefois, les Anna-

1. Si l'on remonte à 1894, on comptait cette année-là au concours triennal de Nam-Dinh près de 10.000 candidats dont 60 furent reçus *cunhon* (licenciés), et les 200 suivants proclamés *tu' tai* (bacheliers.)

mites cultivés n'ambitionnaient que le titre de lettré et aspiraient à des fonctions dans le mandarinat, mais aujourd'hui, au fur et à mesure que s'accroît le développement économique de leur pays, bon nombre d'entre eux préfèrent diriger leur activité vers d'autres branches, telles que le commerce et l'industrie, beaucoup plus rémunératrices que le fonctionnarisme.

Sur les 3.068 candidats qui se présentèrent au concours de 1909, il y eut 50 cunhon (licenciés) et 150 tu' tai (bacheliers) promus. La proclamation des lauréats du concours triennal de Nam-Dinh eut lieu en présence de M. le gouverneur de l'Indochine qui prononça, au cours de cette cérémonie, un brillant discours qui fut traduit, puis publié en langue indigène.

Après avoir constaté le prodigieux développement économique que nous avons fait réaliser à l'Indochine, le gouverneur général se demande si l'élite intellectuelle d'Annam pouvait rester étrangère à tous ces progrès. Devait-elle se borner à l'étude des livres classiques, se consacrer, comme le sage légendaire dans sa tour d'ivoire, à la méditation exclusive de sentences abstraites ?

« Nous avons jugé, au contraire, poursuivait le gouverneur général (1), qu'une réforme des examens

1. Extrait du discours prononcé par le gouverneur général de l'Indochine au moment de la proclamation des lauréats du dernier concours de Nam-Dinh.

triennaux s'imposait, qu'il convenait d'étendre le champ de vos études et qu'aux dissertations brillantes sur des sujets purement littéraires, il était essentiel d'adjoindre un programme de connaissances utilitaires, préparant vos jeunes intelligences à un labeur productif, faisant de vous tous des hommes capables d'un effort efficace et vraiment utiles à leur pays dans les luttes pacifiques de la civilisation en marche. Et ce n'est pas s'éloigner de traditions éminemment respectables, ce n'est pas aller à l'encontre des préceptes qui sont à la base même de votre organisation sociale qu'orienter dans un sens plus moderne votre éducation ; c'est au contraire vous inspirer des enseignements de vos philosophes les plus vénérés, de ceux qui ont eu comme la prescience de l'avenir.

» La France ne peut pas se borner sur cette terre d'Extrême-Orient, où si longtemps régna l'anarchie, à réaliser définitivement l'ordre et la sécurité, à exécuter de grands travaux agricoles, à mettre en relations directes et rapides les régions les plus éloignées de l'Indochine considérées alors comme inaccessibles et à les doter de l'outillage économique indispensable ; elle veut aussi, fidèle à son rôle d'éducatrice, associer l'Annam à l'œuvre de progrès intellectuel qui se produit dans le monde.

» Sa tâche sera accomplie lorsqu'elle aura développé en vous les qualités individuelles et donné

ainsi une valeur pratique à ce que j'appellerai « l'unité humaine » .

» Ce jour-là, nous pourrions dire que nous avons éveillé dans les esprits le sentiment élevé du vrai nationalisme, celui qui nous fera apparaître à vos yeux, non pas comme des étrangers qu'il faut craindre, mais suivant l'expression de Paul Bert, comme des « frères aînés » vous précédant dans le domaine infini de la pensée. »

La cérémonie de proclamation des lauréats, au cours de laquelle M. le gouverneur général prononça le discours dont on vient de lire un extrait, est empreinte d'une grande solennité. En voici la description d'après une correspondance du journal *Le Temps*.

Entre deux haies d'étendards multicolores portés par des hommes habillés de rouge, les hauts mandarins et les examinateurs se forment en cortège, précédés par un petit pagodon en bois sculpté et laqué rouge et or qui contient la tablette du roi ; quatre grands parasols jaunes les protègent. Les mandarins sont escortés de parasols verts. En avant marche la musique aigre et monotone composée d'une sorte de violon à deux cordes, d'une flûte et d'un tambourin. Tout le monde défile lentement, les uns en chaise à porteur, les autres en pousse-pousse ou en palanquin. Une foule curieuse et mouvante se presse de chaque côté du chemin.

On arrive au camp des lettrés. Dans la pagode centrale, prennent place les hauts fonctionnaires français et annamites. De chaque côté de l'allée qui conduit de la porte du camp à la pagode, se trouvent des sièges très élevés sur lesquels montent les examinateurs en grand costume de gala. Un indigène embouchant alors un porte-voix gigantesque crie à la multitude les nom, prénoms et lieu d'origine du premier licencié reçu ; celui-ci perdu dans la foule ne dit mot ; le crieur jette une seconde fois son nom à tous les échos, le lauréat s'avance alors à pas lents, l'attitude timide et embarrassée. Arrivé devant la pagode, il salue ses anciens et ses maîtres, et va se ranger à la suite des examinateurs.

Les lauréats pénètrent ainsi successivement dans l'enceinte réservée ; une fois tous réunis ils reçoivent les félicitations du représentant du protectorat français

Puis le cortège augmenté de tous les lauréats se reforme et revient avec le même cérémonial jusqu'à la maison du tống-dôc où un banquet est dressé.

Avant l'ouverture du concours, tous les examinateurs s'étaient rendus à la pagode royale où ils avaient fait leurs « lay » ou salutations conformément aux prescriptions des rites. Le concours terminé, ces mêmes examinateurs reviennent à la pagode royale accompagnés des lauréats revêtus des insignes de leur nouveau grade ; bottes à semelles de feutre,

bonnet carré à pan retombant en arrière, jupe violette et tunique blanche recouverte d'un surplis de soie noire ajourée. Les mandarins ont mis leurs belles robes en soie brochée, aux dessins fantastiques et multicolores, tenant des deux mains la plaque de maintien en ivoire ils se tiennent graves, immobiles et silencieux.

Au-dessus de ces concours triennaux d'où sortent les cunhon et tu'tai, viennent les concours encore plus difficiles du doctorat (hôi thi) dont les lauréats reçoivent, suivant leur classement, le titre de phobang ou tien-si.

Les cunhon nouvellement promus ou les anciens non pourvus d'emploi peuvent se présenter à ces concours du doctorat qui ont lieu tous les trois ans à Hué, au ministère des Rites. Ceux qui passent ces concours simplement, avec succès, reçoivent le titre de phobang et ils ne peuvent plus subir d'autre examen, mais ceux qui ont le mieux réussi sont proclamés tien-si et seuls ils peuvent se présenter au concours le plus élevé qui a lieu à la cour (thi dinh) dans l'enceinte même du palais du roi. Le sujet de la composition est donné par le roi en personne.

A la suite de l'examen de la cour, les trois premiers de la liste sont proclamés docteurs de première classe. Les compositions suivantes qui ont mérité d'être remarquées ne sont pas classées, mais leurs auteurs sont proclamés docteurs de deuxième

classe. Quant aux compositions de mérite ordinaire, elles ne donnent pas lieu à une nouvelle épreuve, mais les auteurs de ces compositions n'ont droit qu'au titre de docteur adjoint (1).

La réforme de 1906 n'a été étendue que d'une façon assez vague à ces concours du doctorat.

L'ordonnance dispose, en effet, que le concours pour les grades de phobang et tien-si sera modifié dans un sens conforme aux réformes introduites dans les concours régionaux, mais elle ne précise pas quelle sera la nature des épreuves nouvelles et en quoi elles différeront des précédentes.

L'ordonnance, d'autre part, formule l'espoir qu'un jour viendra où il sera possible, grâce au développement des études universitaires, de transformer ces concours du doctorat en un examen destiné à constater de la part des candidats des travaux vraiment originaux et personnels.

1. Luro, *op. cit.*

CHAPITRE IV

Coup d'œil sur l'ensemble de la réforme de l'enseignement indigène depuis la mise en application de l'ordonnance royale du 31 mai 1906.

La réforme de l'enseignement indigène telle qu'elle résulte de l'ordonnance royale du 31 mai 1906 est encore loin d'être accomplie à l'heure actuelle.

En Cochinchine, bien peu de modifications ont été apportées jusqu'ici en matière d'enseignement indigène, à l'état de choses existant avant 1906. En Annam, la mise en application de l'ordonnance du 31 mai 1906 a été entravée par les événements de 1908. Au Tonkin, la réforme n'a pu être réalisée qu'en partie seulement.

1. Cochinchine

Indépendamment des écoles provinciales installées dans chaque chef-lieu de province et confiées à des maîtres européens, l'enseignement primaire est donné dans les écoles cantonales et dans les écoles communales.

Les anciennes écoles de village ont été réorganisées, et la plupart des villages possèdent actuellement une école avec un instituteur communal.

En dehors des établissements d'enseignement exclusivement français, la Cochinchine possède environ 350 écoles, dont 8 écoles professionnelles et 3 écoles complémentaires, ce qui représente une population scolaire de plus de 25.000 élèves.

2° Annam

Les événements dont l'Annam a été le théâtre en 1908 (1) ont mis obstacle à l'application de l'ordonnance du 31 mai 1906 dans ce pays,

D'autre part, beaucoup de communes sont trop pauvres pour entretenir une école à leurs frais, et dans certaines régions il n'a même pas été possible de créer des écoles cantonales. L'enseignement du premier degré n'a donc fonctionné, jusqu'à présent, que d'une façon très inégale et dans certaines circonscriptions seulement.

Les résidents, chefs de province, ont été chargés

1. A ce moment, l'Annam fut troublé par l'insurrection dite « des cheveux coupés » (les rebelles étaient ainsi désignés parce qu'ils coupaient leurs cheveux en signe de protestation contre notre régime, paraît-il). Ils en voulaient à notre fiscalité et leur mouvement paraissait surtout dirigé contre les fonctionnaires indigènes dont ils assiégeaient les maisons, et auxquels ils faisaient subir des violences. L'ordre ne put être rétabli qu'au prix d'une répression sanglante.

de rechercher les conditions dans lesquelles l'enseignement primaire indigène pourrait être assuré, tout en faisant état des besoins des différentes provinces et des moyens dont disposent les communes.

Des concours régionaux triennaux ont eu lieu simultanément le 12 mai 1909 dans les villes de Binh-Dinh, Quinhon et Thua-thiên. Le 26 juillet suivant, un nouveau concours régional triennal s'est ouvert à Thanh-hoa. La réforme de 1906, modifiant le programme de ces concours, n'a pas été mise en application au cours de l'année 1909 ; les épreuves sont donc restées les mêmes qu'auparavant. Les prochains concours triennaux de 1912 auront lieu avec un programme conforme à celui que prévoit l'ordonnance du 31 mai 1906. Ce n'est donc qu'en 1912 qu'il sera possible de porter un jugement sur la réforme en ce qui concerne les concours triennaux.

Les étudiants qui se sont présentés aux quatre concours triennaux de 1909 étaient au nombre de 11.000 ; on craignait que quelque effervescence ne se manifestât parmi eux, en raison des troubles qui avaient eu lieu l'année précédente, mais tout se passa dans le plus grand calme.

La proclamation des résultats a revêtu une solennité particulière et des prix furent offerts aux lauréats au nom du protectorat et de la cour.

Les fils des mandarins (âm-sinh) reçoivent l'enseignement supérieur annamite au collège Quôc-Tu-

Giam à Hué. Les programmes d'études ont été modernisés en vue de la préparation des candidats aux nouveaux examens triennaux.

3° *Tonkin*

La réforme de l'enseignement indigène se trouve, en partie, réalisée au Tonkin.

Beaucoup de communes étant trop pauvres pour subvenir aux frais d'entretien d'une école, on a dû se contenter de créer une école par canton. Les écoles cantonales sont entretenues par les communes du canton, proportionnellement à leur population.

On dut se préoccuper de placer à la tête de ces écoles des instituteurs capables d'y donner l'enseignement du premier degré. Aux termes de l'ordonnance du 31 mai 1906, les autorités communales choisissent-elles-mêmes leurs maîtres d'école qui doivent être ensuite agréés par les chefs de province, cette faculté leur fut laissée, mais des cours nouveaux furent créés à l'usage des maîtres d'école à Nam-Dinh et à Hanoï (arrêté du 30 juillet 1907). Les aspirants maîtres d'école choisis par les communes et agréés par les résidents sont envoyés dans ces cours normaux, où ils reçoivent pendant six mois un enseignement approprié à leurs futures fonctions. On leur enseigne les matières inscrites à la partie annamite du programme du premier degré, et des indi-

cations générales leur sont données sur les nouvelles méthodes à employer pour l'enseignement des caractères. A la suite de ce stage de six mois, ils doivent subir un examen pédagogique institué par arrêté du 6 janvier 1908.

Ces cours normaux donnent, paraît-il, d'excellents résultats, bien que la durée de la préparation paraisse à première vue un peu courte. Au début de cette année, trois groupes de 200 maîtres d'écoles avaient déjà passé par les cours normaux. Sur ces 600 maîtres, 489 ont subi avec succès l'examen pédagogique et sont sortis diplômés pour l'enseignement indigène du premier degré.

Parmi les maîtres d'école ayant subi avec succès l'examen pédagogique, on compte de nombreux *cunhon* et *tu'tai*, ce qui prouve que les lauréats des concours triennaux ne croient pas déchoir en s'imposant de nouvelles études pour se consacrer à l'organisation de simples écoles primaires. Beaucoup de lettrés, qui se complaisaient jusqu'alors dans une oisiveté dangereuse, trouveront ainsi l'emploi de leurs aptitudes et de leurs loisirs. Cela n'est pas sans intérêt au point de vue politique.

Grâce à cette organisation, la plupart des cantons du Tonkin se trouvent aujourd'hui dotés d'une école fonctionnant dans de bonnes conditions, et ayant à sa tête un instituteur breveté à la suite d'une sérieuse préparation.

L'ordonnance du 31 mai 1906 prévoyait la rédaction de deux manuels devant servir à donner l'enseignement du premier degré.

Le premier de ces manuels a été rédigé et publié, à ses frais, par le directeur de l'école des hâu-bô, M. Trân-van-Thông, bachelier ès lettres. Plusieurs milliers d'exemplaires sont déjà entre les mains des maîtres d'école et de leurs élèves. Ce manuel comprend quatre petits opuscules en quôc ngu (éléments d'arithmétique et de système métrique, géographie générale de l'Indochine, et explication des phénomènes naturels et notions d'hygiène, nomenclature administrative, coutumes et savoir-vivre).

Le second manuel prévu par l'ordonnance et qui concerne la partie chinoise, a été composé par le bureau de rédaction des manuels en caractères, créé à la Résidence supérieure du Tonkin, le 1^{er} août 1907. Ce manuel renferme les caractères les plus usuels, les principes et maximes de la morale traditionnelle, des notions d'histoire et d'administration annamites.

L'ordonnance du 31 mai 1906 dispose que l'enseignement du deuxième degré doit être donné dans les écoles des phu et huyen de chaque province. Ces écoles devaient être transformées en vue du nouvel enseignement, mais l'administration s'est bornée, provisoirement, à installer aux chefs-lieux des

provinces les plus importantes des écoles modèles.

D'autre part, il a été procédé à la réorganisation des écoles des dôc-hoc situées au chef-lieu de chaque province et où doit être donné, aux termes de l'ordonnance du 31 mai 1906, l'enseignement indigène du troisième degré.

Dans les écoles modèles du deuxième degré, l'enseignement de la partie chinoise du programme est assuré par le giao-thu ou le huân-dao du phu ou huyen le plus voisin du chef-lieu, dans l'école du troisième degré, ce même enseignement est confié au dôc-hoc. Enfin, l'enseignement de la partie annamite et de la partie française est donné par les maîtres de l'école franco-annamite locale, et en cas d'insuffisance par un interprète de la Résidence.

On s'est préoccupé de la préparation à donner au personnel indigène chargé de l'enseignement du deuxième et du troisième degré.

Les fonctionnaires de l'enseignement supérieur (huan-dao, giao-thu, dôc-hôc) étaient jusqu'à présent confondus dans la hiérarchie mandarinale avec les fonctionnaires de l'ordre administratif, mais ces derniers étaient jusqu'alors plus considérés et mieux rétribués que les mandarins de l'enseignement. On a songé à remédier à cet état de choses, en attribuant aux membres de l'enseignement supérieur annamite des grades de mandarinat équivalents à ceux des mandarins chargés de fonctions administratives, et on

a créé pour chaque degré d'enseignement un brevet pédagogique.

Une section normale a été instituée à l'école des Hâu-bô par arrêté du 14 avril 1909. Les huân-dao et giao-thu reçoivent dans cette section une préparation spéciale qui leur permettra d'assurer le nouvel enseignement. La limite d'âge pour leur admission dans cette section a été fixée à quarante ans, et la durée des études est de deux années au bout desquelles ils subissent un examen qui, en cas de succès, leur confère le diplôme de l'école des hâu-bô (section normale), ou brevet de l'enseignement du deuxième degré. Les postes les plus importants de huân-dao et giao-thu sont réservés aux candidats brevetés de cette section qui jouissent, en outre, de certains avantages spéciaux au point de vue de la solde et de l'avancement dans le mandarinat.

Un certain nombre de giao-thu et huân-dao, désignés par les chefs de province, ont été admis dans la section normale de l'école des Hâu-bô qui a ouvert ses cours le 1^{er} mai 1909. Tous les cours de cette section ont lieu en langue annamite, les futurs professeurs reçoivent aussi des notions de français.

Peu de temps avant le concours triennal de Nam-Dinh, a eu lieu l'examen de fin d'études du troisième degré (hach) qui est en même temps un examen d'admissibilité à ce concours. Pour la première fois, les candidats ont eu à rédiger en langue annamite

une composition obligatoire sur un sujet d'ordre scientifique et les dissertations construites suivant un plan archaïque, ainsi que les exercices de poésie, étaient remplacées par une composition chinoise dans laquelle, aux termes de l'ordonnance du 31 mai 1906, les candidats devaient faire preuve, avant tout, de réflexion, de connaissances précises, de simplicité et de naturel dans la maniement de la langue chinoise.

L'examen de fin d'études du troisième degré a eu lieu le 23 juillet 1909, au chef-lieu des différentes provinces du Tonkin. Le nombre des candidats qui se sont présentés à cet examen a été de 7.389. Sur ce nombre, 2.369, soit à peu près le tiers, ont été admis (thi-sinh) et pouvaient dès lors se présenter au concours triennal de Nam-Dinh qui s'est ouvert le 9 novembre suivant, et dont nous avons parlé dans un précédent chapitre.

A présent que nous sommes arrivé au terme de cette partie de notre étude consacrée aux lettrés, il nous paraît prématuré de porter un jugement d'ensemble sur la réforme de 1906. Le nouvel enseignement indigène en bonne voie d'application au Tonkin n'est encore qu'à l'état embryonnaire en Annam. Il convient d'attendre encore quelques années avant de pouvoir se prononcer d'une façon définitive sur le succès final.

Tout ce qu'on peut dire à l'heure actuelle, c'est que

les lettrés paraissent accueillir favorablement cette réforme qui leur ouvre de nouveaux horizons, et que la partie cultivée de la société annamite semble disposée à se plier aux méthodes nouvelles. On peut donc envisager l'avenir avec confiance.

Mais, en ce qui concerne l'enseignement supérieur, gardons-nous de l'exagérer sous peine de suggérer aux titulaires de brevets et de diplômes des ambitions assurément légitimes, mais difficiles à satisfaire, de leur procurer des déboires, une condition médiocre, et de les transformer en mécontents, en révoltés de la vie.

Ne faisons pas trop de lettrés, car ceux d'entre eux que nous ne pourrions pourvoir d'emplois seraient nos ennemis déclarés (1). Ce sont eux, ne l'oublions pas, qui provoquèrent et aggravèrent le mouvement anti-français de ces dernières années. Dans des conversations ou des conférences, ils excitaient les habitants des campagnes contre le gouvernement français et les mandarins qui collaboraient à notre œuvre, en même temps qu'ils inondaient le pays de factums séditieux.

De leur côté, les gradués universitaires sans place, aigris, froissés dans leur orgueil d'être tenus à l'écart

1. Déjà, en 1897, les lettrés sans emploi furent les plus chauds partisans du kydong ou enfant merveilleux, à qui la précocité de son esprit avait donné une réputation légendaire et qu'on fit concourir, dans la suite, à la résistance contre notre occupation.

des affaires, ne le cédaient en rien aux lettrés sous le rapport de l'hostilité qu'ils nous témoignaient.

La conclusion, c'est qu'il ne faut admettre aux bienfaits de l'instruction supérieure qu'une minorité bien choisie, de façon à ne pas créer toute une catégorie de déclassés dangereux pour notre influence.

DEUXIÈME PARTIE

LES MANDARINS

CHAPITRE PREMIER

Les Mandarins civils et militaires. — Hiérarchie mandarinale
Costumes de mandarin.

Nous désignons sous le nom de mandarins les fonctionnaires qui administrent le peuple annamite. Ces mandarins sont de deux sortes : civils et militaires, mais seuls les mandarins civils sont recrutés parmi les lettrés.

Les mandarins civils (quan van) sont infiniment plus considérés que les mandarins militaires (quan vo), auxquels on demande seulement de faire preuve de certaines aptitudes physiques.

Les mandarins civils de l'ordre le plus élevé portent le titre de mandarins provinciaux et de mandarins de la cour.

Les diverses règles qui constituent le statut des

fonctionnaires indigènes se trouvent exposées dans le Code annamite de l'empereur Gia-Long, et dans les ordonnances royales qui ont été prises ultérieurement. Ces ordonnances ont été réunies dans un recueil spécial qui porte le nom de hôi-diên.

La hiérarchie mandarinale actuelle a été créée par l'empereur Minh-Mang. La hiérarchie mandarinale civile comporte neuf degrés, chaque degré étant subdivisé en deux classes. Nous n'avons pas la prétention d'énumérer, ici, tous les fonctionnaires qui administrent le peuple annamite, nous nous bornerons à indiquer certaines charges de mandarinat.

Le plus élevé en grade des mandarins est le tống-dôc dont les pouvoirs sont ceux d'un chef de province, il est du deuxième degré, première classe.

Le tuân-phu est du deuxième degré, deuxième classe ; c'est un gouverneur de petite province.

Le quân-bo est du troisième degré, première classe. Ce haut mandarin était le chef des services administratifs sous le gouvernement annamite.

Le quan-an ou ansath qui est du quatrième degré, première classe, est le juge provincial.

Tels sont les grands mandarins provinciaux, puis viennent au-dessous d'eux les mandarins de circonscription (phu et huyen).

A la tête du phu est placé le quan-phu ou tri-phu qui est du cinquième degré, deuxième classe. Puis vient le đông-tri-phu qui est du cinquième degré

deuxième classe, il est placé à la tête d'une circonscription moins importante que celle du tri-phu. Le tri-huyen qui vient au-dessous est du sixième degré, deuxième classe.

Le giao-thu est du septième degré, première classe; le huân-dao du huitième degré, première classe, tous deux sont mandarins de l'enseignement.

Le chef de bureau d'un phu est du neuvième degré, première classe, et celui d'un huyen du neuvième degré deuxième classe.

La hiérarchie mandarinale militaire comporte neuf degrés, chacun d'eux se subdivisant en deux classes. Toutefois, il n'y a pas de mandarin militaire du premier ni du deuxième degré, le lanh-binh, qui est le mandarin militaire le plus élevé depuis la suppression du dôc-hoc n'est que du troisième degré, première classe. Puis viennent au-dessous de lui, dans l'ordre hiérarchique, le pho-lanh-binh qui est du troisième degré, deuxième classe; le quan-cò, quatrième degré, première classe; le pho-quant-cò, quatrième degré, deuxième classe; le suât-dôi, sixième degré, deuxième classe; le dôi-truong, septième degré, première classe, etc.

Il est à remarquer que les Annamites ne connaissent pas notre système d'administrations distinctes formant autant de compartiments séparés. Les mandarins forment un seul cadre dans lequel sont pris indifféremment les professeurs, les juges,

les employés de bureaux, etc. C'est ainsi qu'un même mandarin peut occuper, dans un espace de temps relativement court, les fonctions les plus diverses, être d'abord huân-dao dans un huyen, puis quitter l'enseignement pour les fonctions judiciaires, et ces dernières fonctions pour les fonctions administratives.

Les inconvénients d'un pareil système n'ont pas besoin d'être démontrés. Il est évident que les mandarins ballottés ainsi, d'un emploi à l'autre, ne peuvent acquérir, dans aucune des branches de l'administration indigène, l'expérience qui leur serait indispensable pour remplir au mieux des intérêts de tous, les fonctions qui leur sont confiées.

Les costumes des mandarins sont déterminés par la loi annamite qui s'est conformée, sur ce point, presque strictement à la loi chinoise.

On distingue les costumes de grande et de petite cérémonie.

Le costume de grande cérémonie se compose d'un chapeau de forme spéciale, d'une longue robe, d'une jupe de dessous et de bottes chinoises (1).

Chacune de ces parties du vêtement comporte des ornements qui varient avec chacune des deux classes des neuf degrés de mandarinat, et diffèrent encore suivant que le fonctionnaire est civil ou militaire.

1. Lieutenant-colonel Diguët, *La Société annamite*.

Il y a, par suite, trente six costumes différents.

Le chapeau, assez semblable dans sa partie antérieure à un bonnet d'évêque, comporte des ornements variables suivant le rang du mandarin qui le porte.

La robe de dessus varie de nuance également, suivant les différents grades, et s'agrémente de boutons plus ou moins riches.

La robe est serrée à la taille par une ceinture rouge. Celle-ci est ornée, devant et arrière, de plaquettes qui sont, suivant les grades, en or massif, en écaille cerclée d'or ou d'argent ou en corne de buffle cerclée d'argent et portent des figures d'oiseaux ou d'animaux fabuleux, ou encore aucun attribut.

La jupe de dessous est également ornée de broderies qui varient avec le grade et la qualité du mandarin civil ou militaire.

Les bottes sont noires, à bout carré, et les bas sont en soie de couleurs diverses.

Les costumes de petite cérémonie se composent des mêmes parties : chapeau, grande robe, jupe de dessous et bottes. Nous retrouvons ici les mêmes variantes quant au chapeau, à la robe de dessus, à la jupe de dessous, suivant que le mandarin est d'un rang plus ou moins élevé, qu'il est civil ou militaire.

Les mandarins, lorsqu'ils voyagent pour le service, font porter au-dessus de leur tête un ou plusieurs parapluies dont le nombre et la confection sont déterminés par la loi. Le nombre et la couleur de ces

parapluies diffèrent suivant le grade du mandarin.

Enfin, la forme, la composition et l'ornementation des hamacs ou palanquins dans lesquels ces fonctionnaires se font porter sont réglementés d'une façon analogue. Il en est de même des selles et du harnachement de leurs chevaux.

CHAPITRE II

L'organisation mandarinale en Annam et au Tonkin d'après le traité du 6 juin 1884. — Modifications apportées à cette organisation à la suite de la suppression des fonctions du Kinh-luoc du Tonkin (ordonnance royale du 26 juillet 1897).

Nous n'avons à envisager l'organisation mandarinale qu'en Annam et au Tonkin, pour cette raison bien simple qu'il n'existe plus de mandarins en Cochinchine.

Lorsque nous nous emparâmes de ce pays, tous les mandarins se retirèrent, sur l'ordre de la cour de Hué, ne laissant en face de nous que les notables des communes et les chefs de canton. La Cochinchine est aujourd'hui administrée par un personnel de fonctionnaires français, personnel double d'administrateurs et de magistrats. Un nombreux personnel indigène est placé sous leurs ordres, mais le rôle des phu et huyen de Cochinchine ne saurait être comparé à celui des mandarins : agents directs des chefs de province, ils n'ont d'autres attributions que celles qui leur sont déléguées par le représentant de l'auto-

rité française, ce sont de simples employés et non des mandarins.

Aux termes du traité du 6 juin 1884 qui mit fin aux hostilités entre la France et l'Annam, c'est toujours, en principe, du souverain que dépendent les mandarins de l'Annam et du Tonkin, mais cette dépendance vis-à-vis du roi est beaucoup plus grande en Annam qu'au Tonkin.

L'article 3 du traité de paix dispose « que les fonctionnaires annamites, depuis la frontière de la Cochinchine jusqu'à la frontière de la province de Ninh-Binh (limite du Tonkin), continueront à administrer les provinces comprises dans ces limites, sauf en ce qui concerne les douanes et les travaux publics, et en général les services qui exigent une direction unique ou l'emploi d'ingénieurs ou d'agents européens ».

L'article 5 ajoute « qu'un résident général, représentant du gouvernement français, présidera aux relations extérieures de l'Annam et assurera l'exercice régulier du protectorat sans s'immiscer dans l'administration locale des provinces comprises dans les limites fixées par l'article 3 ».

Au Tonkin, en vertu de l'article 7 « des résidents éviteront de s'occuper des détails de l'administration intérieure des provinces. Les fonctionnaires indigènes de tout ordre continueront à gouverner et à administrer sous leur contrôle, mais ils devront

être révoqués sur la demande des autorités françaises ».

Le traité de 1884 établit donc une distinction fondamentale entre les mandarins du Tonkin et ceux de l'Annam ; tandis qu'au Tonkin les fonctionnaires indigènes sont contrôlés par des résidents français, en Annam ils sont complètement indépendants des résidents.

La situation ainsi créée par le traité de 1884 a engendré deux tendances contraires qui l'ont emporté tour à tour.

Tantôt, en effet, le résident général s'est efforcé d'accentuer la différence entre les deux régions, d'amener le roi d'Annam à se désintéresser de ce qui se passait au Tonkin. Les mandarins tonkinois durent subir, de la part de nos résidents, un contrôle fort sévère et leur autorité diminua sensiblement.

Tantôt, au contraire, l'influence française a diminué au Tonkin, et la différence avec l'Annam devint moins sensible. On a plus voulu agir que par l'intermédiaire de la cour de Hué. On a cru de bonne politique de rendre aux mandarins leur autorité et leur prestige.

Les uns estimaient que la France devait délivrer le peuple tonkinois du joug des mandarins annamites ; une fois notre domination solidement assise dans le delta, ils pensaient que l'Annam central resserré entre le Tonkin et la Cochinchine serait

fatalement réduit à l'impuissance. Les autres se disaient que, puisqu'une même race habitait l'Annam et le Tonkin, il convenait de suivre une politique uniforme vis-à-vis de cette race. Le meilleur moyen, selon eux, de nous concilier la classe dirigeante de la société annamite, autrement dit les mandarins, était de leur rendre leur autorité et leur prestige.

De ces deux tendances, la première fut celle de Paul Bert. Il obtint de la cour de Hué l'ordonnance royale du 3 juin 1886, qui instituait le poste de Kinh-luoc ou vice-roi du Tonkin. Le Kinh-luoc pouvait prendre toutes les mesures qu'il jugeait convenables, sauf à en rendre compte. Ainsi, le roi se désintéressait des choses du Tonkin, déléguant ses pouvoirs à un haut mandarin subissant l'influence de la France, car il va sans dire que nous allions inspirer le Kinh-luoc dans la plupart de ses actes.

En effet, dans une circulaire du 25 août 1888, ayant trait à la remise de brevet à des mandarins, le Résident supérieur s'exprime ainsi : « J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les dispositions que j'ai prises, d'accord avec le Kinh-luoc... »

Les pouvoirs conférés au Kinh-luoc et que le Conseil de Régence du royaume d'Annam qualifiait « d'extraordinaires » prirent fin à la mort du titulaire Nguyenhuu-Do. On nomma à cette époque un Kinh-luoc provisoire et on définit ses pouvoirs. La cour de Hué revendiquait un droit d'intervention et de

contrôle plus direct dans les nominations du personnel administratif indigène. D'accord avec notre représentant à Hué, elle réduisait le rôle du Kinh-luoc qui devenait en toutes matières, politiques, administratives, financières, judiciaires et rituelles, un agent de centralisation chargé de la transmission des affaires entre la cour et les autorités provinciales, entre le résident supérieur du Tonkin et ces mêmes autorités provinciales.

Ainsi, le Kinh-luoc se trouvant amoindri, le Résident supérieur n'avait plus en lui un collaborateur aussi profitable à l'exercice de son action directe. Celle-ci fut cependant maintenue, et l'entente entre le représentant du gouvernement annamite et le nôtre fut assez complète, pour que le Résident supérieur attribuât aux résidents des provinces frontières le droit de nommer et de révoquer directement les fonctionnaires et agents indigènes.

Lorsque M. de Lanessan prit possession, en 1891, du gouvernement général de l'Indochine, il se déclara partisan du maintien du protectorat et adversaire déclaré du système d'administration direct, qu'on tentait de plus en plus de substituer au protectorat établi par les traités. C'est de cette façon, pensait-il, que nous nous étions aliénés les lettrés et les mandarins, c'est-à-dire la classe la plus riche de la nation.

M. de Lanessan était d'avis qu'il fallait laisser

l'administration du pays aux mains des Annamites, et que nous devons nous efforcer de gagner les lettrés et le peuple par la déférence que nous montrerions à l'égard de leurs institutions. Le programme, qui inspira l'administration de l'Indochine durant le gouvernement de M. de Lanessan de 1891 à 1894, peut se résumer en trois points : 1° Maintien direct du protectorat ; 2° administration basée principalement sur les mandarins ; 3° simple contrôle de la part de l'administration française.

La politique de M. de Lanessan (sa politique financière surtout) donna des résultats si peu brillants, qu'elle lui valut d'être rappelé en France le 29 décembre 1894. Le gouvernement général de l'Indochine fut confié à M. Armand Rousseau qui, ayant succombé à la tâche, fut remplacé en 1896 par M. Doumer. Quand il prit possession du gouvernement général de l'Indochine, M. Doumer s'aperçut que l'organisation du protectorat était très défectueuse. Les mandarins locaux étaient bien soumis au contrôle des résidents français, mais ils subissaient l'influence occulte et généralement mauvaise de la Cour d'Annam et celle plus directe du Kinh-luoc. Inaugurant une politique inverse de celle de M. de Lanessan, M. Doumer prit une mesure d'une gravité incontestable, et qui marquait un pas décisif dans la voie de l'administration directe. Par ordonnance royale du 26 juillet 1897, il obtenait en effet la sup-

pression des fonctions de Kinh-luoc, dont les attributions administratives étaient dévolues au Résident supérieur du Tonkin.

« Je pris cette mesure, explique M. Doumer, parce que le Kinh-luoc n'avait pour notre administration aucun avantage, et qu'il maintenait dans le mandarinat annamite la corruption par l'argent et les cadeaux en nature. Le Kinh-luoc avait la haute main sur l'avancement des mandarins provinciaux. Dans ce domaine, il se mouvait à son aise, sans direction et sans contrôle. Il correspondait avec les mandarins, les appelait près de lui. Le Kinh-luoc avait des besoins, il menait grand train. Les 6.000 piastres que nous lui donnions (environ 16.000 fr.) ne pouvaient lui suffire. Il ne se faisait pas faute de noyer cette faible somme dans des émoluments extra-budgétaires autrement considérables. Les mandarins provinciaux, pour se maintenir en place et pour avancer en grade, devaient lui payer une lourde contribution. Ils n'étaient pas trop à plaindre, d'ailleurs, ayant l'habitude de demander aux habitants les sommes qu'ils devaient verser au Kinh-luoc, avec quelque chose en plus pour eux-mêmes.

» C'est ce que le Kinh-luoc, Son Excellence Hoang-Cao-khai m'avoua avec une sincérité ingénue dans nos premiers entretiens : « Vous n'aurez aucun reproche à m'adresser, me dit-il, si ce n'est en ce qui

« touche la probité. » Cela lui paraissait avoir bien peu d'importance (1). »

Quoi qu'il en soit, la conséquence de la suppression des fonctions de Kinh-luoc (2) était que les mandarins, chargés de l'administration indigène du Tonkin, allaient avoir pour supérieur hiérarchique non plus un autre mandarin annamite comme eux, mais un fonctionnaire français. Non seulement le gouvernement annamite choisissait notre représentant au Tonkin pour en faire le sien propre en toutes matières administratives et judiciaires, mais encore il se dessaisissait, en faveur du gouvernement général, de l'autorité qu'il exerçait antérieurement sur les fonctionnaires indigènes. « Quant aux mandarins des provinces, dispose en effet l'ordonnance, on demandera au gouverneur général de statuer en ce qui concerne leurs rapports avec la cour et le trône. »

La demande n'a jamais été faite, et le Gouverneur général a agi comme bon lui a semblé. En fait, tout rapport fut supprimé entre l'administration indigène au Tonkin et la cour de Hué, sauf en ce qui concernait les souhaits officiels à l'occasion de certaines fêtes. D'autre part, l'Empereur d'Annam continua à délivrer des brevets de mandarins ; le mandarin promu

1. Doumer, *op. cit.*

2. Après la suppression du poste de Kinh-luoc, Son Excellence Hoang-Cao-khai, titulaire de ce poste, fut nommé à la haute fonction de Régent du royaume d'Annam.

à une classe supérieure reçoit un brevet du Résident supérieur ou du Gouverneur général, ce brevet est dit « définitif », quand il est revêtu du sceau impérial. Cela n'a que la valeur d'une formule, mais suffit à montrer que les liens rituels subsistent entre l'empereur et son peuple par l'intermédiaire des mandarins.

A ces quelques exceptions près, l'administration indigène du Tonkin est étrangère à la cour de Hué. La mainmise qui nous a été donnée sur les mandarins, ainsi que le pouvoir réglementaire direct que l'ordonnance royale confie au résident supérieur du Tonkin, nous a affranchi presque complètement des restrictions contenues dans le traité de 1884.

Les mandarins du Tonkin n'ont rien perdu à ce changement, car nous allons voir qu'ils reçurent de nous de précieux avantages de carrière.

CHAPITRE III

Reproches adressés aux mandarins. — Améliorations apportées à leur situation matérielle et morale. — Recrutement.

Les fonctionnaires annamites, fort mal payés à tous les degrés de la hiérarchie, ont eu recours de tout temps à la concussion pour compenser l'insuffisance de leur solde, sans compter les cadeaux qu'il était d'usage de leur remettre à tout propos.

Le peuple, façonné de longue date à ces abus, les supportait sans trop se plaindre et la cour de Hué fermait complaisamment les yeux.

Le mandarin étant collecteur d'impôts sous le gouvernement annamite, il était, par exemple, de règle qu'il perçoive un certain nombre de piastres sur la rentrée des impôts. Ces abus ont disparu surtout au Tonkin, où nous organisons de plus en plus la perception directe par le percepteur. Au début, les Annamites furent surpris que nous ne leur demandions qu'un quantum d'impôts, sans exiger d'eux davantage, tant ils étaient habitués aux pratiques séculaires de leurs mandarins ! Les autorisa-

tions données, par exemple, pour une fête, un feu d'artifice, un abattage de bétail étaient autant d'occasions pour le mandarin de percevoir des épices. L'établissement des rôles de l'impôt, l'exécution des corvées, le recrutement militaire, tout cela offrait un large champ à la concussion. Quant à la justice, elle était à vendre au plus offrant !

Les occasions de concussion n'ont fait d'ailleurs qu'augmenter depuis notre arrivée, surtout avec la création des grands services généraux, ce qui a eu pour résultat de surcharger les mandarins de travail et de les mettre en contact plus étroit avec leurs administrés.

Le véritable remède à tous ces abus était dans l'augmentation des soldes, car nous pourrions dès lors nous montrer fort sévères en matière de concussion, puisqu'elle n'aurait plus sa raison d'être. Une pareille mesure ne pouvait qu'être accueillie favorablement par les mandarins auxquels nous rendions leur prestige disparu, et aussi par le peuple auquel nous allions procurer des chefs n'ayant plus que la préoccupation d'administrer selon l'équité.

Sous le gouvernement annamite, la solde des mandarins était partie en numéraire, partie en nature ; ainsi, un mandarin de la première classe du deuxième degré (tong-dôc) touchait une solde annuelle de 870 francs et 300 mesures de riz.

Si on pouvait payer en nature une partie de la

solde, c'est qu'il y avait des magasins où l'on mettait l'impôt, ainsi payé, sous forme de riz. Nous avons supprimé les magasins à riz ainsi que la perception de l'impôt en nature, et couverte en numéraire la solde entière des mandarins. Nous avons augmenté cette solde dans de notables proportions.

Un premier pas dans cette voie fut réalisé par l'arrêté du 26 janvier 1900, qui allouait au tong-dôc une solde annuelle de 1.000 piastres, plus une indemnité de frais de service dont le montant était égal à la moitié de la solde. Cette indemnité fut mise à la charge des budgets provinciaux. Depuis l'arrêté du 26 mai 1906, les soldes du personnel de l'administration indigène du Tonkin ont été considérablement augmentées. C'est ainsi qu'un tong-dôc reçoit une solde annuelle de 3.200 piastres avec une allocation de 800 piastres comme indemnité de fonction, soit 250 piastres mensuellement ; environ 8.000 fr. par an, ce qui représente à peu près la solde d'Europe d'un administrateur de deuxième classe des Services Civils de l'Indochine.

La solde annuelle d'un tuân-phu est fixée à 1.800 piastres avec 600 piastres d'indemnité de fonction.

Un ansat est payé au taux annuel de 1.400 piastres avec 400 piastres d'indemnité de fonction.

La solde annuelle d'un dôc-hoc est de 960 piastres.

Un quan-phu est rétribué sur le pied de

680 piastres par an, avec 220 piastres d'indemnité de fonction.

La solde d'un quan-huyen est fixée à 560 piastres et l'indemnité de fonction à 160 piastres.

Nous n'indiquons là que les principaux emplois de l'administration annamite. Mais l'arrêté prévoit toutes les fonctions et pour chaque agent il modifie, dans les mêmes proportions, le chiffre du traitement.

Grâce à ces améliorations, les mandarins pourront tenir un rang honorable sans avoir recours aux procédés que trop d'entre eux employaient pour se procurer des ressources. Mieux payés, ils seront plus consciencieux, plus dévoués et nous pourrons nous montrer plus exigeants.

Le Résident supérieur du Tonkin, dans une circulaire qu'il adresse aux chefs de province, à cette occasion, s'exprime ainsi : « Vous ne devez pas leur laisser ignorer qu'en retour de ces avantages, l'autorité supérieure attend d'eux une observation stricte de leurs devoirs, et qu'elle n'hésitera pas, en aucun cas, à faire preuve de sévérité à l'égard de ceux dont la conduite et les services laisseraient à désirer. »

Jusqu'à ces dernières années, un tòng-dóc touchait 4.000 francs par an, un quan-an 1200 francs, un tri-huyen 800 francs. D'après cela, on peut penser quels étaient les émoluments de la foule d'employés subalternes qui gravitait autour de ces hauts gradés.

Il ne suffit pas d'avoir relevé la solde des mandarins d'un certain rang, il faudrait également relever celle des petits fonctionnaires indigènes. Ces soldes sont vraiment dérisoires ; on trouve des employés dont la solde ne dépasse pas 10 piastres par mois et se trouve quelquefois même inférieure à ce chiffre !

Une autre amélioration notable à la situation matérielle des mandarins a été réalisée par la création d'une caisse des retraites indigènes (arrêté du 15 septembre 1898).

Le gouvernement annamite ne donnait des retraites qu'aux mandarins d'un certain rang et ce n'est qu'exceptionnellement, aux termes d'une ordonnance de l'Empereur Gia-Long, qu'un mandarin de rang inférieur pouvait obtenir une retraite. Une ordonnance de l'empereur Thiêu-Tri dispose qu'un mandarin âgé de soixante ans peut obtenir une retraite, mais en perdant une place dans son grade de mandarinat.

Nous avons donc apporté une amélioration considérable à cette législation, fort imparfaite, en instituant en faveur des fonctionnaires indigènes des pensions pour ancienneté de services après trente ans de services et cinquante-cinq ans d'âge, et des pensions pour blessures et infirmités.

En dernier lieu, la création d'une retraite proportionnelle pour les mandarins civils et militaires

à vingt-cinq années de services, laissé aux fonctionnaires de l'administration indigène, à qui l'âge ou la maladie ne permettrait pas d'accomplir les trente années de services exigées par l'ordonnance du 1^{er} février 1900, les moyens de bénéficier cependant d'une pension. Cette réforme appliquée, depuis l'année dernière est très bien vue par le personnel indigène qui pouvait, rarement, tout au moins dans le mandarinat civil, atteindre l'ancienneté de services effectifs prévus par le règlement pour le droit à la pension, en raison des nombreux stages dans la position de disponibilité auxquels il est sujet. Une précieuse garantie de carrière a été donnée aux mandarins par l'arrêté du 25 octobre 1904 qui institue un tableau d'avancement pour le personnel de l'administration indigène du Tonkin, en ce qui concerne les grades du mandarinat.

Ce tableau d'avancement est établi chaque année à l'occasion des fêtes du Têt (jour de l'an annamite) par une Commission composée du résident supérieur du Tonkin qui en est le président, de trois administrateurs des Services Civils de l'Indochine et du chef de bureau des Affaires indigènes de la Résidence supérieure.

Deux années d'ancienneté sont exigées pour être promu au grade supérieur et en aucun cas il n'est possible de faire franchir deux classes d'un seul coup aux mandarins. Aucune nomination n'est possible

au cours de l'année, si ce n'est pour services tout à fait exceptionnels, sur la proposition des chefs de province intéressés.

Signalons enfin une autre garantie, non moins importante, résultant de l'arrêté du 4 mars 1906 qui institue les Commissions d'enquête pour les fautes professionnelles dont les mandarins se rendent coupables.

Nous avons donné à ces fautes un caractère administratif et disciplinaire qu'elles n'avaient pas sous le gouvernement annamite, les rendant passibles, suivant leur gravité, d'une des sanctions suivantes : blâme sévère, mise en disponibilité pendant un délai de trois ans au maximum, rétrogradation, révocation, privation du brevet.

Les Commissions d'enquête se composent de fonctionnaires des Services Civils de l'Indochine et de mandarins dont l'un doit être d'un grade égal à celui de l'inculpé. Ces Commissions d'enquêtes constituent une innovation excellente, on peut cependant leur reprocher de retarder ou même de diminuer la répression qui doit être quelquefois rapide. Dans une certaine mesure, les garanties données aux mandarins par ces Commissions d'enquête ont énervé la discipline administrative.

Il ne suffisait pas d'améliorer, par toutes ces mesures que nous venons d'indiquer, la situation matérielle des fonctionnaires indigènes, il nous

fallait, en outre, relever la situation morale des mandarins dont le prestige paraissait fort compromis aux yeux de leurs administrés.

Dans ce but, un arrêté du 1^{er} juin 1904 est venu réglementer la délivrance des grades dans le mandarinat au Tonkin.

Il faut bien reconnaître que cette réglementation s'imposait d'autant plus que la délivrance de ces grades avait donné lieu, de notre part, à de choquants abus. Nous n'avions pas craint, en effet, de récompenser par des grades dans le mandarinat, certains indigènes qui s'étaient montrés favorables à notre cause, mais que leurs compatriotes tenaient pour louches et méprisaient.

Ce fut pour les mandarins de carrière une humiliation profonde, que de nous voir placer auprès d'eux des mandarins de circonstance que nous étions allés recruter parmi la lie des interprètes et des cuisiniers ! Nous avions en un mot « galvaudé » le mandarinat, et cela n'était pas fait pour nous concilier la sympathie du peuple annamite.

L'arrêté du 1^{er} juin 1904 dispose donc que les grades de mandarinat sont réservés aux fonctionnaires de l'administration indigène. Toutefois, par exception, il peut être délivré des grades, dans le mandarinat civil et militaire, à des agents indigènes comptant vingt années de services et justifiant de titres exceptionnels réservés à l'appréciation du Gou-

verneur général. Les Annamites, qui se sont distingués par des actions d'éclat ou des œuvres méritoires présentant un caractère d'utilité publique, peuvent également recevoir, à titre exceptionnel, des grades de mandarinat, mais l'arrêté spécifie qu'en aucun cas les brevets, soit civils, soit militaires, accordés dans ces conditions, n'ouvriront pour les titulaires des droits à remplir des fonctions dans l'administration indigène. Les grades littéraires sont formellement réservés, par l'arrêté, aux fonctionnaires indigènes pourvus d'un diplôme universitaire.

Dans une circulaire (1) qu'il adressait aux chefs des services généraux de l'Indochine, M. Beau indiquait très nettement que son but était de relever le prestige des fonctionnaires indigènes en expurgeant le mandarinat. « En vue de sauvegarder la dignité et le bon renom de la classe des mandarins, disait-il, et par là même de fortifier l'autorité morale qui est nécessaire à nos collaborateurs indigènes pour s'acquitter de leur tâche, je vous prie de vouloir bien signaler, au résident supérieur du Tonkin, les indigènes de votre service, titulaires de brevets de mandarinat accordés par ce haut fonctionnaire, qui viendraient à être mêlés à des incidents regrettables ou auraient été frappés de mesures disciplinaires ou de pénalités portant atteinte soit à leur dignité professionnelle, soit à leur honorabilité. »

1. Circulaire du 11 avril 1904 au sujet du mandarinat honoraire.

En ce qui concerne le recrutement des mandarins, nous nous sommes efforcé d'entourer ce recrutement des plus sérieuses garanties, c'est ainsi, par exemple, que la proportion réservée par les règlements aux lettrés pour les emplois de mandarins a été respectée ; que les nouveaux « tien-si » et les « phobang » ont été nommés dans le délai minimum. Les mandarins savent que grâce à l'entente intervenue entre les deux gouvernements, nous participons, avec la cour de Hué, à leur avancement ; cette pratique les maintient dans les sentiments de déférence dus à notre rôle actuel auprès du gouvernement annamite.

L'arrêté du 7 janvier 1897 créait au Tonkin l'école des Hâu-bô ou école des mandarins qui a été réorganisée par l'arrêté du 20 juin 1903. Ce texte définit les conditions d'admission : nul ne peut suivre les cours de cette institution s'il n'est licencié (cunhon) ou bachelier (tu'tai), et s'il n'a subi avec succès un examen d'entrée permettant d'apprécier son degré d'instruction et ses capacités. Toutefois, pour donner satisfaction dans une certaine mesure aux traditions locales, quelques fils de hauts mandarins (1) (âm-

1. Les fils des mandarins vivants héritent des mérites de leur père, ce sont les âm sinh. On appelle « âm tho » les fils des mandarins morts au service. Les uns et les autres jouissent de certains privilèges. D'une façon générale, la dignité des mandarins vivants se transmet à tous leurs parents vivants et même à leurs

sinh) sont autorisés à suivre les cours en qualité d'élèves libres. Enfin, une limite d'âge est imposée aux candidats, de façon à être assuré qu'ils pourront suivre avec fruit l'enseignement qui leur sera donné. Un programme d'études, établi par le conseil de perfectionnement de l'école, prescrit l'enseignement d'un certain nombre de connaissances générales et administratives indispensables à un fonctionnaire annamite. Les élèves sortis diplômés sont appelés à composer exclusivement, à l'avenir, les cadres supérieurs de l'administration indigène. A leur sortie de l'école, ils doivent faire un stage auprès des mandarins provinciaux.

L'école des Hâu-bô n'a pas donné, au début, les résultats qu'on espérait, mais on a constaté, lors des derniers promotions, une réelle amélioration.

Dans la partie de notre étude consacrée aux lettrés, nous avons mentionné qu'une section spéciale venait d'être créée à l'école des Hâu-bô pour la préparation des mandarins de l'enseignement.

Spécialiser les mandarins et les préparer à leur tâche en les dotant des connaissances administratives indispensables, tel est le but que nous poursuivons.

parents morts : au fur et à mesure que les grades des mandarins vivants augmentent, les « grades posthumes » de leurs parents défunts augmentent également.

CHAPITRE IV

Convient-il de maintenir ou de supprimer l'organisation mandarinale ? — Politique à suivre et conduite à tenir vis-à-vis des mandarins.

La question qui se pose est celle-ci : les fonctionnaires français ne pourraient-ils entrer en rapports directs avec les représentants du peuple annamite, et administrer complètement eux-mêmes en se passant de l'intermédiaire des mandarins qui disparaîtraient ?

Ainsi fut fait en Cochinchine, les mandarins qui administraient ce pays s'étant enfuis au lendemain de la conquête, force nous fut de nous passer de leur concours.

C'est alors que l'amiral Bonnard, le premier gouverneur de la Cochinchine, choisit parmi les officiers du corps d'occupation certains d'entre eux qu'il nomma inspecteurs des Affaires indigènes. On plaça sous leurs ordres des administrateurs venus de la Métropole et formés à Saïgon au collège des Stagiaires qui fut organisé par Luro. Là, ils suivaient des

cours d'annamite, d'administration, de construction pratique, de botanique, d'économie politique, etc., et, une fois reçus à l'examen final, ils étaient nommés administrateurs de troisième classe. Pour passer à la deuxième classe, puis à la première, il fallait avoir deux ans de service et subir un nouvel examen. Les inspecteurs étaient pris au choix parmi les administrateurs de première classe. Cette organisation qui, malheureusement, n'a pas subsisté, nous valut des administrateurs d'élite qui, par leur connaissance des choses annamites, ont rendu de grands services.

Il ne faudrait pas prétendre que le maintien des mandarins en Cochinchine eût été incompatible avec notre système d'administration directe, et que leur présence n'a de raison d'être qu'en pays de protectorat. On peut, en effet, fort bien concevoir un système d'administration directe avec l'aide de mandarins qui auraient été préalablement formés par nous, et qui appliqueraient des règles édictées par nous. Ces mandarins feraient, pour notre compte, de l'administration directe.

Mais pourrions-nous nous passer de l'intermédiaire des mandarins en Annam et au Tonkin ? Sans doute, il existe pour ces deux pays, en vertu du traité de 1884, une formule de protectorat que nous devons respecter, et le maintien des mandarins s'impose à nous ; mais en fait, en ce qui concerne le

Tonkin tout au moins, nous faisons dans ce pays de l'administration directe depuis que notre Résident supérieur à Hanoï hérita des pouvoirs du kinh-luoc. Il semble bien que nous pourrions administrer nous-mêmes le Tonkin si nous en avons le désir.

Mais cette évolution, souhaitée par quelques-uns, ne paraît pas désirable. Pas plus au Tonkin qu'en Annam, nous ne pouvons songer à nous passer du concours des mandarins. De multiples raisons s'y opposent, l'une d'elles, la principale, c'est qu'il existe, comme nous l'avons dit, des liens spirituels entre l'Empereur et son peuple, liens qui subsistent par l'intermédiaire des mandarins et qu'il serait tout à fait impolitique de rompre.

D'autre part, comment pourrions-nous songer, pratiquement, à nous passer de l'aide des mandarins dans ces pays où il n'existe ni cadastre, ni état civil?

Nous avons vu que le prestige des mandarins venait de ce qu'ils étaient lettrés, il y a encore là une raison qui s'oppose à ce que nous nous mettions directement en contact avec les populations, car nous n'avons pas les connaissances de ces mandarins. Il est vrai que cette considération a perdu de sa force depuis la réforme de l'enseignement indigène.

Administrer sans l'intermédiaire des mandarins, ce serait supprimer le débouché jusqu'ici offert aux

classes instruites du peuple annamite, qui cesseraient de prendre part à la gestion des affaires publiques.

Enfin, comment pourrions-nous songer à substituer aux mandarins de l'Annam et du Tonkin nos administrateurs, qui, pour la plupart, ignorent la langue ou saisissent mal la mentalité de ces populations dont le maniement diffère d'une province à l'autre ?

Non seulement nous ne pouvons songer à nous passer du concours des mandarins, mais nous devons les faire collaborer de plus en plus à l'administration de leur pays. C'est bien là l'idée de M. Klobukowsky, lorsqu'il préconise vis-à-vis des fonctionnaires indigènes ce qu'il appelle une « politique de collaboration ».

Dans ce but, des instructions renouvelées ont précisé aux chefs de province de l'Annam et du Tonkin le véritable rôle des mandarins, leur recommandant d'ouvrir avec eux, sur les questions importantes, une discussion préalable, de procéder à des échanges de vue fréquents et de n'arrêter, autant que possible, que des déterminations délibérées d'un commun accord.

Jusqu'ici, nous avons exercé sur le détail de l'administration un contrôle beaucoup trop sévère, contrôle qui avait été poussé au maximum sous le Gouvernement général de M. Doumer, et dont le résultat fut d'ôter toute individualité aux fonctionnaires indigènes rendus hésitants et craintifs.

M. Klobukowsky entend que, désormais les mandarins fassent acte d'initiative personnelle, ils doivent s'enquérir des besoins de leurs circonscriptions et proposer ou prendre toutes décisions qu'ils jugent utiles.

Mais comme conséquence de cette extension de leurs pouvoirs, le principe formel de leur pleine responsabilité a été rappelé aux mandarins.

Il est une matière où la collaboration des fonctionnaires indigènes s'impose tout particulièrement, c'est en matière judiciaire. Pour bien juger, disait M. Rodier alors lieutenant-gouverneur de la Cochinchine, pour juger avec le moins de chances possibles d'erreur, il faut connaître et comprendre l'âme du peuple. Cette âme se dérobe ici derrière une langue hérissée de difficultés, et que nos magistrats de France ne possèdent pas.

En Cochinchine, nous avons supprimé les juridictions indigènes, la justice est rendue dans ce pays par des magistrats français qui appliquent, suivant certaines distinctions, tantôt la loi française, tantôt la loi annamite.

En Annam et au Tonkin, les juridictions indigènes subsistent, sauf sur le territoire des concessions françaises (Hanoï, Haïphong, Tourane) où les tribunaux indigènes ont été supprimés et remplacés par des tribunaux français qui appliquent, comme en Cochinchine et suivant les mêmes distinctions, tantôt la loi française, tantôt la loi annamite.

Nos magistrats de Cochinchine recrutés dans la Métropole, le plus souvent au hasard des recommandations, ne possèdent pas les connaissances nécessaires à l'exercice de leurs fonctions dans ce pays, ils en ignorent à la fois la langue et les mœurs et se trouvent ainsi à la merci de leurs interprètes. Il conviendrait de leur substituer, du moins en ce qui concerne les instances, où des indigènes et des Asiatiques assimilés seraient seuls en cause, des mandarius chargés de la justice qui, eux, connaîtraient les mœurs locales et la langue du pays, et pourraient rendre aux indigènes, en se passant du concours de l'interprète, une justice rapide et peu coûteuse.

Au lieu de cela, on parle d'augmenter le nombre des magistrats français comme si plus de juges signifiait plus de justice ! On voudrait exiger de ces magistrats qu'ils sachent la langue de leurs justiciables. Passe encore pour les débutants qui pourront s'adonner avec fruit au rude labeur que nécessite l'étude de la langue annamite, mais les autres, les magistrats en place, à qui sont confiés les postes les plus élevés, exigera-t-on d'eux qu'ils s'astreignent à cette étude ?

Au Tonkin, de même qu'en Annam, nous trouvons, il est vrai, des juridictions indigènes en dehors des territoires qui nous ont été cédés en toute propriété par le gouvernement annamite. Un mandarin annamite remplit les fonctions de juge dans ces tri-

bunaux indigènes qui appliquent la législation annamite, et dont les jugements sont susceptibles d'appel près la Cour d'Hanoï.

Mais cette possibilité d'appeler de tous les jugements indigènes devant une cour d'appel composée de magistrats français, fait qu'il n'existe plus à proprement parler de justice indigène au Tonkin. Les conseillers français ne pouvant suivre la mentalité annamite, il s'en suit des divergences fréquentes avec les mandarins dont bénéficient les coupables. D'autre part, les mandarins ne cherchent plus à rendre la justice suivant les règles du Code annamite, mais s'évertuent à trouver au moyen de quels textes ils pourront se rapprocher de la mentalité de la cour afin de ne pas voir casser leurs arrêts. La connaissance de l'appel des jugements indigènes rendus par les mandarins du Tonkin devrait appartenir à d'autres mandarins d'un rang plus élevé, et non à des conseillers français qui sont tout aussi ignorants de la langue annamite et des mœurs du pays que les magistrats d'un rang inférieur.

Un décret du 8 août 1898 a créé une cour d'appel unique pour l'Indochine. Cette cour comprend trois Chambres, deux à Saïgon et la troisième à Hanoï. Par décret en date du 1^{er} octobre 1905, une quatrième Chambre a été créée à Hanoï. Cette Chambre est composée d'un vice-président, de deux conseillers et de deux mandarins annamites ayant

voix délibérative, elle remplace une commission d'appel organisée par un décret du 1^{er} octobre 1901. On objectera bien qu'il siège dans cette quatrième Chambre de la cour deux mandarins annamites, mais nous ne croyons pas que leur rôle soit très efficace.

Il ne semble pas, toutefois, que l'on soit disposé à entrer dans la voie que nous indiquons ; dans un projet de réforme judiciaire M. Michel, procureur général de l'Indochine, se déclare même partisan du remplacement au Tonkin des mandarins chargés de la justice par des titulaires français.

M. Klobukowsky a cependant envisagé la possibilité d'adjoindre au magistrat français de chaque tribunal un fonctionnaire indigène chargé, sous la direction du juge, des informations, enquêtes, instructions et de la surveillance des jugements concernant les indigènes et Asiatiques assimilés. Ce fonctionnaire indigène attaché à la juridiction de première instance aurait le titre de commissaire aux délégations civiles et criminelles. Les Annamites trouveraient en lui un homme de leur race, de leur mentalité, pénétrant mieux leurs sentiments et en même temps plus averti de leurs artifices.

Dans la pensée de M. Klobukowsky, les commissaires aux délégations civiles et criminelles seraient aussi la pépinière tout indiquée des magistrats annamites auxquels, dans un avenir plus ou moins rapproché, on pourrait faire appel pour rendre la

justice à leurs congénères de Cochinchine sous le contrôle de juridictions franco-annamites.

Il serait désirable de voir se réaliser cette réforme qui, assure le gouverneur général, ne nécessiterait pas de dépenses nouvelles.

Il nous faut signaler le mouvement qui, depuis quelque temps, se dessine en faveur de l'admission des indigènes dans les administrations et offices publics au titre français. M. Beau, fidèle à sa politique d'association, s'était prononcé en faveur de cette innovation qui fut approuvée par le Conseil supérieur de l'Indochine, mais la presse fit entendre de vives protestations à ce sujet. Que les indigènes soient admis dans les petites fonctions, soit, mais qu'on n'en fasse pas des fonctionnaires français pouvant avoir des Français sous leurs ordres, telle était l'opinion qui semblait réunir la majorité. Elle est pour le moins singulièrement contestable, mais elle ne semble pas, en tous cas, avoir ému M. Klobukowsky qui tout récemment fit entrer dans les cadres du service des travaux publics deux Annamites pourvus du diplôme d'ingénieur, un décret du chef de l'État a en outre confié l'an dernier, pour la première fois, à un Annamite appartenant à une famille des plus honorables de la Cochinchine, un poste dans la magistrature indochinoise (1).

1. L'Annamite en question, M. Do-Hum-Tri, a été nommé, à la date du 9 novembre 1909, juge suppléant près le tribunal de Soc-trang (Cochinchine).

On reproche souvent à nos fonctionnaires européens de manquer d'égard vis-à-vis des mandarins, ce reproche n'étant malheureusement que trop fondé, nous voulons indiquer ici la conduite qu'il convient de tenir à l'égard des fonctionnaires indigènes.

Ce manque d'égards fort regrettable dont on fait montre vis-à-vis des mandarins est la conséquence de cet état d'esprit fâcheux qui porte le blanc à mépriser le jaune, et à le considérer comme de race inférieure. Le personnel des Services Civils lui-même, qui cependant par son éducation et par la nature de ses fonctions semblerait devoir être mieux garanti contre les écarts de cette nature, se laisse aller à traiter les autorités indigènes avec trop de désinvolture.

Il n'est pas rare, dit-on, de voir un Résident, chef de province, recevoir assis et le chapeau sur la tête un tong-dôc, c'est-à-dire un fonctionnaire indigène d'un rang équivalent au sien dans la hiérarchie annamite, qui se tient debout respectueusement devant lui. Le tutoiement et les plaisanteries déplacées se trouvent même dans la bouche du même Résident parlant au même tong-dôc (1).

Les fonctionnaires européens de tout rang qui administrent le peuple anamite devraient bien comprendre que les jaunes ne sont pas inférieurs aux

1. Messiny, *Notre Œuvre coloniale*.

blancs, mais qu'ils sont leurs égaux. Quelle démonstration éclatante de cette vérité le Japon n'a-t-il pas donné à l'Europe ?

Sans doute, l'Annamite d'allure plutôt chétive, ne paie guère de mine, mais si sa mentalité diffère, son intelligence est égale à la nôtre et il n'y a aucune raison pour que nous le traitions comme un inférieur.

Les Annamites sont des gens d'une politesse raffinée, la façon dont ils manifestent cette politesse ayant paru excessive à beaucoup de Français habitués à plus de simplicité, nous avons eu le tort de supprimer les « lay » (1), alors que les Anglais, aux Indes, les exigent et les trouvent tout naturels. L'ordonnance royale du 24 mai 1906 rendue exécutoire au Tonkin par arrêté du 6 septembre 1906, a supprimé les prosternations devant les mandarins et autres manifestations du même genre. Une circulaire du 20 septembre 1906 a étendu la mesure aux rapports entre les indigènes et les fonctionnaires français. A notre avis, il convenait de laisser subsister ces manifestations extérieures de la politesse auxquelles les Annamites attachent un grand prix.

1. Les prosternations ou « lay » se font de la façon suivante. L'Annamite applique l'une contre l'autre ses deux mains ouvertes et les élève jusqu'à la hauteur de la face, puis il se laisse tomber à genoux et s'incline en avant jusqu'à ce que ses coudes et son front touchent à terre. Le nombre des prosternations varie suivant la qualité des personnes qui les font et les reçoivent.

Nous devons faire aux mandarins un accueil en rapport avec leur grade et leur âge, les traiter avec beaucoup de déférence et ne jamais plaisanter avec eux. Les mandarins civils jusqu'au cinquième degré inclusivement reçoivent le qualificatif de quan-lôn (Son Excellence), les mandarins de rang inférieur sont qualifiés de « ông-quan » (Monsieur le Mandarin), toutefois le peuple ne fait pas cette distinction et qualifie tous ses mandarins de « quan-lôn ».

Lors d'une réception, le protocole annamite veut qu'on fasse asseoir les mandarins ayant le titre de quan-lôn, tandis que les autres se tiennent debout. Les sièges des mandarins qui ont le droit d'être assis doivent être placés à une certaine distance les uns des autres, suivant le grade du mandarin. Il serait tout à fait incorrect de faire asseoir le quan-an à côté du tong-dôc ; le quan-an qui est, comme nous l'avons vu, du quatrième degré, première classe, doit s'asseoir très à l'arrière du tong-dôc, qui est de tous les mandarins le plus élevé en grade.

Nous devons nous efforcer de gagner la confiance des mandarins, pour cela il convient de leur parler doucement, poliment et toujours sans colère. Les Annamites qui sont cérémonieux et réservés ne s'expliquent pas qu'on puisse se laisser aller à la colère ; à leurs yeux, un homme qui s'emporte est nécessairement ivre ou fou. Il convient de sauvegarder la dignité des mandarins aux yeux de leurs adminis-

très en évitant de leur adresser des reproches devant eux.

En général, les mandarins n'osent pas discuter l'opportunité des ordres qui leur sont donnés, or, dans l'intérêt d'une bonne administration, il convient de développer chez eux l'esprit de discussion en leur faisant comprendre que nous sommes tout disposés à tenir compte des observations justifiées qu'ils pourraient nous faire. S'il est un domaine où la politique de collaboration doit être appliquée, c'est bien dans nos rapports avec les mandarins.

M. Klobukowsky tient essentiellement à ce que les fonctionnaires français entretiennent avec les fonctionnaires indigènes les rapports les plus courtois, les relations de la Résidence supérieure avec la cour de Hué sont empreintes, assure-t-il, d'une grande cordialité (1), et dans toutes les cérémonies officielles, les honneurs sont rendus aux membres du Conseil de Régence ainsi qu'aux mandarins de la cour ; des visites sont échangées entre les hauts fonctionnaires français et les hauts mandarins ; les réceptions sont multipliées en vue de la réunion de ces deux éléments. On a de plus tenté une innovation consistant à inviter à certaines cérémonies ou fêtes

1. Les rapports entre notre résident supérieur à Hué, M. Lévesque et la Cour d'Annam auraient, à un certain moment, manqué de cette cordialité que M. Klobukowsky déclare exister aujourd'hui.

les femmes et les enfants des hauts mandarins.

Toutes ces mesures sont excellentes et il faut nous efforcer, par tous les moyens, de gagner la confiance des mandarins, mais encore faut-il que ces mandarins aient eux-mêmes l'estime et la confiance du peuple. Comme le fait observer justement Jean Ajalbert (1), quand on montre l'Annamite soulevé contre ses mandarins et non contre les Français, c'est une confusion que l'on essaie, l'Annam se révolte contre « nos » mandarins, c'est-à-dire contre les mandarins accrédités par nous et discréditant l'administration française.

Nous n'avons que trop souvent réservé nos faveurs à des mandarins qui paraissaient dévoués à notre cause bien plus qu'à celle du peuple.

Or, il ne faut pas perdre de vue que notre cause est intimement liée à celle du peuple, donnons-lui des mandarins auxquels il pourra accorder sa confiance, si à notre tour nous gagnons la confiance de ces mandarins, nous aurons gagné en même temps celle du peuple annamite.

1. Jean Ajalbert, *Les Destinées de l'Indochine*.

TROISIÈME PARTIE

LE PEUPLE

CHAPITRE PREMIER

Caractères du peuple annamite. — Son évolution économique et sociale depuis notre arrivée. — Agriculture. — Commerce. — Industrie. — Main-d'œuvre.

La Cochinchine, l'Annam et le Tonkin sont les trois régions habitées par le peuple annamite.

Au physique, les Annamites sont petits, nerveux, d'une apparence plutôt chétive, mais ils sont cependant capables d'une certaine résistance. Le Tonkinois est plus grand et plus élancé que le Cochinchinois. Les uns et les autres présentent tous les caractères de la race jaune : face aplatie, lèvres épaisses, pommettes saillantes, mâchoire carrée, yeux très obliques et bridés.

Le costume est sensiblement le même dans les deux sexes. Les hommes et les femmes portent uniformé-

ment le pantalon (cai quan) de forme large et très court, mais un peu plus long chez la femme que chez l'homme, la robe flottante boutonnant sur le côté, à col droit serré autour du cou et à manches très étroites surtout vers le poignet (1). Les deux sexes portent leurs cheveux relevés en chignon derrière la tête ; leurs chevelures grasses d'huile de coco sont très noires et abondantes.

Les hommes n'ont guère de barbe avant la trentaine, par leur costume et leur allure efféminée ils se différencient tellement peu des femmes, que le profane qui pour la première fois débarque à Saïgon éprouve quelque difficulté à distinguer les deux sexes.

La coiffure des femmes se compose d'un immense chapeau plat à bords repliés en bas. Les lettrés enroulent autour de leur tête un turban noir en crépon de soie. Un simple foulard noué au-dessus du front retient le chignon des jeunes gens et des hommes du peuple. Pour se préserver du soleil, les hommes se couvrent la tête d'un large chapeau en forme d'abat-jour. Les pieds sont nus ou chaussés de souliers chinois à semelles très épaisses et à bout relevé.

La coquetterie n'est pas étrangère aux femmes

1. Les élégantes mettent plusieurs robes superposées de colorations différentes, celle de dessus étant toujours plus sombre ; elles ont soin de les tenir déboutonnées de façon à les laisser flotter au vent et cet assemblage de couleurs est, paraît-il, d'un très joli effet.

annamites qui se parent de bijoux, de colliers et bracelets en argent, et quelquefois en ambre ou en or dans la classe riche.

Les hommes et les femmes ont la déplorable habitude de chiquer le bétel qui noircit et déchausse les dents, déforme la bouche, colore la salive et les lèvres en rouge sang. Ces bouches comme sanguinolentes ont un aspect repoussant, mais cela n'empêche pas tout Annamite qui se respecte d'avoir du matin au soir une chique de bétel dans la bouche. Les fiancés se donnent un gage d'affection réciproque en échangeant leur chique, et c'est sans doute à cette habitude de chiquer qu'il faut attribuer l'absence du baiser chez les Annamites. Le baiser est remplacé chez eux par un léger frottement du nez accompagné d'une sorte de reniflement très doux.

Le peuple annamite est sceptique, rieur, assez enclin à la moquerie, sous des dehors froids et ordinairement impénétrables. Il aime la poésie, les chants, les théâtres, les tours d'acrobates et d'escamoteurs, les cérémonies publiques et les fêtes. Son penchant pour le jeu est tel, que le législateur annamite a essayé de réagir contre cette funeste passion. Une ordonnance de la vingt-huitième année de l'empereur Tu-Duc dispose en effet, que « ceux qui s'exercent et s'adonnent au jeu doivent oublier leur métier, délaisser leur famille et sont ainsi comparables aux malfaiteurs et aux vagabonds ». Le Code annamite punit

sévèrement les tenanciers des maisons de jeu, mais l'Annamite en est quitte pour se cacher quand il joue.

C'est là un grave défaut qu'on est en droit de reprocher à l'Annamite, parce qu'il a au point de vue économique et social des conséquences désastreuses. Mais est-ce à dire que l'Annamite n'a que des défauts comme d'aucuns le prétendent ? A les en croire, il serait menteur, voleur, fourbe, incapable de reconnaissance, et ce serait jouer un rôle de dupe que de vouloir se l'attacher !

A vrai dire, ceux qui tiennent ces propos ne connaissent pas l'Annamite, ils ne connaissent que la lie de ce peuple : les boys et les coolies qu'on rencontre dans les villes. Il semblerait que le boy soit pour eux le représentatif de toute la race jaune ; ils ne se figurent pas l'Annamite autrement que domestique par destination.

La vérité est toute autre ; sans doute, l'Annamite pas plus que son vainqueur n'est exempt de défauts, mais le peuple pris dans son ensemble est laborieux, sobre et pacifique. Profondément attaché à sa famille, à sa maison, à sa rizièrre et à ses buffles, l'Annamite ne demande qu'une chose, c'est qu'on le laisse travailler en paix. S'il ne professe pas pour nous un amour immodéré, il ne faut pas trop lui en faire grief, et songer que nous sommes venus dans son pays sans qu'il nous y ait appelés.

La civilisation de ce peuple est plus ancienne que

la nôtre, elle est même sur certains points plus parfaite (1). Le peuple annamite qui vécut tant de siècles sous la domination de la Chine avant de tomber sous la nôtre a fortement subi l'empreinte de la civilisation chinoise. Ses institutions ont toujours été, à quelques variantes près, celles de la Chine, il se sert pour écrire des caractères chinois, pratique plus ou moins la morale de Confucius et continue d'ailleurs à entretenir de bons rapports avec le Chinois qu'il appelle respectueusement son oncle (chú khách).

Nous dirons quelques mots des villages annamites qui présentent un aspect assez particulier. Les maisons sont basses, alignées de chaque côté des rues et si largement ouvertes que rien n'échappe de ce qui se passe à l'intérieur ; elles sont le plus souvent précédées d'un petit jardin. Ce qui distingue les maisons des riches de celles des pauvres, c'est que les premières sont construites en pierres et en briques et couvertes en tuile. Quant aux maisons des pauvres, outre qu'elles ont des dimensions moindres, elles sont construites en bois, en feuilles de palmier ou en bambous, et couvertes en chaume ou en feuillage ; elles sont aussi beaucoup moins propres que celles des riches.

Nous avons dit à propos du culte des ancêtres

1. Avant notre arrivée, la débauche, l'alcoolisme et la misère étaient inconnus chez les Annamites ; grâce au partage des biens communaux pas un d'entre eux ne pouvait souffrir de la faim.

qui constitue la grande religion du peuple annamite, que dans chaque maison se trouvait un autel consacré à ce culte. L'autel des ancêtres est représenté par une table très élevée sur laquelle sont déposés des flambeaux, des brûle-parfums, des vases ; au-dessus de cette table sont suspendues les tablettes des aïeux.

L'Annamite est sobre ; le riz forme la base de son alimentation, mais il mange aussi des légumes, du porc, de la volaille et du poisson. Le poisson entre dans la préparation d'un mets national fort apprécié (mam). Ajoutons que l'Annamite se sert pour manger, suivant la mode chinoise, de deux bâtonnets qu'il tient comme des pincettes et au moyen desquels il prend les mets dans les plats et les pousse ensuite dans sa bouche.

Au point de vue de la population, les Annamites ont une majorité écrasante sur les autres peuples (Cambodgiens, Tai, etc) de l'Indochine, ils dépassent les trois quarts de la population totale tout en n'occupant qu'une superficie assez réduite.

Une statistique récente évalue la population annamite à 15 ou 16 millions d'habitants. Ce chiffre se décompose ainsi :

Annam.....	7.096.465 habitants
Tonkin.....	6.431.470 habitants
Cochinchine	2.973.128 habitants

Cette statistique est de pure approximation en ce

qui concerne l'Annam et le Tonkin, attendu qu'il n'existe pas d'état civil dans ces deux pays (1). Par contre, l'état civil indigène a été organisé en Cochinchine.

Avant notre arrivée, le paysan annamite (nha què) ne connaissait guère d'autre culture que celle du riz. Afin de le prémunir contre les dangers de la monoculture, nous avons voulu l'amener à cultiver la canne à sucre, le maïs, le mûrier, le tabac, le thé, le café, etc. Quelques-unes de ces cultures ont donné des résultats encourageants. La pratique de la monoculture est incontestablement une cause de disette. Le paysan annamite vit au jour le jour, il n'a pas de réserve, et quand sa récolte vient à manquer, on est obligé de le secourir. Pour parer à la disette, le gouvernement annamite avait installé dans chaque province un magasin à riz géré par l'administration ; ces magasins étaient alimentés au moyen de l'impôt qui se payait en nature sous forme de riz. Nous avons supprimé les magasins à riz, comptant sur les voies de

1. Notons toutefois qu'une tentative a été faite récemment en vue d'établir l'état civil dans ces deux pays.

En 1906, le résident supérieur du Tonkin adressait à ce sujet des instructions aux chefs de province : les indigènes et les Asiatiques assimilés étaient désormais tenus de déclarer les naissances et décès survenant dans leur famille ainsi que les mariages qu'ils contractaient, le « ly truong » devait dans chaque commune recevoir ces déclarations et les consigner sur les registres de l'état civil.

communication et le commerce pour approvisionner les pays affamés.

Le commerce n'a pu se développer que grâce à l'outillage économique que nous avons créé; jusqu'à ce moment, il était resté proportionné aux besoins d'échange entre gens qui étaient à la fois producteurs et consommateurs d'une seule denrée agricole, le riz. Des débouchés nouveaux furent ouverts aux produits de la terre et à l'activité des indigènes du jour où nos colons et nos commerçants eurent entrepris la mise en valeur du pays.

Le peuple annamite étant essentiellement agriculteur, l'industrie était presque nulle avant notre arrivée.

Toute l'activité industrielle se bornait au décortiquage du riz.

A vrai dire, on rencontrait bien en pays d'Annam diverses petites industries telles que la bijouterie, l'ébénisterie, l'industrie de la soie et du coton (quelques villes du Tonkin fournissent des brodeurs d'une certaine habileté et une rue d'Hanoï est tout entière peuplée de brodeurs auxquels elle doit son nom); il y avait également une industrie de la poterie, de la chaudronnerie, de la vannerie, et on trouvait un peu partout des fours à chaux et des fours à briques, mais tout cela était encore bien imparfait. Les fours à chaux et les fours à briques ne donnaient que des produits de qualité inférieure, et la soie tissée

en Annam et au Tonkin était fort défectueuse au point de vue de la fabrication.

Aujourd'hui, la soie indigène est devenue un article d'exportation grâce aux progrès que nous avons fait réaliser aux Annamites en matière de sériciculture et aux filatures que nous avons créées.

Les grandes industries se sont établies dans les centres urbains ou ont fait croître des centres nouveaux tels que, par exemple, la ville d'Haïphong au Tonkin. Parmi les nouvelles industries qui se sont créées, il faut citer les charbonnages de Hong-hai, au Tonkin, et ceux de Kebao qui emploient des milliers d'ouvriers ; les fabriques d'allumettes, les brasseries, les usines d'électricité, les usines de cimenterie, les distilleries d'alcool de riz, les filatures de soie et de coton. Des écoles professionnelles ont été créées en vue de perfectionner la main-d'œuvre.

L'industrie d'art où excellent les petits artisans indigènes a subsisté. La foule de ces petits artisans qui se presse dans les quartiers indigènes de la ville d'Hanoï, constitue pour l'Européen un spectacle vraiment pittoresque : on y rencontre les fabricants d'émaux, de bronze, de brûle-parfums, de cuivre martelé ; des incrusteurs de nacre, des sculpteurs sur bois, des tisseurs sur satin broché, des brodeurs sur coton et sur laine, des laqueurs, des argentiers, des orfèvres, des bijoutiers.

Cet essor industriel a procuré des salaires à une

partie de la population annamite. La conséquence de ce nouvel état de choses fut que, désormais, l'individu allait pouvoir acquérir une valeur propre qui lui permettrait de s'affranchir en partie de la commune.

Notre arrivée a donc déterminé parmi le peuple annamite toute une évolution économique et sociale par la voie des emprunts publics, le pays d'Annam reçut des millions de la Métropole qui, joints aux capitaux privés, furent répartis entre les indigènes sous formes de salaires ouvriers, soldes militaires ou civiles, achats de bois, chaux, brique, etc. Le résultat fut que le capital argent pénétra de plus en plus dans la commune, et que l'égalité qui existait dans les familles avant notre arrivée se trouva rompue. La commune annamite d'état démocratif évolua de plus en plus vers l'état ploutocratique. L'équilibre social a donc changé et de nouveaux éléments sont venus se superposer à ceux qui formaient l'ancienne société annamite.

Il nous faut signaler les chemins de fer comme ayant eu, au point de vue économique, l'influence générale la plus considérable. Leur construction a été une source abondante de salaires pour les indigènes, et leur exploitation a procuré à bon nombre d'entre eux des emplois qui n'existaient pas auparavant. Leur création vaut surtout par l'action qu'ils ont sur la richesse publique. Les paysans annamites

en ont très bien compris l'utilité, et ils pratiquent d'autant plus volontiers la voie ferrée que la compagnie a disposé à leur usage des wagons de 4^e classe dans lesquels ils s'empilent avec leur colis, fussent-ils des cochons vivants, sans aucune autre formalité ou redevance que la prise d'un billet. Ils peuvent ainsi apporter de beaucoup plus loin que par le passé leurs denrées au centre de consommation, et gagner un peu plus d'argent.

Certaines régions du pays d'Annam sont surpeuplées, tandis que d'autres sont à peine habitées, plus particulièrement les hautes régions. Cela tient à ce que l'Annamite ne se décide que très difficilement à quitter son village pour les hautes régions qui sont particulièrement malsaines et où règne une maladie endémique connue sous le nom de « béribéri ». De plus, l'Annamite tient beaucoup à vivre là où vécut ses ancêtres, il veut être en contact permanent avec leurs tombeaux ; le culte des ancêtres l'oblige à demeurer auprès de ceux qui ne sont plus, mais dont les mânes survivent. Dans ces conditions, le recrutement de la main-d'œuvre devient fort difficile pour nos colons. Non seulement la main-d'œuvre manque dans certaines régions, mais elle se dérobe parfois tout à coup. Or, quand les indigènes ne respectent pas l'engagement qui les lie aux colons et le fait est fréquent, les colons se trouvent désarmés tandis que les planteurs indigènes ne le sont pas.

La cour d'appel de l'Indochine fut saisie, en 1907, parle Procureur général, d'un mémoire du président de la Chambre d'agriculture de Cochinchine tendant à l'application, aux travailleurs indigènes ou asiatiques assimilés engagés sur une exploitation agricole, qui abandonnent leurs services en emportant les avances à eux faites par engagiste, des peines prévues par la loi annamite (1) pour rupture de contrat de louage de services.

La cour a été d'avis que la loi annamite ne pourrait être appliquée intégralement, plusieurs de ses dispositions étant contraires à nos mœurs et à notre civilisation, mais elle a été d'avis d'adopter un texte punissant de huit jours à neuf mois de prison l'indigène qui aura, sans motif légitime, abandonné le service de son engagiste européen qui lui a fait des avances en numéraire, sous préjudice des peines de l'article 408 du Code pénal, lorsqu'il y aura lieu d'en faire l'application.

Nous ne pensons pas que ce texte ait été adopté jusqu'à ce jour, mais nous estimons que s'il l'était, les colons se trouveraient mieux protégés qu'ils ne le sont actuellement et auraient moins à redouter des défections ruineuses pour eux.

1. La loi annamite considère que le débiteur qui ne paie pas, lorsqu'il en a le moyen, doit être assimilé à un voleur et puni comme tel. On pourrait évidemment assimiler l'indigène qui refuse d'exécuter son engagement à un débiteur de mauvaise foi.

En présence des difficultés qu'ils rencontraient à recruter la main-d'œuvre indigène, nos colons ont dû parfois recourir à une main-d'œuvre étrangère et dans ce but il a fallu favoriser l'immigration chinoise. Nous verrons que si, politiquement, cette immigration est dangereuse pour notre propre sécurité, elle n'est pas davantage désirable au point de vue économique. Le peuple chinois est doué d'une puissance commerciale extraordinaire. La majeure partie du commerce est entre les mains des Chinois. La ville de Cholon, à proximité de Saïgon, est entièrement peuplée de Chinois, ils y possèdent des usines à décortiquer le riz et bien d'autres industries. A la fois commerçants et usuriers, ils vivent aux dépens du peuple annamite et beaucoup d'entre eux, après avoir débuté comme coolies ou traîneurs de pousse-pousse, sont devenus commerçants et ont fait très rapidement fortune. Quand leurs portefeuilles sont bourrés de piastres, ils retournent tranquillement se reposer dans leur pays natal. Avec leurs nombreuses sociétés secrètes, ils constituent pour nous des hôtes particulièrement dangereux, et l'avenir prouvera combien nous avons eu tort de les tolérer comme nous l'avons fait jusqu'ici.

CHAPITRE II

Le mécontentement du peuple annamite. — L'agitation anti-française — Ses causes — Les victoires du Japon et les erreurs de notre politique fiscale.

La condition du peuple annamite s'est améliorée considérablement depuis que la France l'a pris sous sa protection ; cela n'est pas niable.

Les bienfaits de notre civilisation se sont fait sentir sous forme de sécurité, amélioration des moyens de transport, accroissement des transactions, vente plus rémunératrice des produits du sol. Nous avons créé des routes, des chemins de fer, des canaux ; nous avons fondé des écoles et des hôpitaux, nous avons délivré le pays du fléau de la piraterie. Le peuple annamite est plus avancé qu'autrefois, c'est là un fait qui existe aux yeux de tous ; il faut être aveugle ou absolument de parti pris pour le nier.

Eh bien, malgré tout cela, malgré tous ces bienfaits, il faut avoir la franchise de le reconnaître : le peuple annamite ne nous aime pas.

Le célèbre agitateur indigène, Phan-Tsu-Trinh,

résumait en ces termes, dans un récent pamphlet, l'indignation du peuple annamite.

« Partout, dans vos journaux, dans vos livres, dans vos dessins, dans vos conversations particulières, s'étale dans toute son intensité le profond mépris dont vous nous écrasez. A vos yeux, nous ne sommes que d'immondes brutes incapables de distinguer le bien du mal, et que non seulement vous refusez de traiter en égaux, mais dont vous redoutez l'approche comme une souillure. Quelques-uns, il est vrai, parmi ceux que vous employez, ont conservé quelque dignité. S'ils subissent, sans murmurer, votre perpétuel manque d'égards, ils n'en sont pas moins douloureusement affectés ; et c'est un sentiment de tristesse et de honte qui leur emplit le cœur quand, dans le recueillement du soir, ils considèrent toute l'humiliation de leur état. Malheureusement, pris comme dans un engrenage qui broierait leur énergie, ils sont réduits à l'impuissance. Ainsi s'explique que seuls les quémandeurs d'emploi osent se présenter dans les bureaux de l'administration française. »

Ce fier langage valut à son auteur d'être poursuivi, puis emprisonné au bagne de Poulo Condore. M. Brieux, au cours de son récent voyage en Indochine, s'intéressa vivement au sort de Phan-Tsu-Trinh et obtint de M. Klobukowsky qu'il fut gracié. L'avertissement qu'il nous a donné mérite en tous cas d'être

médité, et nous aurions le plus grand tort de ne pas en tenir compte.

Il est certain que, depuis quelques années, l'état d'esprit du peuple annamite s'est singulièrement modifié. Les événements considérables dont l'Extrême-Orient a été récemment le théâtre, ont eu sur la mentalité des indigènes une répercussion immense.

Jusqu'alors les jaunes ne contestaient guère la supériorité des blancs qu'ils considéraient comme invincibles, mais depuis les victoires retentissantes du Japon sur la Russie, des sentiments nouveaux se sont fait jour parmi le peuple annamite.

Écoutons l'agitateur Phan-Boi-Chau : « Nous sommes, dit-il à ses compatriotes, des êtres humains comme les Japonais et le Japon nous a montré que la peau jaune vaut quelque chose ! » Il est certain que bon nombre d'Annamites rêvent de voir leur pays s'élever au niveau du Japon. Noble ambition, certes, mais dans leur inexpérience prétentieuse, ils perdent complètement de vue le lent et prodigieux effort accompli par la nation japonaise pour atteindre une aussi haute fortune et en rester digne.

Si, fort heureusement pour nous, il n'existe pas encore de nationalisme annamite (le patriotisme annamite étouffé par les rivalités locales a toujours été un patriotisme communal), il n'en est pas moins vrai que ce peuple est actuellement profondément travaillé par un groupe important de réformistes

intellectuels, lettrés et patriotes. Ce parti déjà puissant exploite contre nous et au bénéfice de ses visées nationalistes, le mécontentement du peuple qui n'a jusqu'à présent que des causes purement matérielles et économiques (1).

Les réformistes ne se sont pas contentés de répandre à profusion leurs pamphlets parmi le peuple annamite, ils n'ont pas craint de provoquer des actes dont la gravité faillit un instant compromettre notre situation en Indochine.

Citons, pour mémoire, la tentative d'empoisonnement de nos soldats à Hanoï qui est du 27 juin 1908 et qui fut suivie d'une triple exécution. L'un des coupables, Nguyen-Tri-Binh, au moment d'avoir la tête tranchée, harangua la foule venue assister à son exécution. « Je remercie, dit-il d'une voix énergique, les Européens d'être venus en aussi grand nombre pour me voir mourir. Mourir ainsi est une mort douce ! Nous avons tenté la rébellion, mais nous avons été trahis par des miliciens de notre compagnie qui n'avaient pas de bons sentiments. Mes amis, si plus tard vous réussissez, vous penserez à ma famille ! (2) »

Puis ce fut la révolte d'Annam que nous réussîmes à étouffer au prix d'une répression sanglante (3).

1. A. Messimy *op. cit.*

2. Jean Ajalbert, *op. cit.*

3. Y a-t-il eu des morts ? a demandé M. Brieux au cours de son séjour en Annam. — Oui, lui fut-il répondu. — Combien ? — On ne les a pas comptés...

Citons encore la conspiration de Cochinchine qui eut pour auteur Gilbert Chiêu, Annamite naturalisé Français. Gilbert Chiêu fut convaincu de menées en faveur du prétendant Cuong-Dé réfugié au Japon. Arrêté, puis emprisonné par nous, nous dûmes finalement le relâcher faute de preuves suffisantes. Et que dire du De-Tham, cet insaisissable ennemi sans cesse poursuivi par nos troupes, et qui sans cesse leur échappe (1). Il est à présumer que sans la complicité des populations indigènes, ce vieux bandit serait depuis longtemps tombé entre nos mains.

Tous ces attentats, tous ces troubles sont caractéristiques de l'état d'esprit qui règne parmi les indigènes.

Nous pensons que notre politique fiscale est, dans une large mesure responsable du malaise dont souffre actuellement le pays d'Annam.

Cette politique fiscale a provoqué l'indignation du peuple annamite, à tel point que M. Klobukowsky a dû prendre l'engagement d'asseoir les impôts sur de nouvelles bases.

Du jour où l'alcool, le sel et l'opium furent entre

1. Le 5 juillet 1909, le De-Tham s'emparait d'un Français, M. Voisin, qui passait sur la grande route de Thai Nguyen, à quelques kilomètres d'Hanoï. Notre compatriote, qui se voyait à chaque instant menacé d'avoir la tête coupée, fut finalement relâché le 25 juillet suivant. Détail caractéristique qui montre avec quelle facilité le De-Tham se ravitaillait même cerné par nos troupes ; chaque jour le pirate offrait à son prisonnier du pain frais venu d'Hanoï !

nos mains transformés en monopoles, le malheureux indigène devint, de la part de la régie, l'objet d'une surveillance incessante indiscreète et tracassière. Nous ne pouvons entrer ici dans une étude détaillée de notre système fiscal, nous nous bornerons à dire qu'au moyen du monopole du sel, nous ressuscitâmes la gabelle, ce qui est tout dire, et que le monopole de l'alcool fut, entre tous, le plus manifestement impopulaire aux yeux des Annamites.

Depuis fort longtemps l'Annamite avait l'habitude de fabriquer lui-même son alcool de riz, vulgairement appelé choum-choum. Cet alcool de riz distillé par les indigènes eux-mêmes était blanc ; il avait un goût particulier dû aux procédés rudimentaires de distillation employés par ses fabricants occasionnels. Or, depuis quelques années, nous avons retiré aux Annamites le droit de fabriquer eux-mêmes leur alcool. La fabrication et la vente de l'alcool ont été monopolisées par nous.

Le nouveau choum-choum, l'alcool de riz de fabrication française, est plus fort d'un degré que l'ancien, mais il n'a pas la même saveur ; il n'a pas non plus la même couleur. Au lieu de cette saveur particulière qui plaisait tant aux indigènes, il a un léger goût de muscat qui leur est désagréable. Au lieu d'être blanc, il présente une teinte légèrement jaunâtre qui rappelle de loin celle du rhum. Enfin, il est à peine besoin de dire qu'il coûte infiniment plus cher.

Les monopoles du sel et de l'alcool ont fait l'objet de contrats scandaleux entre l'Administration et les compagnies concessionnaires. Il faut louer sans réserve M. Klobukowsky d'avoir eu le courage d'aviser les concessionnaires de monopoles, que les contrats venus à expiration ne seraient pas renouvelés, mais l'Administration se trouve liée, pour quelque temps encore, avec les distilleries du Tonkin et de l'Annam qui continuent à vendre aux indigènes la drogue officielle (1).

Il nous faut signaler les abus intolérables auxquels ces monopoles ont donné lieu de la part des agents des douanes et régies chargés de réprimer la fraude. Ceux-ci sont le plus souvent secondés dans leur besogne par des « indicateurs indigènes » rémunérés de 25 à 65 o/o sur le montant des amendes et

1. La réforme du régime fiscal constitue l'un des problèmes les plus difficiles qui se posent actuellement en Indochine. Supprimer l'impôt sur l'alcool, c'est, en effet, tarir l'une des grosses ressources du budget général. Quelle que soit la solution qui apparaisse finalement comme la plus avantageuse au double point de vue des finances de la colonie et de la politique indigène, il convient dès maintenant d'envisager la suppression, non pas de l'impôt lui-même, mais tout au moins du monopole.

La dénonciation des contrats de la Compagnie Générale du Tonkin et du Nord-Annam arrivant à expiration normale, constitue la première étape dans la modification du régime fiscal, mais ce sont les conditions de la vente de l'alcool qui se trouvent remaniées à partir du 1^{er} janvier 1911. La question de la fabrication reste en dehors, en raison des contrats précédemment passés avec les sociétés de distillerie et qui ne prendront fin qu'au commencement de 1913.

prises. Le fait de détenir un verre d'alcool qui ne soit pas du monopole, et que l'indicateur a introduit chez sa victime, suffit à la régie et à la justice. Malheur au pauvre diable d'Annamite qui est sûr, dans ces conditions, de ne pas échapper au procès-verbal, à l'amende, à la prison et à la contrainte par corps ! « Les fonctionnaires et préposés des douanes et régies ont le droit de passage sur les propriétés privées en cas de poursuite à vue... Un procès-verbal commencé le jour peut être continué la nuit dans le domicile du contrevenant. »

C'est-à-dire que partout, à toute heure, l'indigène est sous la persécution des douanes et régies. « Les visites corporelles peuvent être opérées en tous lieux sur les indigènes », ce qui veut dire que pas une vierge, pas une femme d'Annam ne peut se refuser aux manipulations de la galanterie française, bien connue..... (1) Quels monstrueux abus ces visites corporelles n'ont-elles pas permis ! Que de fois les femmes, les jeunes filles ont dû subir les visites de douaniers qui pensaient faire sous la robe des plus jeunes, à défaut de bouteilles d'alcool, d'appétissantes découvertes !

On cite l'exemple d'un douanier facétieux et pail-
lard qui, après avoir ainsi pratiqué des perquisitions
d'une nature spéciale sur de jeunes femmes de X...,

1. Jean Ajalbert, *op. cit.*

croyait spirituel de marquer le caractère essentiellement professionnel de la visite qu'elles avaient subie en leur marquant les seins et différentes parties du corps du cachet de la douane (1) !

On cite encore le cas d'un préposé des douanes du nord de l'Annam chez qui la répression des fraudeurs annamites tournait à la monomanie furieuse. Il parlait de ses expéditions dans les villages avec des joies de Mohican, il s'excitait à l'idée de cerner les cases à l'aube. Comme argument, il brandissait son gourdin !

On se rend facilement compte du genre d'existence que de tels agents ont dû faire aux populations annamites ! Tous ces faits ont été révélés au Parlement par M. de Pressensé au cours de son interpellation du 2 avril 1909 et nos agents des douanes semblent s'être, depuis lors, quelque peu assagis. Leur recrutement fut d'ailleurs déplorable au début. M. Doumer raconte même, à ce propos, que l'impresario d'une troupe de café-concert ayant fait faillite en Indochine, la partie féminine de la troupe réussit à « se débrouiller » ; quant aux hommes ils entrèrent... dans les douanes et régies !

En présence de telles extravagances, ne soyons pas surpris si le peuple annamite ne nous témoigne pas toute la reconnaissance à laquelle nous croyons avoir droit...

1. Messimy, *op. cit.*

CHAPITRE III

Les conditions de la politique indigène. — La politique de collaboration et les institutions représentatives indigènes. — L'indépendance future du peuple annamite.

Il faut de toute nécessité que nous fassions des Annamites « nos associés », en leur assurant plus de justice, en leur témoignant plus de bienveillance et en améliorant leurs moyens d'existence. C'est à cette condition seule que nous pouvons espérer enrayer la crise qui secoue depuis quelque temps le pays d'Annam tout entier.

Il faut pratiquer vis-à-vis des indigènes, comme l'a fort bien dit M. Klobukowsky, une « politique de collaboration ».

Dans son discours au conseil de gouvernement, le Gouverneur général en a très nettement défini les caractères essentiels : « A l'égard des indigènes, toute notre politique consiste à leur donner une administration franchement amicale, inspirée de leurs intérêts, respectant leurs traditions et leurs croyances, à améliorer, dans la mesure du possible,

leur condition matérielle, à les associer aux heureux effets des progrès que nous réaliserons. »

Si nous voulons réussir en Indochine et nous y maintenir, il faut absolument que nous nous efforcions de nous concilier la sympathie du peuple annamite.

Dans ce but, M. Klobukowsky voudrait qu'à tous les degrés de l'échelle administrative nos fonctionnaires se montrassent plus accessibles, explorant politiquement le pays, parlant aux habitants, s'enquérant de leurs besoins et de leurs vœux. « A nos protégés en mal de croissance, il faut, dit-il, donner un point d'appui, ils nous seront reconnaissants de le leur donner, ils comprendront mieux que leur cause est liée intimement à la nôtre, et qu'avec eux nous nous acheminons vers un profit commun. »

Phan-Tsu-Trinh, l'auteur du pamphlet dont nous avons parlé, dans une lettre qu'il adressait au Résident supérieur du Tonkin, lui posait cette question : « Pourquoi ne vous mettez-vous pas en relations avec les gens désintéressés de nos villages qui pourraient utilement vous conseiller ? » Phan-Tsu-Trinh avait raison, mais il faut bien reconnaître que la tâche n'est guère facile en raison de la méfiance instinctive que nous inspirons à ces braves gens.

Et puis, il y a un autre écueil, c'est que pour gagner la confiance de l'indigène, il faut absolument pouvoir parler sa langue. La politique de collaboration n'est pratiquement réalisable que si le fonction-

naire français et l'indigène se comprennent réciproquement.

Il faut donc absolument que nos administrateurs apprennent la langue du pays. Sans doute la tâche est rude, mais elle n'est pas insurmontable. Il n'est pas admissible que la France ne puisse recruter, au tarif des places qu'elle leur assure, des administrateurs capables de parler l'Annamite. On sait que les Anglais tiennent énergiquement la main à ce que leurs fonctionnaires apprennent la langue indigène, il faut que nous ayons la même exigence.

M. Klobukowsky semble être entré résolument dans cette voie. Dès son arrivée en Indochine, il décida, d'accord en cela avec M. Milliès-Lacroix alors ministre des Colonies, que l'avancement des fonctionnaires serait subordonné à leur savoir de l'annamite. Il prit dans ce sens un arrêté dont les dispositions visaient plus particulièrement les élèves administrateurs recrutés à l'école coloniale. La préparation spéciale que ces jeunes gens reçoivent à l'école au cours de leurs deux années d'études, semblait devoir les mettre à l'abri d'une mesure que certains jugèrent excessive. Quoi qu'il en soit, un décret récent (1) du 8 septembre 1910, vient de don-

1. Ce décret est fort important. Il impose aux administrateurs de l'Indochine l'obligation d'apprendre la langue indigène. En voici les principales dispositions :

Les élèves brevetés de l'école coloniale inscrits à la section

ner raison à M. Klobukowsky à qui l'on reproche de vouloir tarir le recrutement de l'école coloniale.

Quand les indigènes sauront qu'il leur est possible de s'entretenir avec les fonctionnaires français sans la présence jusqu'alors obligatoire d'un interprète quelquefois gênant, ils nous exprimeront librement leurs plaintes et, peu à peu, leur confiance en notre parole, en notre justice, se fortifiera en eux, notre action sur eux sera alors seulement effective.

Il faut que tous nos agents, à quelque degré de la

Indochine qui réunissent les conditions stipulées par les décrets qui règlent le fonctionnement de cette école, sont nommés élèves administrateurs. Cinq places leur sont réservées chaque année.

Les élèves administrateurs sont placés en sous-ordre et ne peuvent en aucune circonstance exercer, même temporairement, des fonctions d'administrateur.

Les élèves administrateurs subissent, dans le mois qui suit l'expiration de leur première année de séjour effectif en Indochine, un examen de connaissance pratique de l'une des langues annamite, cambodgienne ou laotienne.

Ceux qui ont satisfait à cet examen sont immédiatement inscrits dans l'ordre de leur nomination comme élèves administrateurs, sur la liste d'admissibilité aux fonctions d'administrateur de cinquième classe et nommés à cet emploi au fur et à mesure des vacances revenant aux élèves administrateurs.

Ceux qui n'ont pas satisfait à cet examen sont autorisés à faire un nouveau stage d'un an. En cas de second échec, ils sont licenciés. Ils ont droit à l'indemnité de licenciement.

Les emplois d'administrateurs de cinquième classe sont attribués, pour un tiers, aux élèves administrateurs reconnus admissibles aux fonctions d'administrateur et pour deux tiers aux commis de première classe des Services Civils qui ont accompli deux années de service effectif dans leur classe, et ont satisfait à l'examen de connaissance pratique de l'une des langues annamite, cambodgienne ou laotienne.

hiérarchie administrative qu'ils appartiennent, se montrent justes et bons envers l'Annamite. Il importe qu'ils cessent absolument d'user envers lui de cette sorte de familiarité blessante que l'on ne se permet plus aujourd'hui, en France, à l'égard des domestiques. Il faut qu'ils le traitent avec politesse et urbanité, qu'ils lui témoignent les égards dus à tout contribuable qui s'acquitte régulièrement de ses obligations envers le Trésor ; il faut marquer, par un accueil courtois et empressé, que l'on prend au sérieux ses intérêts et que ses demandes sont examinées avec bienveillance. Il appartient au chef de l'administration française d'imposer à leurs subordonnés cette correction de manières absolument indispensable (1).

La politique de collaboration ne se conçoit pas sans la participation plus ou moins large des indigènes dans la direction des affaires et la gestion des intérêts de leur pays.

Sous le gouvernement annamite, le peuple n'avait aucun rôle, ni dans la confection des lois, ni dans la direction des affaires du royaume. Une bonne partie des affaires se réglait dans l'intérieur de la commune en dehors de toute intervention du souverain. Le nombre des lois était d'ailleurs restreint en raison du peu d'extension des rapports économiques. Les

1. Messimy, *op. cit.*

liens spirituels qui existent entre le Souverain et le peuple tenaient lieu de constitution, mais en substituant notre pouvoir à celui du Souverain, nous ne pouvions prétendre conserver ces liens à notre profit.

C'est ainsi que s'est posée la question de savoir si nous devons faire participer les indigènes à la direction des affaires du pays. Puisque nous avons accru les rapports sociaux et les besoins du peuple annamite, n'est-il pas juste que nous l'associons à la défense de ses intérêts ?

Tel était l'avis de Paul Bert qui créa, au Tonkin, (arrêté du 30 avril 1886) une Commission consultative centrale composée de 40 notables élus par les chefs et sous-chefs de canton et des Commissions consultatives provinciales. La Commission consultative ne fut plus réunie après la mort de Paul Bert.

Par un arrêté en date du 4 mai 1907, M. Beau créa une Chambre consultative indigène de l'Annam-Tonkin, composée : 1° De mandarins, notables et représentants élus des contribuables annamites, petits propriétaires fonciers ; 2° des représentants élus par les commerçants patentés ; 3° de délégués des provinces de la haute région peuplées de race autre que la race annamite. Cette Chambre était simplement consultative et sans initiative, un questionnaire était envoyé aux conseillers assez à temps pour qu'ils pussent en saisir leurs électeurs.

La Chambre consultative, spécialement créée pour

donner son avis sur les problèmes d'ordre fiscal, administratif et économique, intéressant les indigènes, eut à étudier les questions suivantes : amélioration du régime de l'impôt foncier, organisation des budgets communaux, développement des écoles professionnelles et des œuvres de mutualité, colonisation du moyen Tonkin, destruction des fauves et reboisement.

On remarque que les membres de la Chambre consultative étaient fort jaloux de la liberté qu'ils avaient de discuter en dehors de la présence des fonctionnaires français. Toutefois, la Chambre dépassa ses pouvoirs en discutant la question du monopole de l'alcool, question qui ne lui avait pas été soumise. L'ardeur réformatrice des conseillers fit craindre qu'on ne fût allé peut-être un peu vite en besogne en dotant l'Annam-Tonkin de cette institution nouvelle.

Aussi, dès son arrivée en Indochine, M. Klobukowsky a-t-il jugé préférable de remplacer le « Parlement indigène » par une Commission analogue à celle qu'avait instituée Paul Bert en 1886, et qui, en réservant une part moins considérable aux éléments élus au profit de membres nommés par l'Administration, tempère ce qu'avait d'un peu excessif l'institution du précédent Gouverneur général.

Par arrêté du 2 octobre 1908, M. Klobukowsky créa donc la commission consultative indigène qui est

composée pour moitié de notables annamites élus par les chefs et sous-chefs de canton, pour un quart de patentés annamites élus par les commerçants patentés de toutes classes, pour le dernier quart de fonctionnaires indigènes désignés par le Gouverneur général. L'assemblée se tient de droit sous la présidence du plus âgé de ses membres. Cette disposition a été jugée nécessaire en raison des discussions auxquelles l'élection du président avait donné lieu dans la précédente Chambre consultative; elle fut d'ailleurs bien accueillie, les vieillards étant tout particulièrement respectés dans la société annamite. La Commission consultative s'est réunie pour la première fois à Hanoï le 8 décembre 1908; huit questions lui furent posées au cours de l'année 1909, elles concernaient : la ferme des tabacs, la ferme des marchés, le cadastre, l'institution des budgets communaux, la réforme de l'impôt personnel, la surveillance des villages, le régime des alcools et du sel. Par les avis qu'ils ont donnés, les délégués du peuple annamite ont montré que leur compétence était entièrement à la hauteur de l'autorité qui leur avait été conférée.

Le développement de l'esprit public chez les Annamites a permis de les associer à l'œuvre de nos administrateurs. Dans ce but, M. Doumer crut bon de rétablir au Tonkin les Commissions consultatives de notables indigènes, qui furent instituées par l'arrêté du 31 mars 1898 dans chaque Résidence, pour donner

leur avis sur l'établissement du budget provincial. Les Conseils de notables étaient composés exclusivement de membres indigènes désignés par le Résident lui-même, et non pas élus par les habitants. Les notables ainsi recrutés, et délibérant sous la présidence du chef de province manquaient parfois de netteté dans leurs opinions et se montraient désireux à l'excès de ne point aller à l'encontre des idées personnelles de l'administrateur qui les avait choisis (1)

M. Beau modifia cet état de choses par l'arrêté du 1^{er} mai 1907. Les membres des Commissions consultatives sont nommés à l'élection pour une période de trois ans. Le collège électoral est composé par les chefs et sous-chefs de canton, chefs et maires de village en fonctions ainsi que par les anciens chefs et sous-chefs de canton titulaires.

Le Résident de la province accompagné des mandarins provinciaux, ouvre la session pour exposer

1. En général, les conseillers annamites, habitués à la soumission, osent rarement dire ce qu'ils pensent. La plupart du temps ils se préoccupent surtout d'exprimer ce qui peut être conforme aux désirs de leurs supérieurs ou de ceux qu'ils considèrent comme tels. Dans ces conditions, le peuple annamite se trouve avoir des représentants dont la présence n'est qu'un leurre.

Ou bien, ce qui est pis, les conseillers indigènes sont dans la main de l'administrateur, ils en veulent obtenir les faveurs et votent comme on leur dit de le faire. On cite le cas d'un-conseiller colonial annamite qui donna sa voix pour le maintien de l'indigénat et qui peu de temps après fut promu à une haute fonction administrative.

aux membres de la commission les questions soumises à leur examen et se retire ensuite pour les laisser délibérer. Des Commissions interprovinciales peuvent être réunies sur la convocation du Résident supérieur à l'effet d'étudier les questions d'intérêt commun.

Ces Commissions consultatives de notables indigènes constituent, avec la Chambre consultative indigène créée par M. Klobukowsky, les seules institutions représentatives annamites au Tonkin (1).

En ce qui concerne la Cochinchine, on a donné aux indigènes des représentants dans le Conseil colonial, dans le Conseil privé, dans le Conseil municipal de Saïgon et dans les Conseils d'arrondissement.

Le Conseil colonial est composé de 10 membres français et de 6 membres indigènes. Au Conseil privé, l'élément indigène se trouve également représenté depuis le décret du 4 septembre 1905, qui adjoint deux membres indigènes à cette assemblée. Quand le Conseil privé se transforme en Conseil du Contentieux administratif par l'adjonction de 2 magistrats, il comprend les seuls membres français ; on aurait pu y faire figurer les conseillers annamites, mais on objecte qu'il leur manque l'instruction et l'éducation

1. L'élément indigène figurait dans le conseil de protectorat du Tonkin, tel qu'il était organisé par le décret du 8 août 1898.

juridiques suffisantes pour juger les affaires contentieuses qui soulèvent fréquemment des questions délicates et où des intérêts considérables sont parfois en jeu.

Le conseil municipal de Saïgon comprenait, d'après la décret du 8 janvier 1877, 11 membres français d'origine ou naturalisés, nommés à l'élection, 2 indigènes et 2 étrangers désignés par arrêté du Gouverneur. Le décret du 29 avril 1881 a supprimé cette représentation des étrangers contraire aux principes de notre droit, et porte à 4 le nombre des membres indigènes en décidant qu'ils seraient élus par leurs compatriotes.

Un arrêté local du 12 mai 1882 avait créé en Cochinchine des Conseils d'arrondissement. Cette innovation qui donna de bons résultats fut consacrée d'une manière définitive par un décret du 5 mars 1889. Dans chaque arrondissement (aujourd'hui province) de la Cochinchine, un Conseil, présidé par l'administrateur et composé d'indigènes élus à raison de 1 par canton en principe (s'il y a moins de 10 cantons, les cantons de la province les plus peuplés nomment 2 ou 3 Conseillers), se réunit deux fois par an en session ordinaire et donne son avis sur toutes les mesures touchant aux intérêts particuliers de l'arrondissement. Les Conseils d'arrondissement de Cochinchine ont un rôle beaucoup plus important que celui de nos Conseils d'arrondissement métropolitains,

parce que, contrairement à ce qui a lieu en France, l'arrondissement en Cochinchine est une personne morale dotée d'un budget propre.

Ajoutons encore, pour en finir avec la représentation indigène, que le peuple annamite a également des représentants dans le Conseil supérieur de l'Indochine. Le Conseil supérieur de l'Indochine créé en 1887 a été réorganisé par décret du 3 juillet 1897, qui a fait entrer dans ce Conseil des représentants des intérêts de la population et par le décret du 8 avril 1898 qui a institué une Commission permanente.

Des décrets postérieurs (1) ont introduit dans son sein de nouveaux chefs de service et ont fait en même temps une place plus large aux représentants du peuple annamite. Quatre notables indigènes font actuellement partie du Conseil supérieur de l'Indochine.

La politique de collaboration doit nécessairement amener l'extension de la représentation indigène. Il importe que nous donnions aux Annamites une part de plus en plus grande dans la direction des affaires de la gestion des intérêts de leur pays, il faut leur apprendre à discuter en commun et les mettre au courant de nos procédés d'administration et du but que nous poursuivons.

Décret du 8 août 1898, article premier; 14 avril 1899; 12 novembre 1905; 19 janvier 1906; 29 novembre 1906.

A notre avis, et ce sera là la conclusion de notre étude, la politique de collaboration ne suffit pas ; il faut que nous laissions entrevoir aux Annamites la possibilité, pour eux, de conquérir un jour leur indépendance ; il faut qu'ils sachent qu'en devenant nos collaborateurs, c'est la voie de l'indépendance de leur pays qu'ils préparent.

« Vivre libre sous l'égide fraternelle d'un grand empire vainqueur d'armées européennes » (on devine qu'il s'agit du Japon), « devenir un peuple indépendant sans différence avec le Siam », tel est le rêve de la plupart des Annamites.

Un des plus hauts personnages indigènes après l'Empereur d'Annam, Son Excellence Hoang-Cao-Khai, ancien Régent de l'Empire, ancien Kinh-luoc du Tonkin et membre du Conseil supérieur de l'Indochine, vient de faire paraître un ouvrage très intéressant intitulé *L'Annam* et excellemment traduit par le capitaine Jules Roux de l'artillerie coloniale.

Hoang-Cao-Khai reconnaît que la France a fait quelque chose pour le peuple annamite, et après avoir énuméré les bienfaits dont ses compatriotes nous sont redevables, l'ancien Kinh-luoc écrit : « Ce sont là toutes choses profitables sur lesquelles je pense que chacun est complètement fixé, sans qu'il me soit utile d'y insister. »

» Et pourtant, malgré tout cela, jusqu'à ce jour,

par son administration, la France n'a pas encore pu satisfaire tous les cœurs. Aussi, considère-t-on chez nous que trois causes font obstacle à la bonne marche des choses dans notre pays :

» La première est relative au poids des impôts ; la deuxième est imputable à l'insuffisance des garanties qui ont présidé au choix de certains fonctionnaires, dont plusieurs ne sont pas dignes de la nomination dont ils ont été l'objet.

» La troisième relève de l'insuffisance des efforts du gouvernement qui ne s'appliquerait pas de toutes ses forces à développer l'instruction. »

Puis, abordant la question de l'indépendance qu'il sait être chère à tous ses compatriotes, Hoang-Coa-Khai, s'exprime ainsi : « Pour atteindre l'indépendance, il faut nous instruire, et pour nous instruire il faut le faire en prenant la France pour éducatrice. Un jour viendra où la France nous remettra le pouvoir de nous administrer en toute indépendance, tandis que c'est sur elle que nous nous appuierons pour nous représenter au dehors. »

L'ancien Kinh-luoc demande, en somme, que par l'éducation, une préparation graduée couvrant un nombre raisonnable d'années, l'Annam arrive à son autonomie intérieure tout en restant liée à la France par ses relations avec l'extérieur.

Nous partageons tout à fait la façon de penser de

Hoang-Cao-Khai et nous estimons, avec M. Brieux (1), qu'un acte politique d'une suprême habileté serait de dire aux Annamites : « Nous sommes non pas vos maîtres, mais vos tuteurs. Lorsque vous serez assez grands, moralement, pour vous passer de notre appui, assez forts pour ne pas être une proie, assez riches pour faire bonne figure dans le monde, nous vous rendrons à vous-mêmes, nous cesserons de vous tenir par la main et comme un fils que son père juge suffisamment armé pour les luttes de la vie, nous vous laisserons vous gouverner vous-mêmes, nous vous laisserons aller seuls sur le chemin que nous vous aurons désigné, et nous vous suivrons des yeux, paternellement, fraternellement avec le désir d'être fiers de vous.

» C'est par conséquent vous qui fixerez la date de votre délivrance. Votre liberté est là. A vous de la conquérir. Voici des écoles. Voici de la science. Voici de la morale. Ce sont des armes nécessaires aujourd'hui. Prenez-les. Nous sommes venus vous les apporter et vous apprendre à vous en servir. Plus de désirs prématurés d'indépendance. Si aujourd'hui vous échappiez à notre tutelle, vous seriez une proie toute désignée pour d'autres maîtres moins généreux. Ayez confiance en nous et travaillez. Ce sera pour nous un jour glorieux, celui où nous pourrons cesser

1. Brieux, *Simple notes d'un touriste*.

de vous traiter comme des enfants et vous considérer comme des frères cadets. »

Tel est le langage que M. Klobukowsky devrait, au nom de la France, tenir au peuple annamite. Il ne faut pas perdre de vue que la transformation profonde des idées des Orientaux, dans ces dernières années, nous impose des obligations nouvelles.

Aux yeux des indigènes, notre domination se manifeste surtout par l'existence de bureaux, de gendarmeries, de résidences très confortables, de palais somptueux et divers. Souvent pressurés et toujours corvéables, ils comparent leur condition matérielle à la nôtre et à celle de leurs mandarins. La conclusion qu'ils en tirent n'est évidemment pas à notre avantage. Écoutons plutôt ces trois strophes extraites d'une poésie satirique fort répandue parmi le peuple d'Annam.

« Nous avons des maisons de bambou et de paille, que le moindre vent renverse.

» Les mandarins habitent des pagodes couvertes de tuiles, construites en bois précieux, capables de résister aux plus violents typhons.

» Les Français, oh ! les Français, ont pour logis de superbes palais, où il fait chaud l'hiver et frais l'été.

* * *

» Nos femmes qui travaillent toute la journée ont les mains dures, le corps déformé et les vêtements souillés.

» Les mandarins ont les plus jolies filles du pays, toujours soignées, couvertes de riches vêtements.

» Les Français, oh ! les Français, avec leur argent, ont toutes les filles qu'ils désirent ; filles de mandarins ou filles du peuple, toutes se laissent débaucher par eux...

» Nous ne marchons jamais qu'à pied, et souvent nous portons les mandarins dans leurs palanquins.

» Les mandarins ne se contentent plus du palanquin des ancêtres, ils ont des pousse-pousse, des bateaux et même des voitures à chevaux...

» Les Français, oh ! les Français, ont des moyens de se transporter que nous ne connaissons pas ; ils voyagent avec rapidité dans des bateaux menés par le feu et dans des voitures grandes comme des maisons. »

Nous pourrions vaincre aisément ce mécontentement du peuple annamite, en lui prouvant que la direction de la France lui est directement profitable, en lui faisant voir, sentir et comprendre les avantages

matériels et économiques qu'il tire de nous, en flattant ses désirs d'indépendance.

Il faut bien nous habituer à cette idée que quoi que nous fassions, l'Indochine nous échappera dans un avenir plus ou moins proche.

Si nous ne rendons pas l'Indochine aux Annamites, le Japon nous la prendra quand bon lui semblera et ce ne sera qu'un jeu pour lui ; à défaut du Japon, ce sera la Chine, la Chine qui se modernise, se militarise, et qui un jour, quand elle se sentira assez forte, révendiquera les armes à la main ses droits de suzeraineté sur l'Annam. Puisse cette éventualité ne pas réserver une terrible surprise à la France et à nos compatriotes d'Indochine !

Si nous venions malheureusement à perdre l'Indochine dans ces conditions, il ne nous resterait rien de notre conquête et c'est en pure perte que nous aurions dépensé des millions dans ce pays et sacrifié la vie de tant de soldats et d'administrateurs !

Si au contraire nous rendons l'Indochine aux Annamites dès qu'ils seront en mesure de se gouverner, nous n'aurons pas pour cela abandonné tout à fait notre conquête.

Nous continuerons, en effet, à les diriger de nos conseils, à présider à leurs relations extérieures et à les défendre au besoin. Les rapports commerciaux que nous entretiendrons avec eux nous dédommageront, dans une certaine mesure, du sacrifice

énorme que nous nous serons imposé en leur accordant l'indépendance.

Mais ce qui par dessus tout sera précieux à la France, fidèle à ces traditions généreuses, c'est qu'elle aura mérité l'estime et la reconnaissance du peuple annamite.

Approuvé la thèse ci-dessus.

Le Président

PAUL LESEUR

Vu : Le Doyen

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

ANNEXES

Rapport au Gouverneur général suivi d'un arrêté instituant un conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène en Indochine.

Rapport au Gouverneur général

Hanoï, le 8 mars 1909.

Le décret en date du 14 novembre 1905, portant organisation d'une direction générale de l'Instruction publique en Indochine, dispose, en son article 3, que « l'organisation et le fonctionnement de ce service sont déterminés par arrêté du Gouverneur général ».

Au moment où la réforme de l'enseignement apparaît comme indispensable, il convient d'entourer les décisions de l'autorité locale des garanties les plus sérieuses, et de faire appel, dans ce but, à la compétence des personnalités françaises ou asiatiques, qui, par leur expérience des mœurs et de la mentalité des indigènes, par leur connaissance de l'histoire, de la philosophie et des langues d'Extrême-Orient, ou par leurs études comparées sur les méthodes pédagogiques des pays voisins, sont qualifiées pour exprimer une opinion autorisée.

C'est pour grouper ces concours et en tirer tout le parti possible, qu'a été formé le projet de création d'un Conseil de perfectionnement de l'Enseignement indigène, qui sera, en quelque sorte, le conseil du Gouverneur général, en la matière, et l'initiateur des mesures à prendre.

La composition de cette assemblée, ses attributions et les conditions de son fonctionnement sont déterminées par le texte ci-joint que je propose à M. le Gouverneur général de vouloir bien approuver, en Commission permanente du Conseil supérieur de la Colonie.

Le Secrétaire général,

BRONI

Le Gouverneur général de l'Indochine, commandeur de la Légion d'honneur,

Vu le décret du 27 avril 1891 ;

Vu le décret du 14 novembre 1905, instituant une Direction générale de l'Instruction publique en Indochine ;

Vu le décret du 26 février 1901, organisant l'École française d'Extrême-Orient ;

Vu le décret du 3 juillet 1897, portant règlement sur les indemnités de route et de séjour, les concessions de passage et les frais de voyage à l'étranger des officiers, fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et locaux, complété par le décret du 6 juillet 1904 ;

Vu l'arrêté du 22 février 1902, sur les indemnités de route et de séjour, et les passages du personnel indigène en Indochine ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Directeur général de l'Instruction publique de l'Indochine :

La Commission permanente du Conseil supérieur de l'Indochine entendue.

ARRÊTE :

Article premier. — Il est institué en Indochine un Conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène.

La Composition de ce Conseil est fixée comme suit :

1^o Un président, deux vice-présidents, un secrétaire-archiviste désignés par le Gouverneur général ;

2^o Des membres français et asiatiques au nombre de 25 au maximum, choisis par le Gouverneur général parmi les personnalités de la colonie connaissant le mieux les langues et les méthodes d'enseignement des divers pays de l'Indochine sur des listes de proposition présentées par le lieutenant-gouverneur, les résidents supérieurs, le directeur général de l'Instruction publique et le directeur de l'École française d'Extrême-Orient.

Art. 2. — Ce Conseil est chargé :

1^o D'étudier les questions relatives à la création ou à la réorganisation de l'enseignement indigène, notamment :

a) La reconstitution des écoles de caractères chinois en Cochinchine,

b) La refonte progressive des programmes des concours triennaux en Annam et au Tonkin, en vue de les compléter par la justification de la connaissance sommaire de la langue française et des sciences ;

c) L'amélioration de l'enseignement donné dans les pagodes, au Cambodge et au Laôs;

d) Les conditions de la création et du fonctionnement d'une université comportant des cours d'enseignement supérieur, l'usage des indigènes et des Asiatiques;

2° D'examiner les textes des manuels d'enseignement, livres de lecture, lexiques ou dictionnaires des principales langues du pays publiés par l'Administration ou sous son patronage;

3° D'arrêter le plan et de surveiller la publication d'un bulletin périodique destiné aux professeurs et lettrés indigènes;

4° De rechercher, parmi les ouvrages indigènes de littérature, de philosophie ou d'histoire, anciens et modernes, ceux qu'il y a intérêt à conserver et à rééditer.

Art. 3. — Le Conseil se réunit en assemblée plénière, au moins une fois par an, au chef-lieu de l'un des pays de l'Indochine et à l'époque qui seront fixés par le gouverneur général.

Art. 4. — Le Conseil désigne dans son sein un certain nombre de membres qui forment le « Comité permanent de l'enseignement indigène » chargé, dans l'intervalle des sessions, de suivre l'exécution des mesures prises sur la proposition du conseil, et d'étudier les questions présentant un caractère d'urgence qui lui sont soumises par le Gouverneur général.

Art. 5. — Des membres temporaires, ayant voix consultative, peuvent être adjoins par le Gouverneur général, sur la

proposition du Président, au Conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène ou au Comité permanent de ce Conseil, pour la durée d'une session plénière ou pour une ou plusieurs séances.

Les chefs des divers services ou administrations de la colonie ou leurs délégués peuvent être également entendus, à titre consultatif, par le Conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène ou par le Comité permanent de ce conseil.

Art. 6. — Les séances du Conseil et celles du Comité permanent ne sont pas publiques.

Art. 7. — L'ordre du jour des sessions est soumis, par le Président, à l'approbation du Gouverneur général. Il est adressé, ensuite, par ses soins, à tous les membres du Conseil en même temps que la convocation.

Art. 8. — Les procès-verbaux des séances du Conseil et du Comité permanent, établis par le secrétaire-archiviste, sont lus en séance et signés par le président et le secrétaire, après approbation de l'assemblée. Ils contiennent les rapports, les noms des membres qui ont pris part aux discussions et l'analyse de leurs opinions.

Une ampliation des procès-verbaux, certifiée par le secrétaire-archiviste, est adressée au Gouverneur général.

Art. 9. — Les membres non fonctionnaires du Conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène, européens ou asiatiques, se rendant pour une session de cette assemblée, dans une localité autre que celle où ils ont leur domicile, ont

droit à des indemnités de route et de séjour et à la gratuité du transport.

Ils sont classés uniformément à ce point de vue à la première catégorie **B** du tableau annexé au décret du 6 juillet 1904.

Les dépenses auxquelles donnent lieu ces déplacements sont imputables, pour les fonctionnaires, au budget qui supporte leur solde, et pour les non-fonctionnaires au budget local du pays auquel ils appartiennent.

Art. 10. — Le secrétaire général de l'Indochine, le chef des administrations locales, le directeur général de l'instruction publique et le directeur de l'École française d'Extrême-Orient sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hanoï, le 8 mars 1906.

Par le Gouverneur général,
BEAU

Le Secrétaire général de l'Indochine,
BRON

Le Directeur général de l'Instruction publique
HENRI GOURDON

*Ordonnance royale sur la réforme de l'enseignement
indigène (approuvée le 14 septembre 1906)*

(Du 31 mai 1906.)

ORDONNANCE :

Le 9 du quatrième mois intercalaire de la dix-huitième année de Thanh-Thai (31 mai 1906).

Nous, membres du conseil secret, avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté le présent rapport.

Dans le courant du deuxième mois de cette année (fin février 1906), nous avons souscrit respectueusement à ce passage de vos instructions : M. le Gouverneur général avait fait part à Votre Majesté de son désir de réorganiser l'enseignement en Annam, en Cochinchine, au Tonkin et au Cambodge. Dans ce but, M. le Gouverneur général se proposait d'instituer un Conseil supérieur dont les membres seraient choisis parmi les fonctionnaires. Ce Conseil se réunirait cette année au Tonkin en vue de délibérer sur les modes d'enseignement qu'il conviendrait d'adopter, sur la réforme à donner aux concours, et sur les modifications susceptibles d'être introduites dans le choix et la composition des livres classiques. Votre Majesté nous a prescrit de nous conformer respectueusement à ces vues qui avaient Son approbation.

Dans la séance du Conseil secret, en date du 29 du mois dernier (22 mai 1906.), M. le Résident supérieur nous a informés que le programme des réformes scolaires votées dans la session tenue au Tonkin venait de lui être adressé par le Gouverneur général, et qu'il allait nous transmettre ce document pour être examiné, faire aussitôt l'objet d'un rapport au trône, et, selon la décision de Votre Majesté, en promulguer ordonnance.

Nous avons reçu hier de la Résidence supérieure, pour examen et suite conforme, le texte des propositions émises par le Conseil de perfectionnement de l'Enseignement indigène.

Nous estimons qu'une ère nouvelle s'ouvre aujourd'hui, le champ des connaissances devient chaque jour plus vaste, la réforme de l'enseignement et des concours, la répartition des écoles en différents degrés, et la revision des ouvrages classiques constituent des mesures de réelle urgence. Nous avons constaté que le texte des réformes proposées est, dans ces divers chapitres, tout à fait en harmonie avec ce qu'il convient de réaliser à l'heure actuelle. Nous sommes d'avis d'en autoriser la mise en application. Toutefois, comme le plan de réformes n'a été discuté que dans une première délibération, si quelque disposition ne répondait pas entièrement au but qu'elle se propose, elle serait étudiée à nouveau dans la prochaine session, et appropriée dans tel sens qu'il serait jugé utile.

Pour ces motifs, nous nous permettons de soumettre à Votre Majesté le présent rapport, auquel est annexé un exemplaire dudit cahier de propositions transcrit avec soin.

Nous attendrons la décision de Votre Majesté, décision dont nous ferons expédier en tous lieux ampliation, afin que chacun s'y conforme.

Sa Majesté a approuvé par un point rouge portant ordonnance.

*Propositions du Conseil de perfectionnement
de l'enseignement indigène*

1^o Il y aura trois degrés dans l'enseignement indigène :

L'enseignement du premier degré portera en annamite le nom de Au hoc ; l'enseignement du second degré, le nom de

Tiêu hoc, et l'enseignement du troisième degré, le nom de Trung hoc ;

2° L'enseignement public sera assuré, au premier degré, par les communes ; au second et au troisième degré, par l'État ;

3° L'enseignement privé sera libre.

Les élèves des écoles privées auront, au même titre que les élèves des écoles publiques, accès aux examens et concours officiels et aux avantages qu'ils confèrent.

I. — *Enseignement du premier degré (Au hoc).* — 1° Les communes devront fournir aux enfants mâles le moyen de recevoir l'enseignement du premier degré ;

2° Les communes dont le nombre des enfants mâles de six à douze ans atteindra 60, seront tenues d'ouvrir une école et d'entretenir au moins un maître d'école pour 60 enfants ;

3° Les autorités communales seront libres d'adopter, pour subvenir aux frais de ces écoles, la combinaison financière qui aura leurs préférences ;

4° Les villages qui ne rempliraient pas les conditions de population requises ou qui seraient reconnus par l'administration comme trop pauvres pour avoir une école spéciale, auront la faculté de se grouper en vue d'entretenir une école commune ;

5° Dans le cas où les communes ne se soumettraient pas d'elles-mêmes à ces prescriptions, il appartiendra à l'Administration de les y contraindre ou d'y pourvoir par les moyens qu'elle jugera les plus convenables ;

6° L'accès des écoles publiques du premier degré ne pourra,

dans les villages où il n'existera pas d'écoles spéciales de filles, être refusé aux fillettes en âge scolaire ;

7° Les maîtres d'école seront choisis par les autorités communales et agréés par l'Administration. A cet effet, les autorités communales devront présenter à leur tri-huyên une déclaration donnant, sur l'instituteur qu'elles auront choisi, toutes les indications nécessaires : nom, âge, grade littéraire, lieu d'origine, montant et nature de l'allocation accordée, et acceptation de l'intéressé. Cette déclaration accompagnée d'un certificat d'identité et de moralité, sera transmise au chef de province qui statuera ;

8° Le contrôle des écoles du premier degré sera exercé obligatoirement par les inspections des giao-thu et huân-dao, et occasionnellement par les visites inopinées des dôc-hoc, des tri-phu, tri-huyên et autres autorités provinciales, et des fonctionnaires ou agents du service de l'Instruction publique ;

9° Les maîtres d'école agréés par l'Administration seront exemptés, tant qu'ils exerceront leurs fonctions et que cet agrément ne leur aura pas été retiré, de l'impôt représentatif des corvées.

Ceux qui se seront distingués par leur zèle et leur dévouement et par les résultats obtenus, pourront être pourvus de grades dans le mandarinat.

Les maîtres des écoles privées, qui accepteront les programmes et le contrôle de l'État, n'auront droit de ce chef à aucune exemption d'impôts, mais ils pourront être pourvus de grades dans le mandarinat ;

10° Il sera créé, au chef-lieu de chaque province, une école modèle du premier degré, à l'entretien de laquelle le budget provincial participera dans la mesure où les charges normalement imposées au budget de la commune seront dépassées ;

11° L'enseignement du premier degré comprendra deux parties : une partie chinoise et une partie annamite.

Les élèves des écoles publiques auront la faculté, si les parents le désirent, de n'y recevoir que l'un de ces deux enseignements ;

12° La partie chinoise du programme consistera dans l'enseignement des caractères les plus usuels, des principes et des maximes de la morale traditionnelle et des termes les plus nécessaires de la nomenclature historique, géographique et administrative de l'Annam.

Cet enseignement sera donné d'après un manuel en chinois spécialement rédigé à cet effet, et approuvé par le Conseil. Les caractères y seront disposés, autant que possible, dans l'ordre de leur difficulté. Les leçons de morale y seront données autant que possible dans les termes mêmes des classiques chinois, mais en éliminant les caractères rares et les développements superflus. Des exemples empruntés à l'histoire moderne seront ajoutés à ceux qui sont consacrés par la tradition.

A ce moment sera joint un lexique de tous les caractères qu'il contient avec leur transcription en lettres latines et leur explication en annamite ;

13° La partie annamite du programme consistera dans

l'enseignement de la transcription de la langue annamite en lettres latines et des connaissances les plus indispensables.

Cet enseignement sera donné d'après un manuel annamite spécialement rédigé à cet effet, et approuvé par le Conseil. Ce manuel qui servira de livre de lecture, aura pour objet d'impairtir aux enfants les notions les plus indispensables sur l'Indochine, sur l'administration, sur les coutumes et les règles de la politesse, sur l'arithmétique, sur l'explication des phénomènes naturels, sur l'hygiène, etc...;

14. Il sera rédigé également une traduction en annamite du manuel de morale en chinois, à l'usage des enfants qui ne désirent pas obtenir le certificat d'études du premier degré, ni recevoir une culture chinoise ;

15. La connaissance des matières inscrites à ce double programme sera constatée par un examen de fin d'études du premier degré qui sera subi en présence d'un fonctionnaire de l'enseignement officiel. Ce examen portera le nom de tuyên-sinh. Aucune attestation de scolarité ne sera exigée des candidats ;

16. A partir du premier mois qui suivra la promulgation de l'arrêté sur l'enseignement indigène, aucun maître d'école nouveau ne pourra être agréé par l'Administration, s'il ne justifie de la connaissance du quôc ngu'.

A partir du septième mois qui suivra la publication du manuel annamite mentionné plus haut, aucun ne pourra être agréé, s'il ne justifie des connaissances nécessaires pour l'enseignement de ce manuel ;

17. Des cours de quôc ngu' seront organisés au chef-lieu

ou dans les centres importants de chaque province à l'usage des maîtres d'école de village actuellement en fonctions. Ces cours seront professés par des personnes ayant une connaissance suffisante de cette écriture et désignées par l'administration.

Les maîtres des écoles privées seront, sur leur demande, admis à suivre ces cours.

II. — *Enseignement du second degré* (tiêu học). —

1. L'enseignement du second degré sera donné obligatoirement dans les écoles officielles instituées aux sous-préfectures (huyen) et préfectures (phu) de chaque province (écoles de huân-dao et de giao-thu) ;

2. Une école modèle du second degré sera créée au chef-lieu de chaque province et entretenue aux frais du budget provincial.

L'enseignement de l'annamite et, s'il y a lieu, du français, sera donné par les maîtres de l'école franco-annamite locale ;

3. Le programme de l'enseignement du second degré comprendra obligatoirement deux parties : une partie chinoise et une partie annamite.

De plus, on encouragera par tous les moyens, dans les centres où cet enseignement sera donné, la création de cours de français. Ces cours seront du reste facultatifs ;

4. La partie chinoise du programme comprendra :

L'enseignement de la morale et de la littérature classiques, l'enseignement de l'histoire de Chine et l'enseignement de l'histoire d'Annam.

L'enseignement de la morale et de la littérature classiques

aura pour base l'étude des « quatre livres » (tu' tho') sans que le Conseil entende limiter à ces textes la liberté du professeur.

L'enseignement de l'histoire de Chine sera donné au moyen d'un manuel en chinois, spécialement rédigé à cet effet et approuvé par le conseil. En attendant, on pourra se servir des histoires générales de Chine les plus répandues.

L'enseignement de l'histoire d'Annam sera donné au moyen d'un manuel en chinois, spécialement rédigé à cet effet et approuvé par le conseil. A ce manuel seront jointes des notions sur l'administration, la législation, le régime fiscal, etc., de l'Indochine ;

5. Les exercices chinois écrits consisteront en rédactions dont les sujets seront empruntés aux matières inscrites au programme et dont la composition et le style ne seront soumis à aucune règle formelle ;

Les exercices de versification chinoise et de phrases parallèles seront abolis ;

5. La partie annamite du programme comprendra : outre l'enseignement à la langue annamite, l'enseignement sommaire de l'histoire et de la géographie générales et l'enseignement élémentaire des sciences.

Cet enseignement sera donné au moyen des trois manuels en annamite spécialement rédigés à cet effet, et approuvés par le Conseil :

a) Un manuel d'histoire et de géographie des cinq parties du monde. Une place spéciale sera faite à la France et surtout à l'Indochine ; pour les pays de l'Extrême-Orient, les noms

géographiques seront toujours accompagnés de leurs expressions en caractères chinois ;

b) Un manuel d'éléments de sciences (notions de calcul, quatre opérations, mesure de surfaces, arpentage, poids, mesures et monnaies en usage en Indochine ; notions sur les principaux phénomènes naturels ; notions de culture ; notions d'hygiène).

c) Une grammaire élémentaire de la langue annamite.

7. Les exercices annamites écrits consisteront en dictées, rédaction d'un caractère littéraire, rédactions sur des sujets scientifiques empruntés aux matières inscrites au programme, problèmes simples, traduction du chinois en annamite et de l'annamite en chinois ;

8. Cet enseignement sera sanctionné par un examen de fin d'études qui aura la forme d'un concours provincial et portera le nom de khâo kh'oa. Ce concours aura lieu annuellement, au chef-lieu de province, en présence du dôc-hoc. Les lauréats recevront le titre de khoa-sinh ;

9. Ne pourront se présenter à ce concours que les candidats pourvus du certificat d'études du premier degré (tuyên) et âgés de vingt-sept ans au maximum.

Aucune attestation de scolarité ne sera exigée des candidats ;

10. Le programme de ce concours comprendra trois épreuves écrites obligatoires.

a) Une épreuve en chinois, consistant en une rédaction sur un ou plusieurs sujets de morale classique ou d'histoire de la Chine ou de l'Annam ;

b) Une épreuve en annamite consistant en une dictée ou un exercice de style et une rédaction sur un sujet d'histoire et de géographie ou de sciences ;

c) Une épreuve de traduction consistant en une version chinoise annamite et un thème annamite chinois ;

11. A chaque épreuve sera attribuée une note variant de 0 à 20. Le classement final sera déterminé d'après le nombre total des points obtenus ;

12. Les candidats seront admis, sur leur demande, à subir une épreuve supplémentaire de français consistant en une dictée, et la traduction en annamite d'un texte français facile.

Il sera attribué à cette épreuve une note variant de 0 à 20. Il sera tenu compte aux candidats, dans la computation finale, du nombre de points supérieurs à 10 qu'ils auront obtenus ;

13. Les khoa-sinh classés dans les meilleurs rangs seront exemptés, pendant trois années consécutives, de l'impôt représentatif des corvées. Ceux qui ne seraient pas en âge de profiter personnellement de cette exemption, pourront en transférer le bénéfice à une personne de leur famille agréée par les autorités communales.

Le nombre des exemptions à accorder sera déterminé, chaque année, par l'administration ;

14. A partir de la promulgation de l'arrêté sur l'enseignement indigène, aucun fonctionnaire nouveau de l'enseignement du second degré ne pourra être nommé, s'il ne justifie de la connaissance du quốc ngu'.

Un an après la publication des manuels, aucun fonctionnaire nouveau ne pourra être nommé dans cet enseignement, s'il ne justifie de la connaissance des matières contenues dans ses manuels ;

15. Des cours de quôc ngu' seront organisés dans le plus bref délai possible au chef-lieu de chaque province, à l'usage des huân-dao et giao-thu en fonctions. Ces cours seront professés par des personnes compétentes désignées par l'administration.

III. — *Enseignement du troisième degré (trung hoc).* —

1. L'enseignement du troisième degré sera donné obligatoirement dans les écoles officielles instituées au chef-lieu de chaque province (écoles de dôc-hoc) ;

2. L'enseignement chinois y sera donné autant que possible par le dôc-hoc, et l'enseignement annamite et français par les maîtres de l'école franco-annamite locale ;

3. Le programme de l'enseignement du troisième degré comprendra obligatoirement trois parties : une partie chinoise, une partie annamite et une partie française ;

4. La partie chinoise du programme comprendra : l'enseignement de la morale et de la littérature classiques, et l'enseignement de l'histoire et l'administration annamites.

L'enseignement de la morale et de la littérature classiques aura pour base l'étude des « cinq canons » (ngu-king) et des ouvrages chinois les plus réputés.

L'enseignement de l'histoire et de l'administration annamites sera fondé sur l'étude directe des annales et biographies et sur un résumé du « Règlement des six ministères »

(Luc bô hiên truong) rédigé spécialement à cet effet et approuvé par le Conseil;

5. Les exercices chinois écrits consisteront en dissertations sur les matières inscrites au programme, et en rédaction de pièces administratives telles que rapports adressés au roi, projets d'édits, etc. La composition et le style de ces exercices ne seront soumis à aucune règle formelle.

A partir de 1909, les exercices de versification chinoise seront abolis ;

6. La partie annamite du programme comprendra l'étude plus approfondie de l'histoire et de la géographie et des sciences.

Dans l'enseignement de l'histoire, une place importante sera faite à l'histoire diplomatique et constitutionnelle, et dans l'enseignement de la géographie, à la géographie économique.

L'enseignement scientifique portera sur les mathématiques (fractions, éléments de géométrie et d'algèbre), les sciences physiques (phénomènes principaux et lois générales de la pesanteur, de la chaleur, de l'optique, de l'acoustique, de l'électricité ; les principaux appareils ; les principaux corps chimiques ; applications industrielles) et les sciences naturelles (grandes divisions du règne animal, du règne végétal et du règne minéral ; organes et fonctions du corps humain, notions de médecine pratique).

Cet enseignement sera donné à l'aide de manuels rédigés spécialement à cet effet et approuvés par le conseil.

7. Les exercices annamites écrits consisteront en rédactions

d'un caractère littéraire, rédactions sur des sujets scientifiques empruntés aux matières inscrites au programme, problèmes, traductions du chinois en annamite et de l'annamite en chinois ;

8. La partie française du programme sera limitée à l'étude élémentaire de la langue, faite à l'aide de manuels qui seront ultérieurement désignés ;

9. Les exercices écrits français consisteront en dictées et traductions du chinois ou de l'annamite en français et du français en chinois ou en annamite ;

De plus, les élèves seront exercés à s'exprimer en français et à soutenir une conversation facile ;

10. Cet enseignement sera sanctionné par un examen de fin d'études qui aura la forme d'un concours provincial et portera le nom de hach.

Ce concours dont l'objet unique sera de déterminer, par une première élimination, les candidats admis à se présenter au prochain concours régional triennal qui aura lieu tous les trois ans, au chef-lieu de chaque province et en présence du d'oc-hoc, quelques mois avant le concours régional. Les lauréats recevront le titre de thi-sinh ;

11. Ne pourront se présenter à ce concours que les candidats pourvus depuis trois ans du certificat d'études du second degré (khao-khao) et âgés de trente ans au maximum ;

12. Aucune attestation de scolarité ne sera exigée des candidats. Par mesure transitoire, jusqu'à l'année 1909, les can-

didats âgés de cinquante ans au maximum pourront se présenter à ce concours ;

13. Le programme de ce concours comprendra trois épreuves obligatoires :

a) Une épreuve chinoise consistant en une rédaction sur un ou plusieurs sujets de morale et littérature classiques ou d'histoire et administration annamites ;

b) Une épreuve annamite consistant en une composition d'ordre littéraire, et une rédaction sur un sujet d'histoire et géographie ou de sciences ;

c) Une épreuve française consistant en une dictée et la traduction en annamite ou en chinois d'un texte français facile ;

14. A chaque épreuve sera attribuée une note variant de 0 à 20. Le classement final sera déterminé d'après le nombre total de points obtenus ;

15. Les thi-sinh classés dans les meilleurs rangs seront exemptés, pendant un an, de l'impôt représentatif des corvées.

Le nombre des thi-sinh et celui des exemptions à accorder seront déterminés avant chaque concours par l'administration ;

16. Les thi-sinh qui auront échoué au concours régional triennal (thi-hu'o'ng) ne pourront se présenter au concours régional suivant que s'ils subissent de nouveau et avec succès l'examen hach. Ils pourront du reste renouveler la tentative tant qu'ils rempliront les conditions d'âge voulues.

IV. — *Concours régionaux triennaux* (thi hu'o'ng). —

1. Les concours régionaux triennaux auront lieu aux mêmes dates, dans les mêmes villes et avec le même cérémonial que par le passé ;

2. Seront seuls admis à se présenter à ce concours les candidats qui auront subi avec succès l'examen hach immédiatement antérieur.

En raison de la fixation d'une limite d'âge, les candidats auront le droit de se présenter pendant la période de deuil ;

3. Les épreuves de ce concours seront au nombre de quatre :

a) Une épreuve en langue chinoise (van-s'ach) composée de cinq sujets différents, les uns d'ordre moral, littéraire ou philosophique, les autres portant sur l'histoire et la géographie de la Chine et de l'Annam ou sur l'administration et la législation indochinoises ;

La composition et le style de ces rédactions ne seront soumis à aucune règle formelle, les candidats devront faire preuve, avant tout, de réflexion, de connaissances précises et de simplicité et de naturel dans le maniement de la langue chinoise ;

b) Une épreuve en langue annamite (quôc ngu'), composée de trois sujets : une rédaction d'ordre littéraire, destinée à montrer que les candidats manient avec aisance et habileté leur propre langue, un sujet d'histoire et de géographie et un sujet scientifique ;

c) Une épreuve de français composée de deux sujets : une traduction en français d'un texte chinois et une traduction en annamite d'un texte français

d) Une épreuve récapitulative composée de trois sujets : une rédaction en chinois, une rédaction en annamite et une traduction en chinois d'un texte français ;

4. Chacune des trois premières épreuves sera éliminative ; seuls seront admis à subir la quotidienne épreuve les candidats non éliminés qui auront obtenu les notes « parfait » (u'u) et « bien » (binh) aux épreuves précédentes.

5° Les lauréats recevront, suivant le rang qu'ils auront obtenu, le titre de licenciés (cunhon) et de bacheliers (tu' tai). Le nombre maximum des cunhon et des tu' tai sera fixé avant chaque concours par l'administration.

Le titre de cunhon sera donné aux candidats qui, dans la quatrième épreuve, auront obtenu les meilleurs rangs, le titre de tu' tai aux suivants, si le chiffre fixé n'est pas atteint, aux candidats non éliminés à la troisième épreuve, qui auront obtenu les meilleures notes après les candidats admis à l'épreuve finale ;

6° Les cunhon et les tu' tai seront exemptés à vie de l'impôt représentatif des corvées ;

7° Nul ne pourra être admis dans les cadres de l'administration indigène s'il n'est cunhon ou tu' tai.

Toutefois, les autres avantages dont jouissent les am-sinh et les différentes catégories de privilégiés leur seront maintenus ;

8° Des membres français et annamites connaissant le quóc ngu' et le français, à la désignation des résidents supérieurs au Tonkin et en Annam, seront adjoints aux juges désignés par la Cour ;

9° Les réglementations et usages relatifs aux concours triennaux qui ne sont pas expressément visés par les dispositions précédentes seront maintenus ;

10° Aucun changement ne sera introduit dans les conditions et le programme des concours régionaux de 1906 autre que l'introduction au concours de Nam-Dinh, de l'épreuve spéciale du quôc ngu' et de français dans les conditions qui ont déjà été fixées par l'administration du Tonkin ;

11° Par mesure transitoire, la limite d'âge pour les concours régionaux de 1909 sera fixée à cinquante ans, et le programme de ces concours composé des quatre épreuves suivantes :

a) Une épreuve de dissertation chinoise (van s'ach) composée de cinq sujets ;

b) Une épreuve de poésie chinoise ;

c) Une épreuve de rédaction en quôc ngu', et au Tonkin seulement, de traduction au quôc ngu' d'un texte français.

d) Une épreuve récapitulative, dont l'un des sujets devra être traité en annamite (quôc ngu').

V. — *Concours pour le doctorat thi hôi et thi-dinh.* — Le concours pour le grade de docteur (pho'-bang) (tiên-si) sera modifié dans un sens conformé aux réformes introduites dans les concours régionaux, jusqu'au jour où le développement des études universitaires permettra de le transformer en un examen destiné à constater, de la part du candidat, des travaux vraiment originaux et personnels.

Hanoï, le 14 septembre 1906.

Approuvé :

Le gouverneur général par intérim.

BRONI.

*Arrêté réglementant la délivrance des grades
dans le mandarinat au Tonkin*

(Du 1^{er} juin 1904)

Le Gouverneur général de l'Indochine, officier de la Légion d'honneur :

Vu l'arrêté du 1^{er} avril 1892, spécifiant que le résident supérieur du Tonkin exerce, à l'égard de l'administration indigène, le contrôle prévu par l'article 7 du traité du 6 juin 1884;

Vu la circulaire du secrétaire général de l'Indochine en date du 10 septembre 1895, tendant à restreindre la multiplicité des demandes de grâce dans le mandarinat civil ou militaire;

Vu l'ordonnance royale du 26 juillet 1897, approuvée par arrêté du 13 août 1897, supprimant les fonctions de kinhuoc au Tonkin et décidant que ses attributions seraient dévolues au résident supérieur;

Vu l'arrêté du 2 juin 1897 exemptant de l'impôt personnel toute personne munie d'un brevet de mandarinat de neuvième degré et au-dessus, enregistré régulièrement tous les trois ans en Chancellerie.

Sur la proposition du résident supérieur au Tonkin.

ARRÊTE :

Article premier. — Les grades dans le mandarinat sont réservés aux fonctionnaires de l'administration indigène.

Art. 2. — Toutefois, par exception, il pourra être délivré

des grades dans le mandarinat, soit civil, soit militaire, à des agents indigènes du gouvernement général, du secrétariat général, des différentes administrations du protectorat du Tonkin ou des services généraux qui compteront au minimum vingt années de services, et justifieront de titres exceptionnels réservés à l'appréciation du Gouverneur général.

Art. 3. — Il n'est rien changé aux termes des ordonnances royales accordant, dans certaines circonstances, des grades de mandarinat aux Annamites qui se sont distingués par des actions d'éclat ou des œuvres méritoires présentant un caractère d'utilité publique.

Art. 4. — Pour les catégories de personnes visées aux articles 1, 2, et 3 ci-dessus, les brevets des premier, deuxième, troisième degrés sont accordés par le Gouverneur général, après avis du Résident supérieur.

Art. 5. — Un minimum de durée de deux ans dans la même classe est exigé pour passer à la classe immédiatement supérieure.

Aucune nomination ne peut être faite, sauf circonstances ou mérites exceptionnels, qu'à la classe la plus faible, c'est-à-dire à la deuxième classe du neuvième degré.

Aucun avancement ne pourra être fait qu'à la classe immédiatement supérieure.

En aucun cas, une ou plusieurs classes intermédiaires ne seront franchies.

Les grades littéraires sont réservés, dans les conditions indiquées ci-dessus, aux indigènes pourvus d'un diplôme universitaire.

Art. 6. — Les possesseurs de brevets qui n'appartiennent pas à l'administration indigène et ceux qui, en ayant fait partie, ont été licenciés par mesure disciplinaire ou révoqués sans annulation de leurs brevets, seront astreints tous les trois ans au paiement d'un droit fixe de 15 piastres, sous peine de retrait des brevets.

Art. 7. — En aucun cas, un brevet soit civil, soit militaire, accordé dans les conditions définies aux articles 2 et 3 n'ouvrira, pour le titulaire, des droits à remplir des fonctions dans l'Administration indigène.

Art. 8. — Le Résident supérieur au Tonkin est chargé de l'exécution du présent arrêté qui n'aura pas d'effet rétroactif, et entrera en vigueur à compter de la date de ce jour.

Hanoï, le 1^{er} juin 1904.

Par le Gouverneur général,

BEAU

Le Résident supérieur au Tonkin,

J. FOURÈS

Arrêté relatif à l'établissement d'un tableau d'avancement pour le personnel de l'administration indigène du Tonkin, en ce qui concerne les grades de mandarinat.

(Du 25 octobre 1904.)

Le Gouverneur général de l'Indochine, officier de la Légion d'honneur.

Vu le décret du 21 avril 1891 ;

Vu l'arrêté du 13 février 1899, fixant les attributions des services généraux et des services locaux de l'Indochine;

Vu l'ordonnance royale du 26 juillet 1897, approuvée par arrêté du 13 août 1897, supprimant les fonctions de Kinh-luoc du Tonkin et décidant que ses attributions seront dévolues au résident supérieur;

Vu l'arrêté du 1^{er} juin 1904, réglementant la délivrance des grades de mandarinat au Tonkin;

Sur proposition du résident supérieur du Tonkin.

ARRÊTE :

Article premier. — Il sera dressé chaque année, à l'occasion des fêtes du Têt, un tableau d'avancement du personnel de l'administration indigène du Tonkin, en ce qui concerne les grades de mandarinat.

Art. 2. — Ce tableau d'avancement sera établi par les soins d'une commission qui se réunira, une fois par an, à la résidence supérieure à la date fixée par le résident supérieur du Tonkin.

Art. 3 — La commission visée à l'article 2 sera ainsi composée :

1 ^o Le Résident supérieur au Tonkin	Président :
2 ^o Un Administrateur de 1 ^{re} classe des services civils	à la désignation du Résident supérieur.
3 ^o Un Administrateur de 2 ^e classe des Services civils	
4 ^o Un Administrateur de 3 ^e classe des Services civils	
5 ^o Le Chef de bureau des Affaires indigènes de la Résidence supérieure. . .	

Art. 4. — Les inscriptions au tableau d'avancement auront lieu à la majorité des voix. Le président aura voix prépondérante en cas de partage.

Art. 5. — Chaque année, dans la première quinzaine du mois de novembre, les chefs de province adresseront au résident supérieur les propositions d'avancement qu'ils auront établies en faveur du personnel de l'administration indigène placé sous leurs ordres, dans les conditions de l'article premier du présent arrêté.

Art. 6. — Ces propositions auxquelles seront joints, par les soins du bureau des Affaires indigènes de la Résidence supérieure, tous les renseignements de nature à éclairer les membres de la commission, seront remises au président trois jours avant la date fixée pour la réunion des membres de cette commission.

Art. 7. — Nul ne pourra être proposé pour l'avancement, s'il ne réunit les conditions d'ancienneté fixées par les règlements.

Art. 8. — Aucun agent ne pourra être promu à la classe supérieure de son grade, s'il n'a été inscrit au tableau d'avancement par la commission précitée.

Art. 9. — Seuls, pendant le cours de l'année, les agents qui auront rendu des services tout à fait exceptionnels pourront obtenir, d'office, de l'avancement sur la proposition des chefs des provinces intéressées, et alors même qu'ils ne réuniraient pas les conditions exigées par l'article 7 du présent arrêté.

Art. 10. — Il n'est rien modifié à l'arrêté du 1^{er} juin 1904,

en ce qui concerne le mode de nomination des agents de l'administration indigène proposés pour l'avancement.

Art. 11. — Le Résident supérieur au Tonkin est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hanoï, le 25 octobre 1904.

Par le Gouverneur général,
BEAU

Le Résident supérieur au Tonkin,
FOURÈS

Arrêté fixant les peines disciplinaires applicables aux fonctionnaires et agents de l'administration indigène du Tonkin.

(Du 4 mars 1906.)

Le Gouverneur général de l'Indochine, commandeur de la Légion d'honneur,

Vu le décret du 21 avril 1891 ;

Vu l'ordonnance royale du 16 juillet 1897, approuvée par arrêté du 13 août 1897 supprimant les fonctions de kinh-luoc au Tonkin, et décidant que ses attributions seraient dévolues au Résident supérieur ;

Sur la proposition du Résident supérieur du Tonkin.

ARRÊTE :

Article premier. — Les peines disciplinaires applicables aux fonctionnaires et agents de l'administration indigène du Tonkin, sont les suivantes :

La révocation, entraînant l'exclusion de l'administration, ainsi que la perte de tous les grades de mandarinat;

La rétrogradation, c'est-à-dire la perte d'un ou de plusieurs grades dans le mandarinat, pouvant provoquer, le cas échéant, la remise dans des fonctions inférieures;

La mise en disponibilité, équivalant au retrait des fonctions sans perte de grade de mandarinat, pendant un temps qui ne peut excéder trois ans;

Le blâme sévère avec inscription au dossier.

Art. 2. — La révocation, la rétrogradation, la mise en disponibilité seront prononcées, après avis d'une commission d'enquête chargée d'examiner les faits reprochés au fonctionnaire indigène incriminé, et de présenter des propositions en vue de déterminer la mesure à prendre contre lui, par le gouverneur général, pour les tông-dôc, tuân-phu et quan-an et par le résident supérieur pour les autres fonctionnaires énumérés à l'article 4 ci-dessous.

Art. 3. — Cette commission d'enquête, dont les membres seront nommés par le Résident supérieur, sera ainsi composée :

1^o Un administrateur de troisième classe ou au-dessus, autre que celui sous les ordres duquel le mandarin se trouve placé, président;

2^o L'administrateur, chef de bureau des Affaires indigènes à la Résidence supérieure;

3^o Un commis des services civils, remplissant les fonctions de secrétaire;

4° Un mandarin d'un grade égal ou supérieur à celui du fonctionnaire traduit devant la commission.

Art. 4. — L'article 2 du présent arrêté n'est applicable qu'aux mandarins civils suivants : tòng-dóc, tuân-phu, an-sat, quan-dao, dóc-hoc, tri-phu, dồng-tri-phu, tri-huyên, tri-châu, grao-thu, huân-dao, hâu-bô, thóng-phua, kinh-lich et aux mandarins militaires des grades de dê-dóc, pho-dê dóc, lanh-binh et pho-lanh-binh.

Art. 5. — Les peines disciplinaires énumérées à l'article premier continueront à être infligées, dans la mesure où le grade et les fonctions de ces agents permettrait leur application, aux autres agents de l'administration indigène par le Résident supérieur sur la proposition du chef de province.

Art. 6. — Le Résident supérieur au Tonkin est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hanoï, le 4 mars 1906.

Par le Gouverneur général,

BEAU

Le Résident supérieur par intérim au Tonkin.

GROLEAU

*Arrêté portant réorganisation de la commission
consultative indigène au Tonkin*

(2 octobre 1908.)

Le Gouverneur général de l'Indochine, officier de la Légion
d'honneur ;

Vu le décret du 21 avril 1891 ;

Vu l'arrêté du 30 avril 1886, instituant une commission consultative indigène de notables du Tonkin;

Vu l'arrêté du 4 mai 1907, instituant au Tonkin une Chambre consultative indigène.

ARRÊTE :

Article premier. — La Commission consultative indigène organisée au Tonkin par les arrêtés du 30 avril 1886 et du 4 mai 1907, sera désormais constituée de la façon suivante :

Pour moitié, de notables Annamites élus par les chefs et sous-chefs de canton, à raison de 1 représentant par groupe de 3 huyên. Lorsqu'il restera dans une province deux circonscriptions en dehors des groupes qui auront été constitués, celles-ci éliront 1 représentant ; s'il reste une seule circonscription, elle sera réunie pour l'élection à l'un des groupes de 3 huyên déjà formés ;

Pour un quart, de patentés annamites élus par les commerçants patentés de toutes classes, proportionnellement au nombre des patentés domiciliés dans chaque province. Lorsque, dans une province, le nombre des électeurs patentés sera trop faible, cette province pourra être réunie à la province voisine pour ne former, avec elle, qu'une seule circonscription ;

Pour un quart, de tri-phu, de tri-huyên et de tri-châu désignés par le Gouverneur général.

Art. 2. — La durée du mandat des membres de la com-

mission est d'une année. Ce mandat sera indéfiniment renouvelable.

Les membres de la commission doivent être âgés de trente ans révolus ; les notables composant la première moitié de la commission doivent, en outre, faire partie du conseil des notables de leurs communes.

Sont inéligibles : les Annamites déjà titulaires d'un mandat électif ; ceux qui, n'étant pas originaires du Tonkin, n'ont pas déclaré vouloir s'y fixer ; les indigènes étrangers à la province où ils se présentent, sauf le cas où ils figurent sur un rôle d'impôt personnel et foncier ; les militaires et gardes indigènes de tout grade.

Ne peuvent faire partie de la commission consultative, les anciens fonctionnaires de l'administration indigène ou les anciens employés indigènes du Protectorat révoqués ou licenciés par mesure disciplinaire ; les agents communaux et cantonaux relevés de leur emploi, les individus condamnés par les tribunaux français ou indigènes.

Art. 3. — Les réunions pour les élections des notables et des patentés ont lieu sous la présidence des administrateurs chefs de province.

Toute contestation relative à ces élections est jugée administrativement, en premier ressort et dans chaque province, par les administrateurs chefs de province assistés de mandarins provinciaux. En cas de partage des voix, celle du chef de province est prépondérante.

Appel des décisions ainsi rendues pourra, dans le délai de un mois à compter de la notification aux parties, être porté

devant une commission administrative composée du résident supérieur ou de son délégué, et de deux hauts mandarins désignés par le Gouverneur général.

Le résultat définitif des élections sera approuvé par le gouverneur général.

Art. 4. — Le mandat des membres de la commission consultative est gratuit, mais ils ont droit au transport gratuit de leurs personnes, ainsi qu'aux indemnités de route et de séjour prévues par l'arrêté du 22 février 1902 pour les fonctionnaires de la première catégorie B.

Art. 5. — La Commission consultative indigène est réunie à Hanoï, sur la convocation du Résident supérieur, après approbation du Gouverneur général, chaque fois qu'il parait nécessaire de prendre son avis.

Art. 6. — L'assemblée est présidée par le plus âgé de ses membres, à qui incombe le soin de former le bureau.

Les votes sont émis au scrutin secret.

Art. 7. — Les questions adressées par l'administrateur à la Commission consultative sont posées, par écrit, dans des notes rédigées en français, en quôc ngu' et en caractères chinois. Ces notes sont préalablement soumises à l'approbation du Gouverneur général et remises aux membres de la commission un mois avant la date de leur réunion.

Art. 8. — Un fonctionnaire désigné par le Gouverneur général assistera à toutes les réunions de la commission consultative.

Il pourra être mis en outre à la disposition de la commission par le Résident supérieur des fonctionnaires chargés de

fournir toutes les explications utiles qui leur seraient demandées.

Nul n'a accès dans la salle des délibérations, en dehors des membres de la commission consultative des personnes prévues au présent article et du Gouverneur général ou de son délégué.

Art. 9. — Les mandarins provinciaux (tông-dôc, quan-an, tri-phu, etc.), constitués en haut conseil, pourront éventuellement être admis, par le Gouverneur général, à se prononcer sur les questions étudiées par la commission consultative.

Art. 10. — Des arrêtés du Résident supérieur régleront les dispositions de détail non prévues au présent arrêté, notamment en ce qui concerne l'organisation des circonscriptions électorales, la confection et la revision des listes, les formes et délais de convocation des électeurs, le mode de votation et le lieu de réunion de la commission consultative.

Art. 11. — Le Résident supérieur au Tonkin est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels de l'Indochine*, ou *Bulletin administratif du Tonkin* et affiché en français, en quôc ngu' et en caractères chinois partout où besoin sera.

Art. 12. — Sont abrogées toutes les dispositions de l'arrêté du 4 mai 1907, incompatibles avec celles du présent arrêté.

Saïgon, le 2 octobre 1908.

A. KLOBUKOWSKY

BIBLIOGRAPHIE

- AJALBERT (Jean). — *Les Destinées de l'Indochine* (Paris, 1909).
- BEAU. — *Situation de l'Indochine de 1902 à 1907*.
- BRIEUX. — *Simple notes d'un touriste* (Paris, 1910).
- DIGUET (lieutenant-colonel). — *La Société annamite*.
- DOUMER. — *L'Indochine*.
— *Rapport sur l'Indochine*.
- GIRAULT (A.). — *Principes de colonisation et de législation coloniale* (Paris, 1907).
- KLOBUKOWSKY. — Discours prononcé le 27 novembre 1909 à l'ouverture de la session ordinaire du Conseil supérieur de l'Indochine.
- LANESSAN (DE). — *L'Indochine française*.
- LURO (E.). — *Le Pays d'Annam* (Paris, 1897).
- MESSIMY (A.). — *Notre Œuvre coloniale* (Paris, 1910).
- PERROT. — *La Société annamite* (Thèse de Paris).
- PRÊTRE. — *Législation et administration de l'Indochine*.
Cours de l'École coloniale (1909-1910).
Bulletin officiel de l'Indochine.
Bulletin de l'Asie française.
Journaux divers.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Esquisse de la Société annamite.....	5
1° La Forme du gouvernement.....	5
2° La Commune.....	8
3° La Famille.....	10
4° La Religion : le culte des ancêtres.....	12

DEUXIÈME PARTIE

LES LETTRÉS

CHAPITRE PREMIER. — Physionomie du lettré. — L'enseignement classique indigène : 1° avant l'occupation française ; 2° après la conquête de la Cochinchine et l'établissement de notre Protectorat en Annam-Tonkin.....	15
CHAPITRE II. — Création du Conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène (arrêté du 8 mars 1906). — L'ordonnance royale du 31 mai 1906 sur la réforme de l'enseignement indigène.	
— Les trois degrés d'enseignement.....	24
1° Enseignement du premier degré (au-hoc).....	26
2° Enseignement du deuxième degré (tiêu-hoc)....	28
3° Enseignement du troisième degré (trung-hoc)...	30
CHAPITRE III. — Les concours régionaux triennaux depuis la réforme de 1906. — Le dernier concours de Nam-Dinh (novembre 1909). — Les concours pour le Doctorat	34

CHAPITRE IV. — Coup d'œil sur l'ensemble de la réforme de l'enseignement indigène depuis la mise en application de l'ordonnance royale du 31 mai 1906.....	48
1° Cochinchine	48
2° Annam.....	49
3° Tonkin.....	51

DEUXIÈME PARTIE

LES MANDARINS

CHAPITRE PREMIER. — Les mandarins civils et militaires. — Hiérarchie mandarinale. — Costumes des mandarins.....	59
CHAPITRE II. — L'organisation mandarinale en Annam et au Tonkin d'après le traité du 6 juin 1884. — Modifications apportées à cette organisation à la suite de la suppression des fonctions du kinh-luoc du Tonkin (ordonnance royale du 26 juillet 1887).....	65
CHAPITRE III. — Reproches adressés aux mandarins. — Améliorations apportées à leur situation matérielle et morale. — Recrutement.....	74
CHAPITRE IV. — Convient-il de maintenir ou de supprimer l'organisation mandarinale ? — Politique à suivre et conduite à tenir vis-à-vis des mandarins	85

TROISIÈME PARTIE

LE PEUPLE

CHAPITRE PREMIER. — Caractères du peuple annamite. — Son évolution économique et sociale depuis notre arrivée. — Agriculture. — Commerce. — Industrie. — Main-d'œuvre	99
---	----

CHAPITRE II. — Le mécontentement du peuple annamite.	
— L'agitation antifrançaise. — Ses causes. —	
Les victoires du Japon et les erreurs de notre	
politique fiscale	112
CHAPITRE III. — Les conditions de la politique indigène.	
— La politique de collaboration et les institu-	
tions représentatives indigènes. — L'indépen-	
dance future du peuple annamite	121

ANNEXES

1 ^o Arrêté du 8 mars 1906, instituant un Conseil de	
perfectionnement de l'enseignement indigène	
en Indochine	141
2 ^o Ordonnance royale du 31 mai 1906 sur la réforme	
de l'enseignement indigène	146
3 ^o Arrêté du 1 ^{er} juin 1904 réglementant la délivrance	
des grades dans le mandarinat du Tonkin . . .	164
4 ^o Arrêté du 25 octobre 1904, relatif à l'établissement	
d'un tableau d'avancement pour le personnel	
de l'administration indigène du Tonkin en ce	
qui concerne les grades de mandarinat	166
5 ^o Arrêté du 4 mars 1906 fixant les peines discipli-	
naires applicables aux fonctionnaires et agents	
de l'administration indigène du Tonkin	169
6 ^o Arrêté du 2 octobre 1908 portant réorganisation	
de la Commission consultative indigène au	
Tonkin	171

